



Organe d'examen des politiques commerciales

**RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL À L'OEPC SUR
LES FAITS NOUVEAUX RELATIFS AU COMMERCE**

(MI-OCTOBRE 2021 À MI-OCTOBRE 2022)

Addendum

ANNEXE 1 – MESURES DE FACILITATION DES ÉCHANGES.....	2
ANNEXE 2 – MESURES CORRECTIVES COMMERCIALES.....	24
ANNEXE 3 – AUTRES MESURES LIÉES AU COMMERCE.....	38
ANNEXE 4 – MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES SERVICES.....	55

ANNEXE 1 – MESURES DE FACILITATION DES ÉCHANGES¹

(DE MI-MAI 2022 À MI-OCTOBRE 2022)²

Renseignements vérifiés³

Mesure	Source
Afrique du Sud	
06/04/2022: Réduction des droits d'importation pour les combustibles tels que l'essence et le biodiesel, entre autres, jusqu'au 31 mai 2022	Loi de 1964 sur les douanes et accises. Modification de l'annexe n° 1 (n° 1/5A/170) (6 avril 2022)
15/07/2022: Introduction d'une disposition provisoire prévoyant une remise pour l'importation de produits plats en acier primaires	Délégation permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'OMC (20 septembre 2022) et Journal officiel n° 47015 (15 juillet 2022)
Afrique du Sud (pour l'Union douanière d'Afrique australe)	
06/06/2022: Réduction du droit d'importation pour le sucre	Journal officiel n° 46507 (6 juin 2022). Adresse consultée: https://www.sars.gov.za/wp-content/uploads/Embargo/Tariffs/2022/LAPD-LSec-C-E-TA-2022-31-R2137-GG-46507-Sch1P1-1686-To-reduce-rate-of-customs-duty-on-sugar-6-June-2022.pdf
08/09/2022: Suppression de l'obligation d'obtenir une licence pour l'importation de certains types d'imprimés, de cartes et de calendriers	Administration fiscale sud-africaine. Marchandises prohibées, marchandises soumises à des restrictions et marchandises de contrefaçon (8 septembre 2022). Adresse consultée: https://www.sars.gov.za/customs-and-excise/prohibited-restricted-and-counterfeit-goods/
16/09/2022: Suppression de l'obligation d'obtenir une licence pour l'importation de certains hydrocarbures gazeux	Administration fiscale sud-africaine, 16 septembre 2022. Adresse consultée: https://www.sars.gov.za/whats-new-at-sars/
Argentine	
01/01/2022: Promulgation du Décret n° 910/2021 donnant lieu à ce qui suit: i) modifications apportées à la liste nationale d'exemptions au tarif commun du MERCOSUR (100 lignes tarifaires au niveau des sous-positions à 8 chiffres des chapitres 15, 22, 28, 29, 30, 31, 32, 37, 38, 39, 40, 45, 54, 55, 59, 64, 70, 72, 73, 76, 84, 85 et 87 de la NCM); ii) modifications apportées à la liste des biens d'équipement importés (348 lignes tarifaires au niveau des sous-positions à 8 chiffres des chapitres 84, 85, 86, 87 et 90 de la NCM) non produits dans le pays (tarif extérieur commun du MERCOSUR fixé à 2%); et iii) suppression des droits d'importation pour le matériel informatique et de télécommunication (184 lignes tarifaires au niveau des sous-positions à 8 chiffres des chapitres 74, 84, 85 et 90 de la NCM) (entrée en vigueur: 1er janvier 2022)	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (20 mai 2022), Décret n° 910/2021 – Conseil du marché commun (30 décembre 2021)

¹ L'inclusion de toute mesure dans la présente annexe n'implique aucun jugement de la part du Secrétariat de l'OMC quant à la compatibilité de toute mesure mentionnée avec les dispositions de l'un quelconque des Accords de l'Organisation.

² Les mesures peuvent avoir été regroupées pour faciliter la lecture. Pour en savoir plus sur les mesures, veuillez consulter l'adresse suivante: <https://tmdb.wto.org/fr> à partir du 6 décembre après la discussion tenue par les Membres de l'OMC à la réunion de l'OEPC.

³ Les renseignements qui figurent dans la présente section ont été fournis par le Membre concerné ou confirmés à la demande du Secrétariat.

Mesure	Source
01/01/2022: Suppression des droits d'exportation pour certains produits (des chapitres 6, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 20, 23 et 51 de la NCM)	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (20 mai 2022), Décret n° 851/2021 – Droit d'exportation, Nomenclature commune du MERCOSUR (14 décembre 2021)
16/01/2022: Réduction (de 5 points de pourcentage) des droits d'exportation pour certains produits. Suppression des droits d'exportation pour les produits écologiques, biologiques ou organiques	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (20 mai 2022), Décret n° 852/2021 – Droit d'exportation, Nomenclature commune du MERCOSUR (14 décembre 2021)
06/05/2022: Augmentation du contingent d'exportation pour le maïs récolté pendant la campagne 2021/22 12/07/2022: Nouvelle augmentation du contingent d'exportation pour le maïs récolté pendant la campagne 2021/22	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (13 octobre 2022) et Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche, circulaires SSMA n° 3/2022 du 6 mai 2022 et 4/2022 du 12 juillet 2022
14/06/2022: Réduction des droits d'exportation pour certains articles en cuivre	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (13 octobre 2022) et Boletín Oficial de la República Argentina, Décret n° 308/2022 (12 juin 2022). Adresse consultée: https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/264479/20220614?busqueda=1
28/08/2022: Introduction de contingents tarifaires assortis d'un droit de 2% sur les importations de certains ouvrages en magnésium	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (13 octobre 2022) et Commission du commerce du MERCOSUR, Directive n° 69/2022 du 30 juin 2022. Adresse consultée: https://normas.mercosur.int/simfiles/normativas/89760_DIR_069-2022_ES_Acciones%20Puntuales%20Ambito%20Arancelario_NCM%208104.11.00%20AR.pdf
29/08/2022: Introduction de contingents tarifaires assortis d'un droit de 2% sur les importations de certains colorants dispersés (mesure en vigueur jusqu'au 28 août 2023)	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (13 octobre 2022) et Commission du commerce du MERCOSUR, Directive n° 64/2022 du 30 juin 2022. Adresse consultée: https://normas.mercosur.int/simfiles/normativas/89726_DIR_064-2022_ES_Acciones%20Puntuales%20Ambito%20Arancelario_NCM%203204.11.00%20AR-Renov.pdf
29/08/2022: Introduction de contingents tarifaires assortis d'un droit de 2% sur les importations de certains polyterpènes (mesure en vigueur jusqu'au 28 juin 2023)	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (13 octobre 2022) et Commission du commerce du MERCOSUR, Directive n° 62/2022 du 30 juin 2022. Adresse consultée: https://normas.mercosur.int/simfiles/normativas/89724_DIR_062-2022_ES_Acciones%20Puntuales%20Ambito%20Arancelario_NCM%203911.90.29%20AR.pdf
Argentine (pour le Marché commun du Sud)	
01/09/2022: Modification du tarif extérieur commun entraînant une réduction des droits d'importation pour certains types de cathéters vésicaux stériles en polyuréthane	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (13 octobre 2022) et MERCOSUR, Résolution n° 01/2022 du 9 juin 2022. Adresse consultée: https://normas.mercosur.int/simfiles/normativas/89286_RES_001-2022_ES_Modif%20NCM%20y%20AEC.pdf
Australie	
30/03/2022: Réduction de 15% de la composante non <i>ad valorem</i> des droits de douane pour certains combustibles importés (en vigueur du 30 mars au 29 septembre 2022)	Avis des douanes australiennes n° 2022/17 du 31 mars 2022. Adresse consultée: https://www.abf.gov.au/help-and-support-subsite/CustomsNotices/2022-17.pdf
01/07/2022: Le droit de douane sur les voitures électriques, les véhicules hybrides rechargeables et les véhicules à pile à hydrogène est défini comme étant "nul"	Avis d'intention de proposer des modifications du tarif douanier n° 6 (2022). Adresse consultée: https://www.abf.gov.au/help-and-support-subsite/CustomsNotices/2022-34.pdf , et Délégation permanente de l'Australie auprès de l'OMC (16 septembre 2022)

Mesure	Source
04/07/2022: Introduction d'exonérations des droits d'importation pour certaines marchandises	Gouvernement australien, Ordonnance portant allègement tarifaire n° 22/32, et Délégation permanente de l'Australie auprès de l'OMC (14 octobre 2022)
11/07/2022: Réduction temporaire du taux de droit à "zéro" pour les marchandises produites ou fabriquées en Ukraine	Avis d'intention de proposer des modifications du tarif douanier n° 5 (2022). Adresse consultée: https://www.abf.gov.au/help-and-support-subsite/CustomsNotices/2022-32.pdf , et Délégation permanente de l'Australie auprès de l'OMC (15 septembre 2022)
Azerbaïdjan	
12/05/2022: Réduction des droits d'importation pour certains produits (en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Délégation permanente de l'Azerbaïdjan auprès de l'OMC (20 septembre 2022) et Cabinet des ministres de la République d'Azerbaïdjan, Résolution n° 183/2022
01/07/2022: Exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour un certain nombre de matières premières et de matériaux importés	Délégation permanente de l'Azerbaïdjan auprès de l'OMC (20 septembre 2022) et Décret du Président de la République d'Azerbaïdjan (1 ^{er} juillet 2022)
23/08/2022: Réduction des droits d'importation pour certains types d'huiles de pétrole (en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Délégation permanente de l'Azerbaïdjan auprès de l'OMC (20 septembre 2022) et Cabinet des ministres de la République d'Azerbaïdjan, Résolution n° 324/2022
Belize	
24/03/2022: Modification des droits d'importation pour les essences pour moteur (mesure modifiée dans l'Ordonnance relative à l'annexe n° 6) (entrée en vigueur: 7 avril 2022)	Délégation permanente du Belize auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Ordonnance de 2022 sur les droits de douane et d'accise (modification de l'annexe n° 4)
07/04/2022: Modification des droits d'importation pour les essences pour moteurs et les carburateurs de type kérosène	Délégation permanente du Belize auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Ordonnance de 2022 sur les droits de douane et d'accise (modification de l'annexe n° 6)
Brésil	
27/10/2021: Réduction des droits d'importation pour certains produits médicaux dans le cadre du système de listes d'exceptions nationales du MERCOSUR et suppression des droits d'importation pour le matériel informatique et de télécommunication dans le cadre du régime de positions "ex" (mécanisme destiné à réduire temporairement les droits d'importation pour le matériel informatique et de télécommunication non produit dans le pays)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 265/2021 (18 octobre 2021) et Résolution du Gecex n° 268/2021 (18 octobre 2021)
27/10/2021: Réduction des droits d'importation pour certains biens d'équipement et le matériel informatique et de télécommunication (mesure en vigueur jusqu'au 1 ^{er} avril 2022)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 266/2021 (18 octobre 2021)
27/10/2021: Suppression des droits d'importation pour certains biens d'équipement dans le cadre du régime de positions "ex" (mécanisme destiné à réduire temporairement les droits d'importation pour les biens d'équipement non produits dans le pays)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 267/2021 (18 octobre 2021)
07/11/2021: Suppression temporaire des droits d'importation pour le sulfate de disodium, dans le cadre d'un contingent d'importation de 455 000 t (en vigueur du 7 novembre 2021 au 5 mai 2022); pour l'aluminium non allié, dans le cadre d'un contingent d'importation de 350 000 t (entrée en vigueur: 26 novembre 2021); pour certaines préparations alimentaires, dans le cadre d'un contingent d'importation de 2 705,41 t (entrée en vigueur: 13 décembre 2021); pour les autres polyéthers, dans le cadre d'un contingent d'importation de 2 000 t (entrée en vigueur: 13 décembre 2021); pour les fibres acryliques ou modacryliques, dans le cadre d'un contingent d'importation de 9 000 t (entrée en vigueur: 13 décembre 2021); pour les roulements à billes, dans le cadre d'un contingent d'importation de 1 200 unités (entrée en vigueur: 13 décembre 2021); pour les autres papiers, les cartons, la ouate de cellulose et les nappes de fibres de cellulose, dans le cadre d'un contingent d'importation de 4 000 t (entrée en vigueur: 13 décembre 2021)	Ministère de l'économie, Secrétariat spécial au commerce extérieur et aux affaires internationales – Ordonnances n° 142 (3 novembre 2021) et n° 149 (25 novembre 2021); et Résolution du Gecex n° 281 (9 décembre 2021)
11/11/2021: Réduction/suppression temporaire des droits d'importation pour certains produits (des chapitres 1 à 56, 59 et 63 à 97 de la NCM) (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Résolution du Gecex n° 269 (4 novembre 2021). Adresse consultée: https://in.gov.br/en/web/dou/-/resolucao-gecex-n-269-de-4-de-novembro-de-2021-357327000

Mesure	Source
26/11/2021: Réduction des droits d'importation pour certains produits dans le cadre du système de listes d'exceptions nationales du MERCOSUR (y compris la liste d'exceptions concernant le matériel informatique et de télécommunication)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 270/2021 (18 novembre 2021) et Résolution du Gecex n° 271/2021 (18 novembre 2021)
29/11/2021: Introduction de procédures simplifiées pour l'importation de matériel et de marchandises usagés liés au transfert d'unités industrielles, de lignes de production et de cellules de production vers le Brésil	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022) et Ordonnance du SECEX n° 156 du 29 novembre 2021. Adresse consultée: https://in.gov.br/en/web/dou/-/portaria-secex-n-156-de-29-de-novembro-de-2021-363138816
29/11/2021: Réduction des droits d'importation (à 0%) pour le matériel informatique et de télécommunication et pour certains biens d'équipement dans le cadre du régime de positions "ex" (mécanisme destiné à réduire temporairement les droits d'importation pour les biens d'équipement non produits dans le pays)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 276/2021 (19 novembre 2021) et Résolution du Gecex n° 277/2021 (19 novembre 2021)
01/12/2021: Nouvelle réduction des droits d'importation (de 25% à 20%) pour les tricycles, trottinettes, autos à pédales et jouets à roues similaires; les landaus et poussettes pour poupées; les poupées; les autres jouets; les modèles réduits et modèles similaires pour le divertissement, animés ou non; et les puzzles de tout genre	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 mai 2021) et Résolution du Gecex n° 121 (17 novembre 2020)
14/12/2021: Suppression des droits d'importation pour certains biens d'équipement et suppression des droits d'importation pour le matériel informatique et de télécommunication dans le cadre du régime de positions "ex" (mécanisme destiné à réduire temporairement les droits d'importation pour le matériel informatique et de télécommunication non produit dans le pays)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 279/2021 (6 décembre 2021) et Résolution du Gecex n° 280/2021 (6 décembre 2021)
15/12/2021: Réduction des droits d'importation à 0% pour les préparations pour nourrissons destinées aux enfants souffrant d'allergies alimentaires, dans le cadre d'un contingent de 800 t; les préparations alimentaires destinées aux patients nécessitant une action anti-inflammatoire et réparatrice de la muqueuse intestinale, dans le cadre d'un contingent de 1 905,41 t; les préparations pour nourrissons destinées aux enfants souffrant d'allergies aux protéines du lait de vache; préparations pour nourrissons destinées aux enfants présentant une intolérance au lactose; les préparations alimentaires destinées aux patients pédiatriques ou aux adultes présentant une intolérance gastro-intestinale ou des difficultés d'absorption de protéines intactes; préparations pour nourrissons destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge présentant une allergie sévère au lait de vache et/ou nécessitant un régime avec restriction de la teneur en lactose. Réduction à 0% de la taxe à l'importation pour le polyacétal-polyéther en solution aqueuse, dans le cadre d'un contingent de 2 000 t. Réduction à 0% de la taxe à l'importation pour les fibres acryliques ou modacryliques dans le cadre du contingent de 9 000 t. Réduction à 0% de la taxe à l'importation pour les roulements à billes à contact radial avec bagues en acier et éléments roulants en nitrure de silicium fritté, dans le cadre d'un contingent de 1 210 unités. Augmentation du volume du contingent de 10 000 t à 20 000 t pour les polycarbonates et réduction du droit d'importation de 4% à 0% pour les produits soumis à contingent	Journal officiel du Brésil, 13 décembre 2021. Adresse consultée: https://www.in.gov.br/en/web/dou/-/resolucao-gecex-n-281-de-9-de-dezembro-de-2021-366810261
29/12/2021: Réduction des droits d'importation (à 0%) pour certains biens d'équipement et le matériel informatique et de télécommunication dans le cadre du régime de positions "ex" (mécanisme destiné à réduire temporairement les droits d'importation pour les biens d'équipement non produits dans le pays)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 282/2021 (21 décembre 2021) et Résolution du Gecex n° 283/2021 (21 décembre 2021)
31/12/2021: Réduction des droits d'importation dans le cadre de la Résolution n° 49/19 du Groupe du Marché commun du MERCOSUR	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 292/2021 (29 décembre 2021)

Mesure	Source
01/01/2022: Réduction des droits d'importation pour certains produits dans le cadre du système de listes d'exceptions nationales du MERCOSUR	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 290/2021 (21 décembre 2021)
14/01/2022: Réduction des droits d'importation dans le cadre de la Résolution n° 49/19 du Groupe du Marché commun du MERCOSUR	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 293/2021 (29 décembre 2021)
07/02/2022: Réduction des droits d'importation (à 0%) pour le matériel informatique et de télécommunication et pour certains biens d'équipement dans le cadre du régime de positions "ex" (mécanisme destiné à réduire temporairement les droits d'importation pour les biens d'équipement non produits dans le pays)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 296/2022 (28 janvier 2022) et Résolution du Gecex n° 297/2022 (28 janvier 2022)
10/02/2022: Réduction des droits d'importation pour certains produits dans le cadre du système de listes d'exceptions nationales du MERCOSUR	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 295/2022 (28 janvier 2022) et Résolution du Gecex n° 298/2022 (28 janvier 2022)
09/03/2022: Réduction des droits d'importation pour les produits de l'industrie automobile et d'autres produits dans le cadre du système de listes d'exceptions nationales du MERCOSUR (liste d'exceptions concernant le matériel informatique et de télécommunication)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 307/2022 (24 février 2022) et Résolution du Gecex n° 311/2022 (24 février 2022)
09/03/2022: Réduction des droits d'importation (à 0%) pour certains biens d'équipement et le matériel informatique et de télécommunication dans le cadre du régime de positions "ex" (mécanisme destiné à réduire temporairement les droits d'importation pour les biens d'équipement non produits dans le pays)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 308/2022 (24 février 2022) et Résolution du Gecex n° 309/2022 (24 février 2022)
12/03/2022: Réduction des droits d'importation pour certains produits dans le cadre du système de listes d'exceptions nationales du MERCOSUR	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 306/2022 (24 février 2022)
23/03/2022: Réduction des droits d'importation pour certains produits dans le cadre du système de listes d'exceptions nationales du MERCOSUR, comme le café, la margarine, le fromage, les pâtes alimentaires, le sucre, l'huile de soja et l'éthanol (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 317/2022 (22 mars 2022)
01/04/2022: Réduction des droits d'importation pour les produits provenant du secteur aéronautique et réduction des droits d'importation (à 0%) pour le matériel informatique et de télécommunication dans le cadre du régime de positions "ex" (mécanisme destiné à réduire temporairement les droits d'importation pour les biens d'équipement non produits dans le pays)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 310/2022 (24 février 2022) et Résolution du Gecex n° 320/2022 (23 mars 2022)
02/04/2022: Réduction des droits d'importation dans le cadre de la Résolution n° 49/19 du Groupe du Marché commun du MERCOSUR	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022), Résolution du Gecex n° 316/2022 (22 mars 2022)

Mesure	Source
<p>19/05/2022: Inclusion de certains produits dans l'annexe IV de la Résolution n° 272/2021, entraînant la réduction des droits d'importation pour ces produits dans le cadre du système de listes d'exceptions nationales et l'augmentation simultanée du contingent en volume de raquettes de tennis;</p> <p>23/05/2022: Inclusion des "cultures de micro-organismes, lyophilisées ou congelées, utilisées comme levures laitières dans la préparation de dérivés du lait ou comme levures pour les saucisses de viande" dans l'annexe IV de la Résolution n° 272/2021, entraînant la réduction des droits d'importation pour ces produits;</p> <p>01/08/2022: Inclusion de certains types de fibres discontinues de polypropylène et de certaines résistances électriques de chauffage dans l'annexe IV de la Résolution n° 272/2021, entraînant une réduction des droits d'importation pour ces produits;</p> <p>29/08/2022: Inclusion de 19 nouveaux produits dans la liste de l'annexe IV de la Résolution n° 272/2021, entraînant une réduction des droits d'importation et une augmentation simultanée du contingent en volume pour les fils multifilaments de polyester à haute ténacité;</p> <p>26/09/2022: Inclusion de produits supplémentaires dans la liste de l'annexe IV de la Résolution n° 272/2021, entraînant la réduction des droits d'importation pour ces produits</p>	<p>Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022) et Résolutions du Gecex n° 340/2022 (9 mai 2022), n° 365/2022 (15 juillet 2022), n° 380/2022 (22 juillet 2022), n° 383/2022 (19 août 2022) et n° 396/2022 (14 septembre 2022)</p>
<p>16/05/2022: Suppression temporaire des droits d'importation pour certains biens d'équipement et le matériel informatique et de télécommunication dans le cadre du régime de positions "ex" (mécanisme destiné à réduire temporairement les droits d'importation pour les biens d'équipement et le matériel informatique et de télécommunication non produit dans le pays)</p>	<p>Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022) et Résolutions du Gecex n° 338/2022 et n° 339/2022 (9 mai 2022), n° 344/2022 et n° 345/2022 (19 mai 2022), n° 356/2022 et n° 357/2022 (20 juin 2022), n° 375/2022 et n° 376/2022 (26 juillet 2022), n° 394/2022 et n° 395/2022 (30 août 2022)</p>
<p>05/05/2022: Inclusion d'une annexe VIII dans la Résolution du Gecex n° 272/2021, entraînant l'introduction de contingents en franchise de droits pour l'importation de produits du blé et du méteil</p>	<p>Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022) et Résolution du Gecex n° 332/2022 (4 mai 2022)</p>
<p>12/05/2022: Inclusion de certains produits dans le système de listes d'exceptions nationales, entraînant une réduction des droits d'importation pour ces produits</p>	<p>Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022) et Résolution du Gecex n° 341/2022</p>
<p>12/05/2022: Réduction à zéro des droits d'importation pour certains produits agricoles (blé, viande, biscuits et autres)</p>	<p>Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (20 mai 2022), Résolution du Gecex n° 341(11 mai 2022)</p>
<p>19/05/2022: Réduction des droits d'importation pour un certain type de composés à fonction amine</p>	<p>Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022) et Résolution du Gecex n° 340/2022 (9 mai 2022)</p>
<p>27/05/2022: Suppression des droits d'importation pour plusieurs produits des technologies de l'information et des télécommunications</p>	<p>Journal officiel, Résolution du Gecex n° 345/2022 (19 mai 2022). Adresse consultée: https://www.in.gov.br/en/web/dou/-/resolucao-gecex-n-345-de-19-de-maio-de-2022-401495532</p>
<p>27/05/2022: Inclusion de certains types de camions, remorques, semi-remorques, machines agricoles et matériels de voirie dans l'annexe unique de la Résolution n° 311/2022, entraînant la suppression des droits d'importation pour ces produits;</p> <p>28/06/2022: Inclusion de quatre produits supplémentaires dans la liste des camions, remorques, semi-remorques, machines agricoles et matériels de voirie (énumérées dans l'annexe unique de la Résolution n° 311/2022);</p> <p>20/07/2022: Suppression des machines autopropulsées de sondage ou de forage et d'un certain type de tombereaux de l'annexe unique de la Résolution n° 311/2022 et inclusion de quelques produits supplémentaires dans la liste de la même annexe</p>	<p>Résolutions du Gecex n° 346/2022 (19 mai 2022), n° 361/2022 (20 juin 2022) et n° 370/2022 (20 juillet 2022)</p>

Mesure	Source
01/06/2022: Réduction des droits d'importation pour 6 195 produits afin d'atténuer les effets des chocs d'approvisionnement causés par la pandémie et la crise internationale sur l'économie brésilienne	Résolution du Gecex n° 353/2022 (23 mai 2022). Adresse consultée: https://www.in.gov.br/en/web/dou/-/resolucao-gecex-n-353-de-23-de-maio-de-2022-402126532 , on 3 August 2022
01/06/2022: Réduction des droits d'importation pour plusieurs machines électriques, certains types de véhicules et certains appareils à rayons X	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022) et Résolution du Gecex n° 347/2022
01/06/2022: Suppression, du 1 ^{er} juin 2022 au 31 mai 2023, des droits d'importation pour des contingents d'importation spécifiques visant certains polycarbonates, certaines feuilles de plastique, certains articles en graphite, certains produits plats laminés en acier, les chaînes à rouleaux en fer, certains produits en aluminium et certaines pièces de véhicules; 01/06/2022: Augmentation temporaire, du 1 ^{er} au 15 juin 2022, des contingents en volume pour certaines microcapsules (mesure en vigueur jusqu'au 31 mai 2023)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022) et Résolution du Gecex n° 349/2022 (19 mai 2022)
24/06/2022: Introduction de contingents tarifaires en franchise de droits ou à taux réduit pour l'importation de huit produits (persulfates, séroalbumine humaine, mancozèbe technique, certains polyéthers, certaines résines aminiques, certaines bonbonnes et certaines pédales)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022) et Résolution du Gecex n° 354/2022
01/07/2022: Inclusion des consoles de jeux dans la Liste d'exceptions au tarif extérieur commun (LETEC), entraînant une réduction des droits d'importation; 01/08/2022: Inclusion du polypropylène dans la LETEC; 05/08/2022: Inclusion de 5 produits supplémentaires dans la LETCE (tels que certains types de glyphosate, d'éthylène, de propylène, de poly(chlorure de vinyle) et de poly(éthylène téréphtalate)); 01/09/2022: Inclusion de certains concentrés de substances protéiques, de compléments alimentaires, d'albumines et d'articles d'habillement dans la LETEC	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022) et Résolutions du Gecex n° 362/2022 (21 juin 2022), n° 369/2022 (20 juillet 2022), n° 374/2022 (20 juillet 2022), n° 381/2022 (3 août 2022) et n° 388/2022 (22 août 2022)
Canada	
09/06/2022: Octroi de remises pour les importations de marchandises ukrainiennes du 9 juin 2022 au 9 juin 2023	Délégation permanente du Canada auprès de l'OMC (21 septembre 2022) et Gouvernement du Canada, Avis des douanes n° 22-12: Décret de remise pour les marchandises d'Ukraine (9 juin 2022). Adresse consultée: https://www.cbsa-asfc.gc.ca/publications/cn-ad/cn22-12-eng.html
Chine	
01/05/2022: Réduction temporaire à zéro des taux de droits intérimaires sur les importations de charbon (en vigueur jusqu'au 31 mars 2023)	Délégation permanente de la Chine auprès de l'OMC (21 septembre 2022) et Annonce n° 6 de la Commission tarifaire du Conseil d'État (SCTC) [2022] Adresse consultée: http://qss.mof.gov.cn/qzdt/zhengcefabu/202204/t20220428_3807196.htm
01/08/2022: Simplification des procédures douanières à l'exportation par le biais du mode de fonctionnement "chargement direct à l'arrivée" à la douane de Tianjin pour accroître les exportations d'aluminium	Administration générale des douanes, 4 août 2022. Adresse consultée: http://www.customs.gov.cn/customs/xwfb34/302425/4497099/index.html
01/09/2022: Introduction de taux de droits spéciaux nuls sur les importations de produits relevant de 98% des lignes tarifaires et originaires de 16 pays (Togo, Érythrée, République centrafricaine, Guinée-Conakry, Rwanda, Soudan, Tchad, Djibouti, Mozambique, Cambodge, Bangladesh, Laos, Népal, Kiribati, Îles Salomon et Vanuatu)	Annonce n° 8 de la Commission tarifaire du Conseil d'État (SCTC) [2022] Adresse consultée: http://qss.mof.gov.cn/qzdt/zhengcefabu/202007/t20200715_3550048.htm
Colombie	
31/12/2021: Réduction des droits d'importation et établissement de contingents d'importation pour les véhicules automobiles	Direction du commerce extérieur de la Colombie, 30 décembre 2021. Adresse consultée: https://www.mincit.gov.co/getattachment/1d1a30a3-7b25-41e1-a3ea-1e2a1af1dce9/Circular-033-del-30-de-diciembre-de-2021.aspx

Mesure	Source
15/01/2022: Modification partielle des droits de douane et introduction de contingents tarifaires pour l'importation de certaines véhicules automobiles (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2023)	Délégation permanente de la Colombie auprès de l'OMC (23 septembre 2022) et Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme, Décrets n° 1880 (30 décembre 2021) et n° 1514 (4 août 2022)
03/03/2022: Réduction à 0% des droits d'importation pour les produits faisant partie du panier de la ménagère	Délégation permanente de la Colombie auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Décret n° 307 du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme (3 mars 2022). Adresse consultée: https://dapre.presidencia.gov.co/normativa/normativa/DECRETO%20307%20DEL%203%20DE%20MARZO%20DE%202022.pdf
04/04/2022: Réduction du droit d'importation à 0% pour les importations de produits agricoles (mesure en vigueur pendant 6 mois pour 36 sous-positions et pendant 12 mois pour les 36 autres sous-positions)	Délégation permanente de la Colombie auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Décret n° 504 du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme (4 avril 2022). Adresse consultée: https://dapre.presidencia.gov.co/normativa/normativa/DECRETO%20504%20DEL%204%20DE%20ABRIL%20DE%202022.pdf
05/06/2022: Exclusion temporaire des frais de transport et des coûts d'importation connexes de la base constituant le droit d'importation pour plusieurs produits dont de nombreux produits agricoles (suppression le 5 décembre 2022)	Délégation permanente de la Colombie auprès de l'OMC (22 septembre 2022) et Décret n° 955/2022 (4 juin 2022)
01/07/2022: Exclusion temporaire des frais de transport et des coûts d'importation connexes du droit d'importation pour plusieurs produits agricoles (suppression le 31 décembre 2022)	Délégation permanente de la Colombie auprès de l'OMC (22 septembre 2022) et Décret n° 1132/2022 du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme
11/07/2022: Suppression des droits d'importation pour le blé pendant 2 ans	Délégation permanente de la Colombie auprès de l'OMC (22 septembre 2022) et Décret n° 1174/2022 du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme
11/07/2022: Suppression des droits d'importation pour les arachides décortiquées pendant 1 an	Délégation permanente de la Colombie auprès de l'OMC (22 septembre 2022) et Décret n° 1175/2022 du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme
11/07/2022: Suppression temporaire des droits d'importation pour les engrais et les pesticides (jusqu'au 5 avril 2023)	Délégation permanente de la Colombie auprès de l'OMC (22 septembre 2022) et Décret n° 1176/2022 du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme
Corée, République de	
12/11/2021: Suppression temporaire du droit d'importation pour le GNL (de 2% à 0%); 01/05/2022: Prolongation de la période d'application de la mesure jusqu'au 31 juillet 2022; 20/07/2022: Nouvelle prolongation de la période d'application de la mesure jusqu'au 31 décembre 2022	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (17 octobre 2022); Décrets présidentiels n° 32117/2021; n° 32602/2022 et n° 32818/2022
12/11/2021: Suppression temporaire du droit d'importation pour l'urée (suppression de la mesure le 30 juin 2022)	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Décret présidentiel n° 32119
18/03/2022: Suppression du droit d'importation visant les médicaments pour le traitement de la neurofibromatose de type 1	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Règlement d'application de la Loi douanière (article 79-3)
19/04/2022: Élargissement temporaire de l'accès minimal aux marchés (contingents d'importation pour les taux de droits faibles) pour la farine, la semoule, la poudre, les flocons, les granulés et les agglomérés sous forme de pellets de pommes de terre, les fèves de soja destinées à la fabrication de produits alimentaires et les arachides, en préparations ou en conserves (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (28 avril 2022); et Décret n° 914 du Ministère de l'économie et des finances
27/04/2022: Prorogation des contingents d'importation en vue de la suppression des droits de douane visant l'orge non mondé et le son (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (17 octobre 2022); et Décret présidentiel n° 32602
01/05/2022: Suppression temporaire du droit d'importation pour les pommes de terre destinées à la fabrication de chips (mesure en vigueur jusqu'au 30 novembre 2022)	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (28 avril 2022); et Décret présidentiel n° 32602
01/05/2022: Suppression temporaire du droit d'importation pour les gaz rares (néon, krypton, xénon) (suppression de la mesure le 31 décembre 2022)	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (28 avril 2022); et Décret présidentiel n° 32602

Mesure	Source
22/06/2022: Suppression temporaire du droit d'importation sur le pétrole brut utilisé pour la fabrication de naphte jusqu'au 30 septembre 2022 et application d'un droit d'importation de 0,5% jusqu'au 31 décembre 2022	Délégation permanente de la République de Corée (17 octobre 2022)
22/06/2022: Suppression temporaire du droit d'importation sur les viandes des animaux de l'espèce porcine, les œufs et ovoproduits, le blé, la farine de blé, l'huile de soja, l'huile de tournesol, l'urée, les additifs pour électrolyte, le ferrochrome et le manganèse destiné à la fabrication d'acier (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (20 septembre 2022)
20/07/2022: Suppression temporaire du droit d'importation sur les viandes des animaux de l'espèce bovine, le lait en poudre, le café, la viande de volaille, l'alcool distillé et le pétrole brut destiné à la fabrication de carburéacteur (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (17 octobre 2022)
20/07/2022: Suppression temporaire du droit d'importation pour les ciboules (mesure en vigueur jusqu'au 31 octobre 2022)	Délégation permanente de la République de Corée (20 septembre 2022)
26/07/2022: Élargissement temporaire de l'accès minimal aux marchés (contingents d'importation pour les taux de droits faibles) pour les fèves de soja et les graines de sésame (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (20 septembre 2022)
17/08/2022: Suppression temporaire du droit d'importation pour les oignons et les amidons ou féculs (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (20 septembre 2022)
01/09/2022: Élargissement temporaire de l'accès minimal aux marchés (contingents d'importation pour les taux de droits faibles) pour les aulx et la fécule de manioc (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (20 septembre 2022)
Costa Rica	
17/02/2022: Suppression temporaire des droits d'importation pour les haricots dans le cadre d'un contingent d'importation de 3 286 tonnes métriques (en vigueur du 17 février au 15 mars 2022)	Délégation permanente du Costa Rica auprès de l'OMC (18 mai 2022)
17/06/2022: Suppression des droits d'importation pour les paraffines chlorées à chaîne longue	Délégation permanente du Costa Rica auprès de l'OMC (19 septembre 2022) et Résolution n° 457-2021, Décret exécutif n° 43495-Comex (25 mai 2022).
17/06/2022: Suppression des droits d'importation pour les plastifiants composites pour caoutchouc ou matières plastiques	Délégation permanente du Costa Rica auprès de l'OMC (19 septembre 2022) et Résolution n° 452-2021, Décret exécutif n° 43493-Comex (24 mai 2022).
12/08/2022: Suppression des prix de référence pour le riz et réduction des droits d'importation pour le riz paddy et le riz blanchi	Délégation permanente du Costa Rica auprès de l'OMC (19 octobre 2022) et Journal officiel du Costa Rica, Résolution n° 43642-MAG-MEIC-COMEX (3 août 2022). Adresse consultée: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=97572&nValor3=131913&param2=1&strTipM=TC&Resultado=1&strSim=simp
El Salvador	
13/03/2022: Suppression temporaire du Tarif commun centraméricain pour les importations de certains produits alimentaires de base et intrants agricoles (jusqu'à fin mars 2023)	Délégation permanente d'El Salvador auprès de l'OMC (8 avril 2022) et Décret n° 309, publié au Journal officiel n° 51, Tome 434 (13 mars 2022)
États-Unis d'Amérique	
01/01/2022: Remplacement du droit existant de 10% pour les produits en aluminium provenant de l'Union européenne au titre de l'article 232 par un contingent tarifaire (chapitre 76 du SH)(mesure en vigueur pendant 2 ans)	Bureau de l'USTR, Déclaration conjointe des États-Unis et de l'UE sur le commerce de l'acier et de l'aluminium, 31 octobre 2021. Adresse consultée: https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2021/october/joint-us-eu-statement-trade-steel-and-aluminum

Mesure	Source
01/01/2022: Remplacement du droit d'importation existant de 25% pour les produits en acier provenant de l'Union européenne au titre de l'article 232 par un contingent tarifaire (chapitres 72 et 73 du SH) (mesure en vigueur pendant deux ans)	Bureau de l'USTR, Déclaration conjointe des États-Unis et de l'UE sur le commerce de l'acier et de l'aluminium, 31 octobre 2021. Adresse consultée: https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2021/october/joint-us-eu-statement-trade-steel-and-aluminum
01/04/2022: Remplacement du droit existant de 25% pour les importations d'acier en provenance du Japon au titre de l'article 232 par un contingent en franchise de 1,25 million de tm. Les importations hors contingent restent assujetties au droit de 25%	Département du commerce des États-Unis, Annonce des mesures visant les importations japonaises d'acier au titre de l'article 232, 7 février 2022. Adresse consultée: https://www.commerce.gov/sites/default/files/2022-02/US-Statement-on-Japan-232.pdf
16/05/2022: Introduction de flexibilités additionnelles pour encourager l'importation de préparations pour nourrissons	Agence des médicaments et des produits alimentaires des États-Unis, 16 mai 2022. Adresse consultée: https://www.fda.gov/news-events/press-announcements/fda-encourages-importation-safe-infant-formula-and-other-flexibilities-further-increase-availability
01/06/2022: Remplacement du droit existant de 10% pour les importations d'aluminium en provenance du Royaume-Uni au titre de l'article 232 par un contingent tarifaire en franchise de droits (chapitre 76 du SH). Les importations hors contingent restent assujetties à des droits au titre de l'article 232	Département du commerce des États-Unis (22 mars 2022). Adresse consultée: https://www.commerce.gov/sites/default/files/2022-03/UK232-US-Statement.pdf
01/06/2022: Remplacement du droit existant de 25% pour les importations d'acier en provenance du Royaume-Uni au titre de l'article 232 par un contingent tarifaire en franchise de droits de 0,5 million de tm. Les importations hors contingent restent assujetties à des droits au titre de l'article 232	Département du commerce des États-Unis (22 mars 2022). Adresse consultée: https://www.commerce.gov/sites/default/files/2022-03/UK232-US-Statement.pdf
21/07/2022: Introduction temporaire d'un régime d'admission en franchise de droits pour les importations de préparations pour nourrissons (suppression de la mesure le 31 décembre 2022)	Congrès des États-Unis, H.R. 8351, Loi sur les préparations pour nourrissons (21 juillet 2022). Adresse consultée: https://www.congress.gov/117/bills/hr8351/BILLS-117hr8351enr.pdf
Fédération de Russie	
27/11/2021: Réduction à 5% du droit d'exportation pour les alliages d'aluminium et le ferrosilicium jusqu'au 31 décembre 2021	Résolution du gouvernement n° 1833 (27 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
01/01/2022: Réduction des droits d'exportation de 10% à 0% pour les minerais de tungstène et leurs concentrés (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2023)	Résolution du gouvernement n° 2068 (27 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
Fédération de Russie (pour l'Union économique eurasiatique)	
01/01/2022: Établissement d'un taux de droit d'importation nul pour le latex destiné à la production de tapis	Décision n° 7 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (11 janvier 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% pour les oxydes et hydroxydes de vanadium	Décision n° 115 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (12 novembre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 8% à 0% visant les transformateurs pour fours à micro-ondes	Décision n° 121 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (29 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% et de 3% à 0% pour certains types de composés chimiques organiques utilisés dans la production de remèdes de protection chimiques	Décision n° 122 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (29 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)

Mesure	Source
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% pour certains types d'esters d'acide phosphorique complexes	Décision n° 123 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (29 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% pour le mancozèbe utilisé dans la production de produits chimiques phytosanitaires	Décision n° 132 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (4 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% pour les minerais de manganèse et leurs concentrés	Décision n° 22 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (18 février 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% pour certains produits utilisés dans l'alimentation animale	Décision n° 142 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (26 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 3% à 0% pour les matières en pelletteries brutes d'agneau	Décision n° 149 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (9 novembre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 10% à 0% pour les alliages de vanadium et d'aluminium utilisés dans la production de lingots de titane	Décision n° 157 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (23 novembre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 11% à 5,5% pour certains produits destinés à la transformation des fruits	Décision n° 125 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (29 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
02/01/2022: Réduction des droits d'importation de 10% à 0% pour certains types de tissus de coton fabriqués à partir de fils de diverses couleurs	Décision n° 124 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (29 octobre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
24/03/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% pour l'acide téréphtalique et ses sels	Décision n° 21 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (18 février 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
24/03/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% pour certains types de fils	Décision n° 22 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (18 février 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
28/03/2022: Réduction des droits d'importation de 10% à 0% pour certaines espèces de poisson	Décision n° 29 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (17 mars 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
28/03/2022: Réduction des droits d'importation de 10% à 0% pour certains types de purée de fruits et les tissus fabriqués à partir de fils de laine; et de 5% à 0% pour l'aniline et ses sels	Décision n° 34 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (17 mars 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
01/04/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% et de 3% à 0% pour le beurre de cacao, la graisse de cacao et les mattes de cuivre	Décision n° 44 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (22 mars 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
01/04/2022: Établissement d'un droit d'importation nul pour les électrodes de graphite	Décision n° 193 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (28 décembre 2021) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)

Mesure	Source
10/04/2022: Établissement d'un taux de droit d'importation nul pour certains types de composants destinés à la production de bicyclettes	Décision n° 50 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (29 mars 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
16/04/2022: Réduction des droits d'importation de 5% à 0% pour les alcools gras industriels	Décision n° 41 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (15 mars 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
01/06/2022: Réduction des droits d'importation de 7,5% à 0% pour certains types de cellulose de bois	Décision n° 25 du Conseil de la Commission économique eurasiatique (15 février 2022) et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022 et 19 octobre 2022)
Guatemala	
11/03/2022: Introduction d'un contingent tarifaire temporaire en franchise de droits pour les importations de maïs blanc (suppression le 31 décembre 2022)	Délégation permanente du Guatemala auprès de l'OMC (23 septembre 2022) et Décisions ministérielles n° 128-2022 et n° 305-2022
26/04/2022: Introduction d'un contingent tarifaire temporaire en franchise de droits pour les importations de maïs jaune (suppression le 31 décembre 2022)	Délégation permanente du Guatemala auprès de l'OMC (23 septembre 2022) et Décisions ministérielles n° 186-2022 et n° 327-2022
22/06/2022: Introduction d'un contingent tarifaire temporaire en franchise de droits pour les importations de haricots noirs (suppression le 31 décembre 2022)	Délégation permanente du Guatemala auprès de l'OMC (23 septembre 2022) et Décisions ministérielles n° 331-2022 et n° 424-2022
22/06/2022: Introduction d'un contingent tarifaire temporaire en franchise de droits pour les importations de riz (en paille) (suppression le 31 décembre 2022)	Délégation permanente du Guatemala auprès de l'OMC (23 septembre 2022) et Décision ministérielle n° 304-2022
Inde	
02/02/2022: Réduction du droit d'importation pour certains produits, comme les produits de la mer, les diamants, les fèves de cacao, le fioul et d'autres produits	Délégation permanente de l'Inde auprès de l'OMC (25 avril 2022) et notification douanière n° 02/2022 (1 ^{er} février 2022)
02/02/2022: Modification de la première annexe de la Loi sur les douanes prévoyant une réduction des droits d'importation pour certains produits	Ministre indien des finances, 2 février 2022. Adresse consultée: https://www.indiabudget.gov.in/doc/cen/cus0722.pdf
02/02/2022: Réduction des droits d'exportation pour les cuirs et peaux bruts de buffle	Délégation permanente de l'Inde auprès de l'OMC (25 avril 2022) et notification douanière n° 10/2022 (1 ^{er} février 2022)
02/02/2022: Réduction du droit d'importation pour les aiguilles à sutures	Délégation permanente de l'Inde auprès de l'OMC (25 avril 2022) et notification douanière n° 15/2022 (1 ^{er} février 2022)
24/02/2022: Modification de la politique d'importation pour les produits relevant des positions 8524 et 8525 du chapitre 85 du Code tarifaire de l'Inde (SH) 2022, annexe I (Politique d'importation). La politique d'importation est révisée pour faire passer l'importation de la catégorie "Restreinte" à la catégorie "Libre"	Notification n° 55/2015-2020 de la Direction générale du commerce extérieur du Département du commerce du Ministère du commerce et de l'industrie (24 février 2022). Adresse consultée: https://content.dgft.gov.in/Website/dgftprod/83b3ff81-8c71-47f3-9dfb-3ac1f31ab0a9/Notification%2055%20dt%2024-02-22%20Eng-.pdf
19/05/2022: L'exportation de charbon de bois de bambou est autorisée, à condition qu'il ait été fabriqué à partir de bambou obtenu légalement	Gouvernement de l'Inde, Ministère du commerce et de l'industrie, Notification n° 08/2015-2020 (19 mai 2022). Adresse consultée: https://content.dgft.gov.in/Website/dgftprod/46d92d03-3b29-47fb-a10f-f49ec4ad11ba/Noti%2008%20Eng.pdf
21/05/2022: Exonération de la taxe parafiscale visant l'agriculture et l'infrastructure pour les importations d'anthracite, de charbon pulvérisé par injection (PCI) et de charbon à coke	Gouvernement de l'Inde, Ministère des finances, Notification douanière n° 26/2022 (21 mai 2022). Adresse consultée: https://egazette.nic.in/WriteReadData/2022/235957.pdf
25/05/2022: Contingent d'importation en franchise de droits pour l'huile de soja brute et l'huile de tournesol brute	Gouvernement de l'Inde, Ministère des finances, Portail de renseignements en matière fiscale (24 mai 2022). Notification douanière n° 30/2022. Adresse consultée: https://taxinformation.cbic.gov.in/view-pdf/1009316/ENG/Notifications

Mesure	Source
21/06/2022: Autorisation temporaire d'importer des graines de pastèque sans licence d'importation (jusqu'au 30 septembre 2022)	Gouvernement de l'Inde, Ministère du commerce et de l'industrie, Modification de la Notification n° 13 (21 juin 2022). Adresse consultée: https://content.dgft.gov.in/Website/dgftprod/2c76478f-f4c1-49d1-af0f-7b65e2c8c00d/Notification%2013%20dt%2021-06-22%20Eng.pdf
20/07/2022: Suppression du droit d'accise applicable aux exportations d'essence	Ministère des finances – Notification n° 20/2022-Accise centrale (19 juillet 2022). Adresse consultée: https://taxinformation.cbic.gov.in/view-pdf/1009467/ENG/Notifications
01/08/2022: Suppression de l'obligation d'obtenir une autorisation pour l'importation de la malonylurée (acide barbiturique) et de ses sels	Direction générale du commerce extérieur, Notification n° 23/2015-2020 (1 ^{er} août 2022). Adresse consultée: https://content.dgft.gov.in/Website/dgftprod/1150cbb2-82d0-4044-86be-a043b13c9491/Notification%2023%20dt%2001-08-22%20Eng.pdf
05/08/2022: Augmentation du contingent sur les exportations de sucre pour la campagne 2021-2022	Communiqué de presse du Ministère de la consommation, de l'alimentation et de la distribution publique (5 août 2022). Adresse consultée: https://pib.gov.in/PressReleaseDetail.aspx?PRID=1848868
25/08/2022: Suppression de l'obligation d'obtenir une licence pour l'importation de cystes d'artemia	Ministère du commerce et de l'industrie – Direction générale du commerce extérieur, Notification n° 28/2015-2020 (25 août 2022). Adresse consultée: https://content.dgft.gov.in/Website/dgftprod/4612992f-137a-4ac8-b5ff-50fb245c1cb9/Notification%2028%20dt%2025-08-22%20Eng.pdf
31/08/2022: Réduction du montant des droits d'importation applicables à certaines marchandises (y compris les produits agricoles)	Conseil central des douanes et accises relevant du Ministère des finances de l'Inde, Notification douanière n° 72/2022. Adresse consultée: https://www.cbic.gov.in/resources/htdocs-cbec/customs/cs-act/notifications/notifications-2022/cs-nt2022/csnt72-2022.pdf
Iraq	
10/03/2022: Suppression du droit de douane à l'importation de produits alimentaires essentiels, de matériaux de construction et de produits de consommation	Délégation permanente de l'Iraq (27 avril 2022)
10/03/2022: Suppression de toutes les interdictions d'importer des produits alimentaires, des produits de consommation et des médicaments pendant deux mois (décision devant être réexaminée à la fin de la période)	Délégation permanente de l'Iraq (27 avril 2022)
Japon	
01/04/2022: Réduction du droit d'importation pour certains chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes, pour femmes ou fillettes	Délégation permanente du Japon auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Journal officiel du Japon, édition spéciale n° 37 (31 mars 2022)
01/04/2022: Abrogation du droit d'importation temporaire pour les paraffines normales	Délégation permanente du Japon auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Journal officiel du Japon, édition spéciale n° 37 (31 mars 2022)
Kenya	
20/05/2022: Importation en franchise de droits de 540 000 tonnes métriques de grains de maïs blanc non OGM	Avis n° 5544 publié au Journal officiel, 20 mai 2022. Adresse consultée: http://kenyalaw.org/kenya_gazette/gazette/volume/MjU50A--/Vol.CXXIV-No.93/
Malaisie	
01/07/2022: Réduction des droits d'importation pour certains types de colles préparées et certains types d'appareils électriques	Ordonnance de 2022 portant modification des droits de douane. Adresse consultée: http://www.customs.gov.my/en/pg/Customs%20Order/P.U.(A)%20216%20-Perintah%20Duti%20Kastam%20(Pindaan)%202022.pdf
Mali	
10/11/2022: Réduction de 50% des droits d'importation et des taxes à l'importation pour le riz, le sucre, les huiles comestibles et le lait en poudre	Délégation permanente du Mali auprès de l'OMC (27 avril 2022) et Communiqué du Conseil des ministres 2021-36/SGG, 10 novembre 2021

Mesure	Source
Maurice	
15/01/2022: Prorogation du moratoire pour l'interdiction de certains produits en matière plastique non biodégradables à usage unique	Délégation permanente de Maurice auprès de l'OMC (13 avril 2022) et Règlement de 2021 sur la protection de l'environnement (contrôle des produits en matières plastiques à usage unique) (modification) – Avis du gouvernement n° 309 de 2021
29/01/2022: Réduction du droit de douane de 13% à 11% pour la margarine importée en provenance des pays de la SADC	Mission permanente de Maurice auprès de l'OMC (13 avril 2022) et Règlement de 2022 sur le tarif douanier (modification de la liste) – Avis du gouvernement n° 15 de 2022
17/05/2022: Aucun permis d'importation n'est exigé pour les "entreprises qui importent, par le biais du perfectionnement actif, des véhicules automobiles d'occasion en vue de leur réexportation"	Règlement de 2022 sur la protection des consommateurs (contrôle des importations) (modification n° 3) – Avis du gouvernement n° 106 de 2022; et Délégation permanente de Maurice auprès de l'OMC (22 septembre 2022)
20/06/2022: Suppression du droit de douane et du droit d'accise sur les véhicules à moteur hybrides et électriques	Règlement n° 3 a) iii) et iv) du Règlement de 2022 sur le tarif douanier (modification de liste) (n° 3) – Avis du gouvernement n° 149 de 2022; et Règlement n° 3 a) du Règlement de 2022 sur l'accise (modification de liste) (n° 2) – Avis du gouvernement n° 150 de 2022. Délégation permanente de Maurice auprès de l'OMC (22 septembre 2022)
01/07/2022: Remise sur le montant du droit de douane ou du droit d'accise à payer pour certains types de véhicules automobiles	Nouveau point B2 dans la sous-partie B de la partie IIA de la première liste annexée à la Loi sur le tarif douanier conformément au Règlement de 2022 sur le tarif douanier (modification de liste) (n° 5) – Avis du gouvernement n° 264 de 2022; nouveaux points 3 et 4 dans la sous-partie B de la partie IA de la première liste annexée à la Loi sur l'accise (modification de liste) (n° 4) 2022 – Avis du gouvernement n° 267 de 2022; et Délégation permanente de Maurice auprès de l'OMC (22 septembre 2022)
01/07/2022: Aucun permis d'importation n'est exigé pour les véhicules automobiles d'occasion importés par une société titulaire d'un certificat d'investisseur privilégié délivré par l'Office du développement économique, à des fins d'exposition et de présentation uniquement (musée de l'automobile)	Règlement de 2022 sur la protection des consommateurs (contrôle des importations) (modification n° 4) – Avis du gouvernement n° 166 de 2022; et Délégation permanente de Maurice auprès de l'OMC (22 septembre 2022)
Mexique	
02/02/2022: Introduction d'un contingent tarifaire pour les importations de viande de volaille	Journal officiel de la Confédération, 2 février 2022 Adresse consultée: http://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5641870&fecha=02/02/2022
Norvège	
01/01/2022: Réduction du taux NPF appliqué pour 4 types de volailles vivantes de 555% à 327%	Délégation permanente de la Norvège auprès de l'OMC (19 septembre 2022)
Nouvelle-Zélande	
01/11/2021: Suppression du droit d'importation visant les compléments pour l'alimentation animale	Douanes néo-zélandaises (23 décembre 2021). Adresse consultée: https://www.customs.govt.nz/globalassets/documents/tariff-concession-notices/tariff-concession-approval-notice-52-2021.pdf
01/11/2021: Concessions tarifaires pour les huiles de poisson visant spécifiquement l'entreprise GMP Pharmaceuticals Limited	Douanes néo-zélandaises (27 janvier 2022), Extrait du Journal officiel néo-zélandais, 8 juillet 1999, n° 3. Adresse consultée: https://www.customs.govt.nz/globalassets/documents/tariff-concession-notices/tariff-concession-approval-notice-03-2022.pdf

Mesure	Source
01/11/2021: Suppression des droits de douane visant les importations de préparations à base de sélénium excéllent pour l'alimentation animale	Douanes néo-zélandaises (13 janvier 2022). Adresse consultée: https://www.customs.govt.nz/globalassets/documents/tariff-concession-notices/tariff-concession-approval-notice-01-2022-.pdf
01/11/2022: Suppression du droit d'importation pour les brise-vitres. Mesure visant spécifiquement l'entreprise Visy Recycling MRFS Limited	Douanes néo-zélandaises (13 janvier 2022). Adresse consultée: https://www.customs.govt.nz/globalassets/documents/tariff-concession-notices/tariff-concession-approval-notice-01-2022-.pdf
Pakistan	
01/12/2021: Introduction de l'exonération de droits d'importation en faveur de l'Afghanistan pour la houille bitumineuse, les autres houilles, la poudre de marbre (brute ou dégrossie), plantes et parties de plantes (y compris les graines et les fruits), graines de cumin, non broyées ni pulvérisées, soufres de toute espèce, à l'exclusion du soufre sublimé, ignames (<i>Discorea spp.</i>), cadres et conteneurs (y compris les conteneurs-citernes et les conteneurs-réservoirs) (suppression de la mesure le 30 juin 2022)	Ministère des finances et du revenu du Pakistan, 21 décembre 2021. Adresse consultée: https://download1.fbr.gov.pk/SROs/202112231012414364SRO1609-2021.pdf , et Délégation permanente du Pakistan auprès de l'OMC (26 octobre 2022)
21/12/2021: Introduction d'une exonération de droits pour l'importation de marbre (brut ou dégrossi) en provenance d'Afghanistan et réduction du droit d'importation pour les arachides en coques en provenance d'Afghanistan de 20% à 10%; 01/03/2022: Introduction d'une réduction du droit d'importation pour les pignons (chilgoza) en provenance d'Afghanistan de 10% à 0% (mesure en vigueur jusqu'au 20 juin 2022)	Notification des Autorités douanières du Pakistan S.R.O.1610(I)/2021, 21 décembre 2021. Adresse consultée: https://download1.fbr.gov.pk/SROs/202112231012526198SRO1610-2021.pdf ; et Notification des Autorités douanières du Pakistan S.R.O.322(I)/2022, 1 ^{er} mars 2022. Adresse consultée: https://download1.fbr.gov.pk/SROs/202232113255192SRO322(I)-2022.pdf , et Délégation permanente du Pakistan auprès de l'OMC (26 octobre 2022)
10/06/2022: Exonération temporaire d'un droit de douane additionnel de 2% pour les importations d'huile de palme comestible	Ministère des finances et du revenu du Pakistan, en vertu du S.R.O. 805 (I)/2022, 20 juin 2022. Adresse consultée: https://download1.fbr.gov.pk/SROs/2022621116151518SRO805-2022.pdf , et Délégation permanente du Pakistan auprès de l'OMC (26 octobre 2022)
31/08/2022: Exonération de la taxe sur les ventes pour les importations d'oignons et de tomates (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Office fédéral des recettes publiques – S.R.O. 1640 (I)/2022, 31 août 2022. Adresse consultée: https://download1.fbr.gov.pk/SROs/2022831208318652S.R.1640-ExemptionSalesTax.pdf , et Délégation permanente du Pakistan auprès de l'OMC (26 octobre 2022)
09/09/2022: Réduction du droit régulateur pour les importations de certains fruits frais et secs	S.R.O. 1722 (I)/2022 – Ministère des finances et du revenu, 9 septembre 2022. Adresse consultée: https://download1.fbr.gov.pk/SROs/202299159414554SRO1722-2022.pdf , et Délégation permanente du Pakistan auprès de l'OMC (26 octobre 2022)
Philippines	
02/12/2021: Exonération de la TVA à l'importation de matières premières, de stocks, de fournitures, de matériel, de marchandises et de matériaux d'emballage	Délégation permanente des Philippines auprès de l'OMC (25 avril 2022). Adresse consultée: https://firb.gov.ph/download/create-irr-%20amendments/?wpdmdl=2382&refresh=62345271ebce01647596145
02/12/2021: Exonération de droits de douane pour l'importation de biens d'équipement, de matières premières, de pièces détachées et d'accessoires	Délégation permanente des Philippines auprès de l'OMC (25 avril 2022). Adresse consultée: https://firb.gov.ph/download/create-irr-%20amendments/?wpdmdl=2382&refresh=62345271ebce01647596145

Mesure	Source
15/06/2022: Réduction des droits d'importation pour les viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches, réfrigérées ou congelées, le maïs, le riz et le charbon (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Délégation permanente des Philippines auprès de l'OMC (16 septembre 2022) et Décret exécutif n° 171/2022. Adresse consultée: https://www.officialgazette.gov.ph/downloads/2022/05may/20220521-EO-171-RD.pdf le 8 août 2022
République dominicaine	
27/04/2022: Suppression temporaire du droit d'importation pour 67 produits alimentaires (suppression de la mesure le 27 octobre 2022)	Délégation permanente de la République dominicaine auprès de l'OMC (19 septembre 2022) et Journal officiel de la République dominicaine n° 11064, Loi n° 6-2022 (27 avril 2022)
Royaume-Uni	
29/10/2021: Réduction des droits de douane de 6% à 0% pour les importations de poissons d'ornement	Délégation permanente du Royaume-Uni auprès de l'OMC (29 avril 2022); Réglementation tarifaire 2021/1191 (26 octobre 2021). Adresse consultée: https://www.legislation.gov.uk/ukxi/2021/1191/contents/made
18/03/2022: Augmentation du contingent tarifaire autonome pour les crevettes d'eau froide	Délégation permanente du Royaume-Uni auprès de l'OMC (29 avril 2022); et Ordonnances gouvernementales n° 05.2794 et 05.2795 (21 décembre 2021 et 23 septembre 2022). Adresse consultée: https://www.gov.uk/guidance/duty-suspensions-and-tariff-quotas
Sénégal	
19/12/2021: Prolongation de l'application des régimes économiques douaniers aux demandes d'exemption du secteur pétrolier	Délégation permanente du Sénégal auprès de l'OMC (19 mai 2022)
11/01/2022: Prorogation de l'exonération de la taxe spécifique visant les huiles brutes destinées à la production de graisses comestibles ou de savons et les produits textiles	Délégation permanente du Sénégal auprès de l'OMC (19 mai 2022)
Serbie	
11/03/2022: Suppression temporaire des droits de douane pour les importations de pétrole brut (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Délégation permanente de la Serbie (20 mai 2022) et Journal officiel n° 32/1138, 10 mars 2022
Singapour	
10/03/2022: Exonération, à partir du 10 mars 2022, de la taxe à l'importation pour les véhicules de transport sanitaire	Délégation permanente de Singapour auprès de l'OMC (10 juin 2022) et Circulaire n° 02/2022 des autorités douanières de Singapour (10 mars 2022). Adresse consultée: https://www.customs.gov.sg/files/Circular_02_2022%20(Ver%201).pdf
Suisse	
01/01/2022: Suppression de l'obligation de présenter un permis d'importation général pour importer des produits tels que les dérivés de bovins, les céréales et d'autres produits	Délégation permanente de la Suisse auprès de l'OMC (26 avril 2022)
01/01/2022: Abrogation du prélèvement de droits d'importation pour les marchandises soumises à un permis d'importation général	Délégation permanente de la Suisse auprès de l'OMC (26 avril 2022)
Taipei chinois	
01/12/2021: Réduction temporaire des droits de douane pour 18 produits, y compris la viande bovine et le blé; 01/05/2022: Prorogation de la mesure jusqu'au 30 septembre 2022	Délégation permanente du Taipei chinois auprès de l'OMC (23 septembre 2022). Avis du Ministère des finances n° 1101031589 du 9 décembre 2021, n° 1111003367 du 18 février 2022, n° 1111008158 du 11 avril 2022 et n° 1111013587 du 9 juin 2022
01/01/2022: Levée de l'interdiction d'importer des mélanges d'huiles et 51 autres produits précédemment inclus dans la liste des marchandises soumises à des restrictions à l'importation	Délégation permanente du Taipei chinois auprès de l'OMC (27 mai 2022). Avis n° 11004606270 et n° 1100154088 du Bureau du commerce extérieur

Mesure	Source
01/01/2022: Suppression de l'interdiction d'exporter de l'hexachlorocyclohexane, y compris du lindane, et neuf autres produits, précédemment inclus dans la liste des marchandises soumises à des restrictions à l'exportation	Délégation permanente du Taipei chinois auprès de l'OMC (27 mai 2022). Avis n° 1100154088 et n° 11004606270 du Bureau du commerce extérieur
07/02/2022: Réduction temporaire des droits de douane pour quatre produits, y compris le lait en poudre pour la cuisson, le beurre et les matières grasses laitières anhydres (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Délégation permanente du Taipei chinois auprès de l'OMC (27 mai 2022). Avis du Ministère des finances n° 1111003367 du 18 février 2022, n° 1111008158 du 11 avril 2022, n° 1111013587 du 9 juin 2022 et n° 1111023366 du 23 septembre 2022
Thaïlande	
01/01/2022: Exemption de droits pour les produits originaires de la République de l'Union du Myanmar	Délégation permanente de la Thaïlande auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Journal officiel de la Thaïlande, volume 138, partie spéciale 320 d, 30 décembre 2021
01/01/2022: Réduction des droits d'importation pour les produits originaires de la République démocratique populaire lao	Délégation permanente de la Thaïlande auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Journal officiel de la Thaïlande, volume 138, partie spéciale 320 d, 30 décembre 2021
01/01/2022: Exemption de droits pour les pierres gemmes et articles de bijouterie importés en vue d'être exposés et vendus sur des foires aux minéraux et marchés aux bijoux en Thaïlande	Délégation permanente de la Thaïlande auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Journal officiel de la Thaïlande, volume 138, partie spéciale 320 d, 30 décembre 2021
01/03/2022: Réduction et exemption des droits d'exportation pour le bois, les sciages et les ouvrages en bois	Délégation permanente de la Thaïlande auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Journal officiel de la Thaïlande, volume 139, partie spéciale 49 d, 28 février 2022
20/08/2022: Abrogation de la notification qui interdisait l'exportation de poissons d'ornement vivants, ce qui facilite cette activité	Délégation permanente de la Thaïlande auprès de l'OMC (30 septembre 2022) et Journal officiel, volume 139, partie spéciale 192 Ngor, 19 août 2022
20/08/2022: Abrogation de la notification du Ministère du commerce concernant l'exportation de coquillages et de produits en contenant, ce qui facilite cette activité	Délégation permanente de la Thaïlande auprès de l'OMC (30 septembre 2022) et Journal officiel, volume 139, partie spéciale 192 Ngor, 19 août 2022
Türkiye	
26/10/2021: Suppression temporaire des droits d'importation pour les graines de carthame (23,4%) et l'huile de tournesol brute (10%) (mesure en vigueur jusqu'au 30 juin 2022)	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022)
28/10/2021: Suppression temporaire du droit d'importation visant les sardines utilisées dans la production de préparations ou conserves de poissons (les sardines importées à d'autres fins sont soumises à un droit d'importation de 30%)	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Journal officiel de la Türkiye (2 février 2022). Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2022/02/20220202-10.pdf
30/12/2021: Réduction des droits d'importation (de 12% à 8%) pour l'acier inoxydable laminé à froid	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022)
01/01/2022: Suppression temporaire des droits d'importation pour les lentilles, les pois chiches, le blé, le seigle, l'orge, l'avoine, le maïs, le sorgho, les graines de tournesol, les graines et l'huile de carthame et l'huile de tournesol (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022)
01/01/2022: Suppression des droits d'importation (de 19,5%) pour l'huile de palmiste utilisée dans les produits cosmétiques et le savon et pour l'oligofructose utilisé pour l'alimentation entérale (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022)
01/01/2022: Suppression des droits de douane additionnels pour les "chiffons, ficelles, cordes et cordages, en matières textiles, sous forme de déchets ou d'articles hors d'usage"	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022)
24/02/2022: Suppression des droits de douane additionnels pour certaines marchandises	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022)
04/03/2022: Suppression des droits d'importation pour les graines de navette ou de colza, l'huile de soja, l'huile de palme, l'huile de carthame, l'huile de navette/colza, l'huile de maïs et l'huile de tournesol raffinée (mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022)	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (28 avril 2022) et Journal officiel de la Türkiye n° 31876. Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2022/06/20220624-8.pdf

Mesure	Source
27/05/2022: Introduction de contingents en franchise de droits pour l'importation de sucre de betterave ou de canne. Les volumes hors contingent restent assujettis aux droits préexistants (suppression de la mesure le 15 octobre 2022)	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (20 octobre 2022) et Journal officiel de la Türkiye n° 31848, Décision du Président n° 5615
24/06/2022: Suppression des droits de douane additionnels pour les bouteilles (verre coloré)	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (23 septembre 2022) et Journal officiel de la Türkiye n° 31876. Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2022/06/20220624-9.pdf
01/07/2022: Réduction et élimination des droits de douane pour plusieurs produits industriels	Journal officiel de la Türkiye, Décret n° 5747. Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2022/06/20220625-3.pdf
22/07/2022: Suppression des droits de douane pour l'importation de mélasses de canne et d'autres mélasses utilisées pour la fabrication de produits de pâtisserie, de levures et de produits alimentaires.	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (23 septembre 2022) et Journal officiel de la Türkiye n° 31900 (22 juillet 2022). Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2022/07/20220722-17.pdf le 24 août 2022
25/08/2022: Suppression des droits d'importation pour les filets de poissons et les mollusques tels que la seiche et le poulpe utilisés pour la production de poissons et de mollusques préparés, conservés ou en boîte	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (23 septembre 2022) et Journal officiel de la Türkiye n° 31934 (25 août 2022)
Ukraine	
17/03/2022: Réduction à 7% de la taxe visant le pétrole, même brut, issu de minéraux bitumineux	Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 mai 2022) et Conseil suprême de l'Ukraine, document 2120-IX. Adresse consultée: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2120-IX#Text
17/03/2022: Droit d'accise fixé à 0 euro/1 000 l pour l'essence pour moteurs, les distillats lourds et les gaz de récupération	Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 mai 2022) et Conseil suprême de l'Ukraine, document 2120-IX. Adresse consultée: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2120-IX#Text
21/03/2022: Exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour les déchets et billettes de métaux ferreux et de métaux colorés, y compris pour les opérations de livraison de ces produits, notamment les opérations d'importation, jusqu'au 1 ^{er} juin 2027	Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 mai 2022) et Résolution n° 337 (21 mars 2022). Adresse consultée: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/337-2022-%D0%BF#Text
19/07/2022: Exonération de la TVA pour les importations de nouveaux équipements (machines) importés par les participants des parcs industriels	Loi de l'Ukraine n° 2330-IX (21 juin 2022). Adresse consultée: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2330-20#Text et Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (17 octobre 2022)
17/08/2022: Exonération des droits d'importation pour les biens utilisés pour le stockage des céréales et des oléagineux	Loi de l'Ukraine n° 2445-IX (27 juillet 2022). Adresse consultée: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2445-20#Text et Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 septembre 2022)
30/09/2022: Modification des taux d'imposition pour la fourniture et l'importation sur le territoire douanier de l'Ukraine d'essence pour véhicules automobiles, de distillats lourds, de gaz liquéfié, de biodiesel et de carburant de substitution pour véhicules automobiles	Loi de l'Ukraine n° 2618-IX (21 septembre 2022). Adresse consultée: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2618-20#Text et Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (17 octobre 2022)
Union européenne	
09/11/2021: Changement de méthode de gestion du contingent tarifaire pour l'ail et la volaille originaires d'Argentine afin de faciliter les flux commerciaux	Règlement délégué (UE) 2021/1928 de la Commission (31 août 2021)
23/12/2021: Ouverture de contingents tarifaires autonomes de l'Union pour certains produits agricoles et industriels	Règlement (UE) 2021/2283 du Conseil (20 décembre 2021)
29/12/2021: Suspension des droits du Tarif douanier commun pour certains produits agricoles et industriels	Règlement (UE) 2021/2278 du Conseil (20 décembre 2021)
18/01/2022: Modifications apportées au système de gestion et aux volumes de certains contingents tarifaires (viande de bœuf et de veau de qualité supérieure, riz, hampes congelées des animaux de l'espèce bovine) afin d'éviter toute perturbation des échanges	Règlement d'exécution (UE) 2022/64 de la Commission (17 janvier 2022)

Mesure	Source
08/03/2022: Réduction du droit d'importation pour le riz décortiqué autre que le riz basmati décortiqué	Règlement d'exécution (UE) 2022/386 de la Commission (8 mars 2022)
21/04/2022: Modification du volume d'un contingent tarifaire pour la viande bovine de haute qualité en provenance du Paraguay	Règlement d'exécution (UE) 2022/663 de la Commission (21 avril 2022) et Délégation permanente de l'Union européenne auprès de l'OMC (19 septembre 2022)
03/06/2022: L'Union européenne a temporairement suspendu les droits de douane pour les importations en provenance d'Ukraine	EUR-Lex, Journal officiel (UE) 2022/870 (3 juin 2022). Adresse consultée: https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?amp%3Btoc=OJ%3A2022%3A152%3ATOC&uri=uriserv%3AOJ.L_.2022.152.01.0103.01.ENG
Viet Nam	
15/04/2022: Règlement régissant l'importation de riz et de feuilles de tabac séchées originaires du Cambodge dans le cadre de contingents tarifaires pour 2021 et 2022 en vertu de l'arrangement pour le renforcement du commerce bilatéral entre le gouvernement de la République socialiste du Viet Nam et le gouvernement du Royaume du Cambodge	Délégation permanente du Viet Nam auprès de l'OMC (30 mai 2022) et Circulaire n° 06/2022/TT-BCT (28 février 2022)

Renseignements enregistrés mais non vérifiés

Mesure	Source
Arabie saoudite, Royaume d'	
14/02/2022: Suppression des redevances pour la délivrance de déclarations en douane aux fins des exportations saoudiennes	Agence de presse saoudienne, 14 février 2022. Adresse consultée: https://www.spa.gov.sa/viewfullstory.php?lang=en&newsid=2329412#:~:text=14%2C%202022%2C%20SPA%20%E2%80%93%20Zakat,the%20Kingdom%20of%20Saudi%20Arabia
Bangladesh	
16/03/2022: Réduction à 5% de la taxe à l'importation visant les fèves de soja et l'huile de palme	AgriCensus, 16 mars 2022. Adresse consultée: https://www.agricensus.com/Article/Bangladesh-reduces-import-tax-on-soy-and-palm-oil-to-5-21182.html#:~:text=The%20government%20of%20Bangladesh%20has,the%20country's%20Gazette%20on%20Wednesday
01/06/2022: Suppression de l'interdiction d'exporter de l'huile de son de riz	<i>The Business Standard</i> , 30 juin 2022. Adresse consultée: https://www.tbsnews.net/economy/govt-lifts-ban-rice-bran-oil-exports-citing-drop-edible-oil-prices-450674
22/06/2022: Réduction temporaire du droit de douane sur le riz de 62,5% à 25% (jusqu'au 31 octobre 2022)	Ministère des finances, SRO 106 /Customs, 22 juin 2022. Adresse consultée: http://www.dpp.gov.bd/upload_file/gazettes/44941_21920.pdf
28/08/2022: Nouvelle réduction temporaire des droits d'importation pour certains riz	Ministère des finances, SRO n° 287-Act/2022/135/ Customs, 28 août 2022. Adresse consultée: http://www.dpp.gov.bd/upload_file/gazettes/45857_40063.pdf
Biélarus	
01/01/2022: Réduction des droits d'exportation pour le pétrole et les produits pétroliers destinés à être exportés en dehors de l'Union économique eurasiatique (UEE)	<i>Belta News</i> , 29 décembre 2021. Adresse consultée: https://eng.belta.by/economics/view/belarus-to-reduce-export-duties-on-oil-oil-products-146621-2021/
Chine	
29/10/2021: Publication de la "Liste des fournitures destinées à la recherche scientifique, au développement scientifique et technologique et à l'enseignement importées pendant la période du "14 ^{ème} Plan quinquennal" et exonérées de taxes à l'importation"	Ministère des finances de la République populaire de Chine, Document d'orientation n° 44/2021 (29 octobre 2021). Adresse consultée: http://gss.mof.gov.cn/qzdt/zhengcefabu/202111/t20211105_3763557.htm

Mesure	Source
10/12/2021: Publication de l'"Avis d'adaptation des catalogues pertinents des politiques en matière de taxes à l'importation pour les équipements essentiels de haute technologie", ce qui a permis de faciliter les importations de produits spécifiques	Document n° 198/2021 du Ministère de l'industrie et des technologies de l'information (10 décembre 2021). Adresse consultée: https://www.miit.gov.cn/zwgk/zcwj/wjfb/tz/art/2021/art_e8514d1785cd41ddae3672e03729ce7f.html
24/12/2021: Élargissement de la politique de "franchise de droits" pour les matières premières et les matières auxiliaires dans le port franc de Hainan à 187 produits supplémentaires	Ministère des finances de la République populaire de Chine, Document d'orientation n° 49/2021 (24 décembre 2021). Adresse consultée: http://qss.mof.gov.cn/qzdt/zhengcefabu/202112/t20211224_3777961.htm
26/12/2021: Du 26 décembre au 30 juin 2022, prorogation de la période d'exclusion pour la sixième liste d'exclusions concernant les marchandises soumises à des droits de douane en provenance des États-Unis et du Canada	Ministère des finances de la République populaire de Chine, Administration des impôts, document n° 9/2021 (24 décembre 2021). Adresse consultée: http://qss.mof.gov.cn/qzdt/zhengcefabu/202112/t20211224_3777971.htm
04/02/2022: Suppression de toutes les restrictions applicables aux importations de blé et d'orge en provenance de la Fédération de Russie	Reuters, 4 février 2022. Adresse consultée: https://www.reuters.com/article/russia-china-grains-idAFL1N2UF10Y
14/02/2022: Élargissement du champ d'application de la politique de "franchise de droits" aux importations de matériel de production pour leur propre usage dans le port franc de Hainan	Ministère des finances de la République populaire de Chine, Document d'orientation n° 4/2021 (14 février 2022). Adresse consultée: http://qss.mof.gov.cn/qzdt/zhengcefabu/202202/t20220214_3787450.htm
01/08/2022: Simplification des procédures douanières à la douane de Xiamen pour les importations de bière et d'autres produits alcooliques	Douane de Xiamen, 3 août 2022. Adresse consultée: http://www.customs.gov.cn/xiamen_customs/491073/491074/4496026/index.html
03/08/2022: Simplification des procédures douanières pour le dédouanement des importations de charbon dans le district de Ningde afin de répondre aux pics de l'offre en été	Administration générale des douanes de la Chine, 3 août 2022. Adresse consultée: http://www.customs.gov.cn/fuzhou_customs/484123/484124/4495758/index.html le 5 août 2022
Égypte	
01/05/2022: Approbation des importations de blé en provenance d'Inde précédemment soumises à inspection avant expédition	Hindustan Times, 16 avril 2022. Adresse consultée: https://www.hindustantimes.com/india-news/egypt-clears-indian-wheat-trade-negotiations-on-with-more-nations-101650047092272.html
Indonésie	
16/10/2021: Réduction de la TVA pour les importations de produits de luxe (de 125% à un taux compris entre 20% et 95%)	Règlement n° 141/PMK.010/2021 du Ministère des finances de l'Indonésie (13 octobre 2021). Adresse consultée: https://jdih.kemenkeu.go.id/download/fcd2b15d-9e52-4589-85c2-5bd131aa4777/141~PMK.010~2021Per.pdf
02/02/2022: Réduction de la taxe sur les voitures de luxe	Règlement n° 5/PMK.010/2022 du Ministère des finances de l'Indonésie (2 février 2022). Adresse consultée: https://jdih.kemenkeu.go.id/in/dokumen/peraturan/98553b06-d1d4-4fea-6d9d-08d9eab51bf7
08/06/2022: Introduction d'un contingent d'exportation de 1 million de t pour l'huile de palme brute, l'huile de cuisson et ses matières premières, dans le cadre du programme d'accélération des exportations	Règlement n° 38/2022 du Ministère du commerce (8 juin 2022)
22/06/2022: Suppression des droits d'exportation pour certains produits minéraux	Règlement n° 106/PMK.04/2022 du Ministre des finances (22 juin 2022)
01/07/2022: Augmentation des contingents d'exportation pour l'huile de palme, suite à une réduction des obligations relatives au marché intérieur	Reuters, 5 juillet 2022. Adresse consultée: https://www.reuters.com/article/indonesia-palmoil-idUSKBN2OG050 le 30 septembre 2022

Mesure	Source
09/08/2022: Réduction des limites supérieure et inférieure des prix de référence de l'huile de palme brute, en fonction desquelles sont imposés les droits d'exportation sur l'huile de palme brute et ses dérivés	Règlement n° 123/PMK.010/2022 du Ministre des finances (8 août 2022)
Israël	
20/05/2022: Suppression des droits d'importation pour plusieurs produits tels que les pièces détachées de véhicules, les produits destinés au secteur industriel général et au secteur de la construction, et divers produits de consommation	Ministère des finances, Arrêté n° 2016/2022 (20 mai 2022). Adresse consultée: https://www.gov.il/BlobFolder/legalinfo/customs-mekach-2016/he/customs_mekach_mekach-2016.pdf (2 octobre 2022)
Kenya	
29/06/2022: Introduction d'une exonération temporaire des prélèvements à l'importation sur le maïs et les aliments pour animaux	The Kenyan Wall Street, 29 juin 2022. Adresse consultée: https://kenyanwallstreet.com/kenya-to-waive-all-levies-on-maize-imports/
Malaisie	
18/05/2022: Levée de l'obligation d'obtenir un permis pour l'importation de choux pommés, de graines de noix de coco anciennes, de poulet et de lait	Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, 18 mai 2022. Adresse consultée: https://www.mafi.gov.my/documents/20182/429964/UCAPAN+YBM+MAFI+SEMP+ENA+AGM+NAFAS+KE48+%28LATEST%29+-min.pdf/ce3ea8ff-14b6-4df7-a10b-2038ec0b573a
23/05/2022: Levée de l'obligation d'obtenir un permis pour l'importation de blé	Reuters, 23 mai 2022. Adresse consultée: https://www.reuters.com/article/malaysia-inflation-food-idAFK7N2OZ00K (29 juillet 2022)
03/07/2022: La Malaisie a levé l'interdiction d'importer de la farine de riz en provenance de Thaïlande	National Thailand, 3 juillet 2022. Adresse consultée: https://www.nationthailand.com/business/40017319
Mexique	
16/05/2022: Exonération temporaire des droits d'importation pour plusieurs produits (tels que l'huile de maïs, le riz, le thon, la viande de porc, la viande de poulet, la viande de bœuf, l'oignon, le piment jalapeno, le haricot, la farine de maïs, la farine de blé, l'œuf, le savon de toilette, la tomate, le lait, le citron, le maïs blanc, la pomme, l'orange, le pain de mie, la pomme de terre, la pâte servant de base pour la soupe, la sardine, le sorgho, le blé et la carotte)	Journal officiel de la Fédération, 16 mai 2022 Adresse consultée: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5652070&fecha=16/05/2022#gsc.tab=0 (11 juillet 2022)
Royaume-Uni	
26/04/2022: Suppression de tous les droits et contingents d'importation pour les marchandises en provenance de l'Ukraine	Portail du gouvernement de l'Ukraine, 26 avril 2022. Adresse consultée: https://www.kmu.gov.ua/en/news/ministry-economy-united-kingdom-has-announced-abolition-all-tariffs-and-quotas-goods-ukraine
Türkiye	
26/10/2021: Suppression de l'interdiction d'exporter des engrais organiques, des engrais solubles dans l'eau et des engrais spéciaux	Dünya news, 26 octobre 2021. Adresse consultée: https://www.dunya.com/ekonomi/organik-suda-cozunebilir-ozel-gubrelerde-ihrac-at-yasagi-kalkti-haberi-637743
30/09/2022: Levée de l'obligation d'obtenir une licence pour l'importation de composants de smartphones, à condition qu'ils soient importés entièrement non assemblés (complètement démontés)	Journal officiel de la Türkiye n° 31969, Communiqué sur la mise en œuvre de la surveillance des importations, Avis connexe, 30 septembre 2022. Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2022/09/20220930-5.htm
Viet Nam	
08/08/2022: Réduction du droit d'importation de 20% à 10% pour certains produits pétroliers	Décret gouvernemental n° 51/2022/ND-CP, 8 août 2022. Adresse consultée: https://english.luatvietnam.vn/decreed-no-51-2022-nd-cp-amending-the-preferential-import-duty-rates-applicable-to-petroleum-oils-under-headin-227645-doc1.html

Mesure	Source
Zimbabwe	
01/02/2022: Suppression de l'interdiction d'importer du maïs introduite en juin 2021	All Africa, 18 février 2022. Adresse consultée: https://allafrica.com/stories/202202180528.html#:~:text=Millers%20yesterday%20welcomed%20the%20lifting,and%20manufacturing%20of%20stock%2Dfeed

ANNEXE 2 – MESURES CORRECTIVES COMMERCIALES¹

(DE MI-OCTOBRE 2021 À MI-MAI 2022)

Mesure	Source
Afrique du Sud (pour l'Union douanière d'Afrique australe)	
22/10/2021: Ouverture, le 22 octobre 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de verre feuilleté de sécurité en provenance de Chine (droits provisoires imposés le 18 mars 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/ZAF, du 14 octobre 2022
22/10/2021: Ouverture, le 22 octobre 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de piques et autres râtaux et racloirs (à l'exception de ceux n'ayant pas plus de 8 dents) et autres fourches, dont la longueur des dents est supérieure à 150 mm, originaires ou en provenance d'Inde (droit préliminaire imposé le 13 mai 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/ZAF, du 14 octobre 2022
22/10/2021: Ouverture, le 22 octobre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de bûches et pelles d'une largeur de lame maximale de plus de 15 mm mais ne dépassant pas 200 mm en provenance de la République populaire de Chine et d'Inde (droits préliminaires imposés le 13 mai 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/ZAF, du 14 octobre 2022
19/11/2021: Ouverture, le 19 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de frites congelées en provenance de Belgique, d'Allemagne et des Pays-Bas (droits provisoires imposés le 15 juillet 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/ZAF, du 9 mai 2022; Délégation permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'OMC (20 septembre 2022) et Journal officiel sud-africain n° 47015
31/01/2022: Ouverture, le 31 janvier 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de pneumatiques neufs, en caoutchouc, des types utilisés pour autobus ou camions en provenance de Chine (droits préliminaires imposés le 9 septembre 2022)	Délégation permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'OMC (26 avril 2022) et Journal officiel n° 45851, Avis n° 795 de 2022
22/07/2022: Ouverture, le 22 juillet 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de pare-brise pour véhicules en provenance de Chine	Délégation permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'OMC (20 septembre 2022) et Journal officiel sud-africain n° 47061
Argentine	
14/03/2022: Suppression, le 14 mars 2022, des droits antidumping sur les importations de poly(éthylène téréphtalate) en provenance d'Indonésie	Document de l'OMC G/ADP/N/370/ARG, du 20 septembre 2022
01/11/2021: Suppression, le 1 ^{er} novembre 2021, des droits antidumping sur les importations de mécanismes moteur pour ascenseurs et monte-charge en provenance de Chine (droits provisoires et définitifs imposés le 2 mars 2010 et le 4 décembre 2010, respectivement. Enquête initiale ouverte le 3 juin 2009)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/ARG, du 21 mars 2022
03/11/2021: Clôture, le 3 novembre 2021, de l'enquête antidumping visant les importations de polystyrène, expansible, en granulés en provenance de Chine et du Taipei chinois (droit provisoire imposé le 29 mars 2021 et enquête initiale ouverte le 27 mai 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/ARG, du 21 mars 2022
30/11/2021: Ouverture, le 30 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations d'appareils respiratoires de réanimation et autres appareils de thérapie respiratoire (nebulisateurs) en provenance de Chine et du Taipei chinois (droits provisoires imposés le 3 mai 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/ARG, du 20 septembre 2022
23/12/2021: Ouverture, le 23 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames en poly(méthacrylate de méthyle) en provenance de Chine	Document de l'OMC G/ADP/N/370/ARG, du 20 septembre 2022

¹ L'inclusion de toute mesure dans la présente annexe n'implique aucun jugement, direct ou indirect, de la part du Secrétariat de l'OMC quant à la compatibilité de toute mesure mentionnée avec les dispositions de l'un quelconque des Accords de l'Organisation.

Mesure	Source
29/12/2021: Ouverture, le 29 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de benzoate de sodium en provenance de Chine et des Pays-Bas (droits provisoires imposés le 31 mai 2022 sur les importations de benzoate de sodium)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/ARG, du 20 septembre 2022
08/03/2022: Ouverture d'une enquête antidumping visant les importations d'aspirateurs en provenance de Chine (droits provisoires imposés le 2 août 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/ARG, du 20 septembre 2022; Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (13 octobre 2022); et Ministère argentin du développement productif, Résolution n° 598/2022 (29 juillet 2022). Adresse consultée: https://www.argentina.gob.ar/normativa/nacional/resoluci%C3%B3n-598-2022-369045/texto
09/03/2022: Ouverture d'une enquête antidumping visant les bouilloires électriques à usage domestique en provenance de Chine	Document de l'OMC G/ADP/N/370/ARG, du 20 septembre 2022
31/03/2022: Ouverture, le 31 mars 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de broyeurs et mélangeurs pour aliments, et de presse-fruitiers et presse-légumes (<i>batidoras y licuadoras</i>) en provenance du Brésil	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (20 mai 2022), Résolution n° 205/2022, Ministère du développement productif, Secrétariat à l'industrie, à l'économie de la connaissance et à la gestion du commerce extérieur. Adresse consultée: https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/260113/20220331?busqueda=1
31/03/2022: Ouverture d'une enquête antidumping sur les importations d'appareils à fonctions multiples en provenance du Brésil	Document de l'OMC G/ADP/N/370/ARG, du 20 septembre 2022
28/04/2022: Ouverture d'une enquête antidumping sur les importations d'articles pour usages sanitaires ou hygiéniques en provenance de Chine	Document de l'OMC G/ADP/N/370/ARG, du 20 septembre 2022
30/06/2022 Ouverture d'une enquête antidumping sur les importations de pneumatiques neufs en caoutchouc des types utilisés pour bicyclettes en provenance d'Inde	Document de l'OMC G/ADP/N/370/ARG, du 20 septembre 2022
30/09/2022: Ouverture d'une enquête antidumping visant les importations de cuisinières, de gaz liquéfié en bouteilles, sans ventilation externe, en provenance de Chine	Ministère du commerce, Résolution n° 25/2022, 30 septembre 2022. Adresse consultée: http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/verNorma.do?resaltar=true&id=372348 , le 17 octobre 2022
Australie	
17/10/2021: Suppression, le 17 octobre 2021, des droits antidumping sur les importations de verre flotté transparent d'une épaisseur nominale comprise entre 3 et 12 mm en provenance de Chine et de Thaïlande (droits imposés le 17 octobre 2011. Enquête initiale ouverte le 19 avril 2010)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022
24/03/2022: Suppression, le 24 mars 2022, d'une mesure antidumping visant les importations de couvercles de canettes refermables en provenance de Malaisie, des Philippines et de Singapour (droits provisoires et définitifs imposés le 5 octobre 2016 et le 24 mars 2017, respectivement. Droits provisoires sur les importations en provenance d'Inde supprimés le 17 février 2017. Enquête initiale ouverte le 18 mai 2016)	Délégation permanente de l'Australie auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Avis antidumping n° 2022/031 (13 avril 2022)
27/06/2022: Suppression, le 27 juin 2022, d'une mesure antidumping visant les importations d'extrusions d'aluminium en provenance de Malaisie et du Viet Nam (droits provisoires et définitifs imposés le 17 octobre 2016 et le 27 juin 2017, respectivement. Enquête initiale ouverte le 16 août 2016)	Document de l'OMC G/ADP/N/300/AUS, du 28 août 2017; et Avis antidumping n° 2022/042, 24 juin 2022. Délégation permanente de l'Australie auprès de l'OMC (16 septembre 2022)
27/06/2022: Clôture, le 27 juin 2022, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations d'extrusions d'aluminium en provenance de Malaisie (droit provisoire imposé le 19 avril 2017 sur les importations en provenance de Malaisie. Droit définitif imposé le 27 juin 2017. Enquête initiale ouverte le 16 août 2016)	Document de l'OMC G/SCM/N/392/AUS, du 14 septembre 2022; Délégation permanente de l'Australie auprès de l'OMC (16 septembre 2022) et Avis antidumping n° 2022/042, 24 juin 2022

Mesure	Source
28/07/2022: Suppression, le 28 juillet 2022, des droits antidumping sur les importations de contrôleurs de traitement d'eau pour tour de refroidissement en provenance des États-Unis (droits provisoires et définitifs imposés le 18 avril 2017 et le 28 juillet 2017, respectivement. Enquête initiale ouverte le 23 janvier 2017)	Document de l'OMC G/ADP/N/308/AUS, du 1 ^{er} avril 2022; et Délégation permanente de l'Australie auprès de l'OMC (16 septembre 2022)
15/11/2021: Suppression, le 15 novembre 2021, des droits antidumping sur les importations d'acier revêtu d'aluminium-zinc d'une largeur supérieure ou égale à 600 mm en provenance du Taipei chinois (droit définitif imposé le 24 décembre 2021 pour la République de Corée et le Viet Nam. Enquête initiale ouverte le 30 juin 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022
15/11/2021: Suppression, le 15 novembre 2021, des droits compensateurs sur les importations d'acier revêtu d'aluminium-zinc d'une largeur supérieure ou égale à 600 mm en provenance du Viet Nam (droit provisoire imposé le 23 septembre 2021. Enquête initiale ouverte le 30 juin 2020)	Document de l'OMC G/SCM/N/386/AUS, du 13 avril 2022; et Avis antidumping n° 2021/123 (22 septembre 2021) et n° 2021/145 (15 novembre 2021)
15/11/2021: Clôture (pas de mesure), le 15 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations d'acier revêtu d'aluminium-zinc d'une largeur inférieure à 600 mm en provenance de Chine et du Viet Nam (enquête ouverte le 30 juin 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022
15/11/2021: Clôture (pas de mesure), le 15 novembre 2021, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations d'acier revêtu d'aluminium-zinc d'une largeur inférieure à 600 mm en provenance de Chine et du Viet Nam (enquête ouverte le 30 juin 2020)	Document de l'OMC G/SCM/N/386/AUS, du 13 avril 2022
26/11/2021: Clôture, le 26 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de feuillards d'acier peints en provenance du Viet Nam (droits définitifs et provisoires imposés pour les importations en provenance de Chine le 26 novembre 2021 et le 23 avril 2021, respectivement. Enquête initiale ouverte le 27 mai 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022
12/11/2021: Clôture (pas de mesure), le 12 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de tubes en cuivre en provenance de Chine (pour la République de Corée, la mesure fait l'objet d'un appel. Enquête initiale ouverte le 13 juillet 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022
12/11/2021: Clôture (pas de mesure), le 12 novembre 2021, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations de tubes en cuivre en provenance de Chine (enquête ouverte le 13 juillet 2020)	Document de l'OMC G/SCM/N/386/AUS, du 13 avril 2022
04/08/2022: Clôture (pas de mesure), le 4 août 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de tôles d'acier trempé et revenu en provenance des États-Unis (enquête ouverte le 15 mars 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022. Délégation permanente de l'Australie auprès de l'OMC (16 septembre 2022) et Avis antidumping n° 2022/077, 4 août 2022
04/03/2022: Clôture (pas de mesure), le 4 mars 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de certains tubes en cuivre en provenance du Viet Nam (enquête ouverte le 22 mars 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/AUS, du 4 octobre 2022
23/06/2022: Suppression, le 26 juin 2022, des droits antidumping sur les importations de verre flotté clair en provenance des Émirats arabes unis (droits provisoires imposés le 15 décembre 2021 sur les importations en provenance des Émirats arabes unis. Enquête initiale ouverte le 27 avril 2021 pour les importations en provenance des Émirats arabes unis et de la Malaisie)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022; Délégation permanente de l'Australie auprès de l'OMC (16 septembre 2022); et Avis antidumping n° 2022/017, 18 février 2022; et n° 2022/059, 23 juin 2022
18/02/2022: Clôture (pas de mesure), le 18 février 2022, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations de verre flotté clair en provenance de Malaisie (enquête ouverte le 27 avril 2021)	Document de l'OMC G/SCM/N/392/AUS, du 14 septembre 2022
06/09/2022: Clôture (pas de mesure), le 6 septembre 2022, d'une enquête antidumping visant les importations d'acier marchand en provenance du Taipei chinois (enquête ouverte le 31 mai 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022, et Avis antidumping n° 2022/091, 6 septembre 2022
17/10/2021: Suppression, le 17 octobre 2021, des droits antidumping sur les importations d'ananas (pour la restauration et l'industrie) en provenance de Thaïlande (droits initialement imposés le 17 octobre 2001)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022
17/10/2021: Suppression, le 17 octobre 2021, des droits antidumping sur les importations d'ananas (pour la consommation) en provenance de Thaïlande (droits initialement imposés le 17 octobre 2001)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022

Mesure	Source
13/11/2021: Suppression, le 13 novembre 2021, des droits antidumping sur les importations d'ananas (pour la restauration et l'industrie) en provenance des Philippines (droits initialement imposés le 13 novembre 2006)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/AUS, du 14 mars 2022
03/08/2022: Clôture (pas de mesure), le 3 août 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de nitrate d'ammonium en provenance du Chili (l'enquête visant les importations en provenance de Lituanie et du Viet Nam se poursuit. Enquête initiale ouverte le 8 juin 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/AUS, du 4 octobre 2022; Délégation permanente de l'Australie auprès de l'OMC (16 mai 2022); et Avis antidumping n° 2022/050 et n° 2022/080, 3 août 2022
Brésil	
30/06/2022: Suppression, le 30 juin 2022, des droits antidumping sur les importations d'objets en verre pour le service de la table en provenance d'Argentine, de Chine et d'Indonésie (enquête ouverte le 1 ^{er} mars 2011)	Circulaire du SECEX n° 29/2022 (29 juin 2022)
04/11/2021: Suppression, le 4 novembre 2021, des droits antidumping sur les importations de tuyaux en fer en provenance de Chine, d'Inde et des Émirats arabes unis (droits définitifs imposés le 8 novembre 2019 et enquête ouverte le 8 mai 2018)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/BRA, du 18 mars 2022, et Résolution du Gecex n° 264/2021 (1er novembre 2021)
28/01/2022: Clôture (pas de mesure), le 28 janvier 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de produits laminés en aluminium en provenance de Chine	Document de l'OMC G/ADP/N/370/BRA, du 17 octobre 2022
09/08/2022: Clôture (pas de mesure), le 9 août 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de soude caustique liquide en provenance des États-Unis	Document de l'OMC G/ADP/N/364/BRA, du 18 mars 2022. Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022) et Circulaire du SECEX n° 34/2022 (5 août 2022)
04/11/2021: Clôture (pas de mesure), le 4 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations d'acier inoxydable laminé à froid (304) en provenance d'Indonésie et d'Afrique du Sud	Document de l'OMC G/ADP/N/364/BRA, du 18 mars 2022, et Circulaire du SECEX n° 75/2021 (4 novembre 2021)
10/11/2021: Ouverture, le 10 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de capsules de gélatine dure, vides en provenance du Mexique et des États-Unis	Document de l'OMC G/ADP/N/364/BRA, du 18 mars 2022
22/02/2022: Suppression, le 22 février 2022, des droits antidumping sur les importations d'anneaux et disques en ferrite à aimants permanents en provenance de Chine (imposés le 8 juin 1998)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (21 avril 2022) et Circulaire du SECEX n° 11/2022 (22 février 2022)
20/04/2022: Suppression, le 20 avril 2022, des droits antidumping sur les importations d'éthylène glycol en provenance des États-Unis (imposés le 11 octobre 2004)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (19 octobre 2022) et Circulaire du SECEX n° 18/2022 (20 février 2022)
07/07/2022: Suppression, le 7 juillet 2022, des droits antidumping sur les importations de bouteilles isolantes en provenance de Chine (imposés le 21 juillet 1999)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022)
16/09/2022: Suppression, le 16 septembre 2022, des droits antidumping sur les importations des sacs et sachets d'emballage de jute en provenance d'Inde (imposés le 2 octobre 1992)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022) et Circulaire du SECEX n° 47/2022 (14 septembre 2022)
16/09/2022: Suppression, le 16 septembre 2022, des droits antidumping sur les importations de phénol en provenance des États-Unis, de l'Union européenne et du Royaume-Uni (imposés le 16 octobre 2002)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022) et Résolution du Gecex n° 398/2022 (14 septembre 2022)
19/09/2022: Suspension temporaire, le 19 septembre 2022, des droits antidumping sur les importations de résines de polychlorure de vinyle en provenance du Mexique (imposés le 30 décembre 1992)	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022) et Résolution du Gecex n° 399/2022 (16 septembre 2022)
Canada	
13/05/2022: Suppression d'une mesure antidumping visant les importations de tôles d'acier laminées à chaud en provenance d'Ukraine (droits provisoires et définitifs imposés le 5 octobre 2009 et le 2 février 2010, respectivement. Enquête ouverte le 6 juillet 2009)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/CAN, du 11 octobre 2022

Mesure	Source
19/04/2022: Suppression, le 19 avril 2022, des droits antidumping sur les importations de certains composants usinés industriels en acier en provenance de Chine (droits provisoires et définitifs imposés le 25 janvier 2017 et le 25 mai 2017, respectivement. Enquête initiale ouverte le 12 septembre 2016. La mesure reste en vigueur pour les importations en provenance de République de Corée et d'Espagne)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/CAN, du 11 octobre 2022
25/05/2022: Suppression, le 25 mai 2022, des droits compensateurs sur les importations de certains composants usinés industriels en acier en provenance de Chine (droits provisoires et définitifs imposés le 25 janvier 2017 et le 25 mai 2017, respectivement. Enquête initiale ouverte le 12 septembre 2016)	Document de l'OMC G/SCM/N/392/CAN, du 17 octobre 2022
24/12/2021: Suppression, le 24 décembre 2021, des droits antidumping sur les importations de certains petits transformateurs en provenance d'Autriche, de République de Corée et du Taipei chinois (droits provisoires imposés le 27 août 2021 et enquête ouverte le 15 avril 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/CAN, du 11 octobre 2022
26/01/2022: Suppression, le 26 janvier 2022, des droits antidumping sur les importations de certains produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique (droits provisoires imposés le 28 septembre 2021. Enquête initiale ouverte le 30 juin 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/CAN, du 11 octobre 2022; Délégation permanente du Canada auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Avis n° NQ-2021-004 du Tribunal canadien du commerce extérieur (26 janvier 2022)
22/02/2022: Suppression, le 22 février 2022, des droits antidumping sur les importations de produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Autriche (droits provisoires imposés le 25 octobre 2021 et enquête initiale ouverte le 7 juillet 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/CAN, du 11 octobre 2022
24/02/2022: Ouverture, le 24 février 2022, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations de matelas en provenance de Chine (droits provisoires imposés le 7 juillet 2022)	Document de l'OMC G/SCM/N/392/CAN, du 17 octobre 2022 et Délégation permanente du Canada auprès de l'OMC, 21 septembre 2022
24/02/2022: Ouverture d'une enquête antidumping visant les importations de matelas en provenance de Chine (droits provisoires imposés le 7 juillet 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/CAN, du 11 octobre 2022; Mission permanente du Canada auprès de l'OMC (21 septembre 2022) et Avis n° MAT 2022 IN de l'Agence des services frontaliers du Canada (7 juillet 2022). Adresse consultée: https://www.cbsa-asfc.gc.ca/sima-lmsi/i-e/mat2022/mat2022-np-fra.html
25/05/2022: Clôture (pas de mesure), le 25 mai 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de tiges de forage en provenance de Chine (enquête ouverte le 25 mars 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/CAN, du 11 octobre 2022
13/05/2022: Clôture, le 13 mai 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de certaines bandes plates en acier laminées à chaud en provenance d'Ukraine (enquête ouverte le 17 août 2001)	Délégation permanente du Canada auprès de l'OMC (21 septembre 2022) et Avis n° RR-2021-001 du Tribunal canadien du commerce extérieur (13 mai 2022) Adresse consultée: https://decisions.citt-tcce.gc.ca/citt-tcce/a/fr/item/520937/index.do
Chine	
22/04/2022: Clôture, le 22 avril 2022, d'une enquête antidumping visant les importations en provenance du Royaume-Uni (droits provisoires et définitifs imposés le 9 février 2011 et le 22 avril 2011, respectivement. L'enquête est toujours en cours pour l'Union européenne et les États-Unis)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/CHN, du 16 août 2022
18/11/2021: Suppression, le 18 novembre 2021, des droits antidumping sur les importations d'alliage ferreux amorphe en ruban (bande) en provenance du Japon et des États-Unis (droits provisoires et définitifs imposés le 18 août 2016 et le 18 novembre 2016, respectivement. Enquête initiale ouverte le 18 novembre 2015)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/CHN, du 1 ^{er} avril 2022
07/01/2022: Suppression, le 7 janvier 2022, des droits compensateurs provisoires sur les importations de polyphénylènes éthers (PPE ou PPO) en provenance des États-Unis (droit provisoire imposé le 15 octobre 2021. Enquête initiale ouverte le 14 août 2020)	Document de l'OMC G/SCM/N/386/CHN, du 1 ^{er} avril 2022; et Délégation permanente de la Chine auprès de l'OMC (22 avril 2022)

Mesure	Source
01/03/2022: Ouverture, le 1 ^{er} mars 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de phtalocyanines en provenance d'Inde	Document de l'OMC G/ADP/N/370/CHN, du 16 août 2022
10/05/2022: Suppression, le 10 mai 2022, des droits antidumping sur les importations de caoutchouc chloroprène en provenance du Royaume-Uni (droits imposés le 10 mai 2005. Enquête initiale ouverte le 10 novembre 2003)	Document de l'OMC G/ADP/N/270/CHN, du 16 août 2022
Colombie	
20/02/2014: Ouverture, le 20 février 2014, d'une enquête antidumping visant les importations d'orthophtalates de dioctyle en provenance de République de Corée et du Mexique	Document de l'OMC G/ADP/N/370/COL, du 30 septembre 2022
Corée, République de	
08/07/2022: Suppression, le 8 juillet 2022, des droits antidumping sur l'acétate d'éthyle en provenance d'Inde (droit définitif imposé le 19 novembre 2015. Enquête initiale ouverte le 20 novembre 2014)	Document de l'OMC G/ADP/N/280/KOR, du 6 avril 2016; Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (20 septembre 2022); et Ordonnance du Ministère de l'économie et des finances
29/10/2021: Ouverture, le 29 octobre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de tubes et tuyaux sans soudure en cuivre en provenance de Chine et du Viet Nam (droits provisoires et droits définitifs imposés le 22 avril 2022 et le 22 août 2022, respectivement)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/KOR, du 14 octobre 2022, et Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (20 septembre 2022)
28/02/2022: Ouverture, le 28 février 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de pellicules en polyamide biaxialement orienté en provenance de Chine, d'Indonésie et de Thaïlande	Document de l'OMC G/ADP/N/370/KOR, du 14 octobre 2022
28/02/2022: Ouverture, le 28 février 2022, d'une enquête antidumping visant les importations d'hydroxyde d'aluminium en provenance d'Australie et de Chine	Document de l'OMC G/ADP/N/370/KOR, du 14 octobre 2022
09/05/2022: Ouverture, le 9 mai 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de film PET (polyéthylène téréphtalate) en provenance de Chine et d'Inde	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (20 septembre 2022), et Avis public n° 2022-82 du MOEF
19/08/2022: Ouverture, le 19 août 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de ciment Portland blanc en provenance d'Égypte	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (20 septembre 2022), et Avis public n° 2022-22 du MOEF
08/07/2022: Suppression, le 8 juillet 2022, des droits antidumping sur les importations d'acétate d'éthyle en provenance de Chine, du Japon et de Singapour (droits définitifs imposés le 25 août 2008)	Délégation permanente de la République de Corée auprès de l'OMC (20 septembre 2022)
Costa Rica	
28/03/2022: Suppression, le 28 mars 2022, des droits antidumping sur les importations de sucre blanc cristallisé, non raffiné en provenance du Brésil (droits définitifs imposés le 28 mars 2017. Enquête initiale ouverte le 14 juillet 2015)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/CRI, du 4 août 2022
États-Unis d'Amérique	
01/02/2022: Suppression, le 1 ^{er} février 2022, d'une mesure de sauvegarde visant les importations de cellules photovoltaïques au silicium cristallin en provenance du Canada (même incorporées partiellement ou totalement à d'autres produits)	Documents de l'OMC G/SG/N/6/USA/11, du 29 mai 2017; G/SG/N/8/USA/9, du 4 octobre 2017; Proclamation présidentielle n° 9693 (Document n° 2018-01592; 83 FR 3541) et avis de l'USTR n° 87 FR 43369, 20 juillet 2022
13/01/2022: Suppression, le 13 janvier 2022, d'une mesure compensatoire visant les importations de mâts d'éolienne pour la production d'électricité en réseau en provenance d'Indonésie (la mesure reste en vigueur pour les importations en provenance du Canada et du Viet Nam. Droits provisoires et droits définitifs imposés le 13 décembre 2019 et le 26 août 2020, respectivement. Enquête initiale ouverte le 6 août 2019)	Document de l'OMC G/SCM/N/392/USA, du 17 octobre 2022
07/03/2022: Imposition, le 7 mars 2022, de droits provisoires sur les importations d'attelages de wagons de fret et certains de leurs composants en provenance de Chine (enquête initiale ouverte le 25 octobre 2021)	Document de l'OMC G/SCM/N/392/USA, du 17 octobre 2022

Mesure	Source
25/10/2021: Ouverture, le 25 octobre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations d'attelages de wagons de fret et certains de leurs composants en provenance de Chine (droits provisoires imposés le 15 mars 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/USA, du 17 octobre 2022
01/11/2021: Ouverture, le 1 ^{er} novembre 2021, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations de produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance de République de Corée et de la Fédération de Russie (droits provisoires imposés le 14 mars 2022)	Document de l'OMC G/SCM/N/392/USA, du 17 octobre 2022
01/11/2021: Ouverture, le 1 ^{er} novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine, du Mexique et de la Fédération de Russie (droits provisoires imposés le 11 mai 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/USA, du 17 octobre 2022
30/11/2021: Ouverture, le 30 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de certains polymères superabsorbants en provenance de République de Corée (droits provisoires imposés le 7 juin 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/USA, du 17 octobre 2022
10/12/2021: Ouverture, le 10 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de caoutchouc styrène-butadiène en émulsion en provenance de la République tchèque, d'Italie et de la Fédération de Russie (droits provisoires imposés le 27 juin 2022)	Document de l'OMC G/ADP/G/N/370/USA, du 17 octobre 2022
25/01/2022: Ouverture, le 25 janvier 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de jus de citron en provenance du Brésil et d'Afrique du Sud	Document de l'OMC G/ADP/N/370/USA, du 17 octobre 2022
26/01/2022: Ouverture, le 26 janvier 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de certains clous en acier en provenance d'Inde, du Sri Lanka, de Thaïlande et de Türkiye	Document de l'OMC G/ADP/N/370/USA, du 17 octobre 2022
26/01/2022: Ouverture, le 26 janvier 2022, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations de certains clous en acier en provenance d'Inde, d'Oman, du Sri Lanka, de Thaïlande et de Türkiye (droits provisoires imposés le 7 juin 2022)	Document de l'OMC G/SCM/N/370/USA, du 17 octobre 2022
08/02/2022: Ouverture, le 8 février 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de chlorure de baryum en provenance d'Inde	Document de l'OMC G/ADP/N/370/USA, du 17 octobre 2022
08/02/2022: Ouverture, le 8 février 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de nitrite de sodium en provenance d'Inde et de la Fédération de Russie	Document de l'OMC G/ADP/N/370/USA, du 17 octobre 2022
08/02/2022: Ouverture, le 8 février 2022, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations de nitrite de sodium en provenance d'Inde et de la Fédération de Russie (droits provisoires imposés sur les importations en provenance d'Inde le 21 juin 2022 et sur celles en provenance de la Fédération de Russie le 15 avril 2022)	Document de l'OMC G/SCM/N/392/USA, du 17 octobre 2022
08/02/2022: Ouverture, le 8 février 2022, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations de chlorure de baryum en provenance d'Inde (droits définitifs imposés le 17 juin 2022)	Document de l'OMC G/SCM/N/392/USA, du 17 octobre 2022
27/04/2022: Ouverture, le 27 avril 2022, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations de concentré de jus de raisin blanc en provenance d'Argentine	Document de l'OMC G/SCM/N/392/USA, du 17 octobre 2022
27/04/2022: Ouverture d'une enquête antidumping visant les importations de concentré de jus de raisin blanc en provenance d'Argentine	Document de l'OMC G/ADP/N/370/USA, du 17 octobre 2022
27/04/2022: Ouverture, le 27 avril 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de certains champignons en conserve en provenance de France, des Pays-Bas, de Pologne et d'Espagne	Document de l'OMC G/ADP/N/370/USA, du 17 octobre 2022
13/06/2022: Suppression, le 13 juin 2022, d'une mesure antidumping visant les importations de certaines rondelles de blocage à profil hélicoïdal en provenance de Chine (mesure imposée le 19 octobre 1993)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/USA, du 17 octobre 2022
13/06/2022: Suppression, le 13 juin 2022, d'une mesure antidumping visant les importations de rondelles de blocage à profil hélicoïdal en provenance du Taipei chinois (mesure ouverte le 28 juin 1993)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/USA, du 17 octobre 2022
14/06/2022: Suppression, le 14 juin 2022, d'une mesure compensatoire visant les importations d'acide sulfanilique en provenance d'Inde (mesure imposée le 2 mars 1993)	Document de l'OMC G/SCM/N/392/USA, du 17 octobre 2022

Mesure	Source
14/06/2022: Suppression, le 14 juin 2022, d'une mesure antidumping visant les importations d'acide sulfanilique en provenance d'Inde (mesure imposée le 2 mars 1993)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/USA, du 17 octobre 2022
14/06/2022: Suppression, le 14 juin 2022, d'une mesure antidumping visant les importations d'acide sulfanilique en provenance de Chine (mesure imposée le 19 août 1992)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/USA, du 17 octobre 2022
Inde	
06/01/2022: Suppression, le 6 janvier 2022, des droits antidumping sur les importations de 1,1,1,2-Tétrafluoroéthane ou de R-134 a de tous types en provenance de Chine (droits définitifs et provisoires imposés le 15 juillet 2011 et le 19 avril 2010, respectivement. Enquête initiale ouverte le 19 août 2009)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
31/10/2021: Suppression, le 31 octobre 2021, des droits antidumping sur les importations de fibres de verre en provenance de Chine (droits provisoires et droits définitifs imposés le 14 juillet 2010 et le 4 mars 2011, respectivement. Enquête initiale ouverte le 8 janvier 2010)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
24/01/2022: Suppression, le 24 janvier 2022, des droits antidumping sur les importations de pellicules souples de PVC en provenance de Chine (droits provisoires et droits définitifs imposés le 30 juillet 2010 et le 25 août 2011, respectivement. Enquête initiale ouverte le 1er février 2011)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
21/06/2022: Suppression, le 21 juin 2022, des droits antidumping sur les importations d'aiguilles pour machines à coudre en provenance de Chine (droits définitifs imposés le 22 juin 2011. Enquête initiale ouverte le 20 mai 2010)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
23/02/2022: Clôture, le 23 février 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de farine de froment en provenance d'Inde, du Sri Lanka et de Türkiye (enquête initiale ouverte le 27 août 2014)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 1 ^{er} septembre 2022
20/10/2021: Suppression, le 20 octobre 2021, des droits antidumping sur les importations de phénol en provenance de l'Union européenne, de Singapour et du Royaume-Uni (droits définitifs imposés le 8 mars 2016. Enquête initiale ouverte le 15 octobre 2014)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
11/11/2021: Suppression, le 11 novembre 2021, des droits antidumping sur les panneaux de fibres de moyenne densité bruts ayant une épaisseur égale ou supérieure à 6 mm en provenance du Viet Nam (droits définitifs imposés le 14 juillet 2016. Enquête initiale ouverte le 7 mai 2015)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
10/04/2022: Suppression, le 10 avril 2022, d'une mesure antidumping visant les importations d'alkylbenzène linéaire en provenance de Chine, du Qatar et de République islamique d'Iran (droits définitifs imposés le 11 avril 2017. Enquête initiale ouverte le 7 décembre 2015)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
13/06/2022: Suppression, le 13 juin 2022, des droits antidumping sur les importations de feuilles d'aluminium en provenance de Chine (droits définitifs imposés le 16 mai 2017. Enquête initiale ouverte le 15 décembre 2015)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
11/05/2022: Suppression, le 11 mai 2022, des droits antidumping sur les importations de verre flotté clair en provenance de la République islamique d'Iran (droits définitifs imposés le 12 mai 2017. Enquête initiale ouverte le 23 décembre 2015)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
18/05/2022: Suppression, le 18 mai 2022, d'une mesure antidumping visant les importations de fils de filaments d'élastomère de tous deniers n'excédant pas 150 deniers, à l'exclusion des fils colorés (spandex ou élasthane) en provenance de Chine, de République de Corée, du Taipei chinois et du Viet Nam (droits définitifs imposés le 3 mai 2017. Enquête initiale ouverte le 27 janvier 2016)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
11/05/2022: Suppression, le 11 mai 2022, des droits antidumping sur les importations de radiateurs en aluminium, sous-ensembles de radiateur en aluminium et faisceaux de radiateur en aluminium en provenance de Chine (droits définitifs imposés le 12 mai 2017. Enquête initiale ouverte le 1 ^{er} janvier 2016)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022

Mesure	Source
13/06/2022: Suppression, le 13 juin 2022, des droits antidumping sur les importations de peroxyde d'hydrogène en provenance du Bangladesh, de République de Corée, du Pakistan, du Taipei chinois et de Thaïlande (droits définitifs imposés le 14 juin 2017. Enquête initiale ouverte le 14 janvier 2016)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
15/12/2021: Suppression, le 15 décembre 2021, des droits antidumping sur les importations de produits plats laminés à chaud en aciers alliés ou non alliés enroulés d'une largeur n'excédant pas 2 100 mm et d'une épaisseur n'excédant pas 25 mm en provenance du Brésil, de Chine, d'Indonésie, du Japon, de République de Corée et de la Fédération de Russie (droits provisoires et droits définitifs imposés le 8 août 2016 et le 11 mai 2017, respectivement. Enquête initiale ouverte le 11 avril 2016)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
01/02/2022: Suppression, le 1 ^{er} février 2022, d'une mesure compensatoire visant les importations de certains produits plats en acier inoxydable laminés à chaud et à froid en provenance de Chine (enquête initiale ouverte le 12 avril 2016)	Document de l'OMC G/SCM/N/392/IND, du 17 octobre 2022
15/12/2021: Suppression, le 15 décembre 2021, des droits antidumping sur les importations de produits plats laminés à froid, en fer, en aciers non alliés ou en autres aciers alliés, de toutes largeurs ou épaisseurs, non plaqués ou revêtus en provenance de Chine, du Japon, de République de Corée et d'Ukraine (droits provisoires et droits définitifs imposés le 17 août 2016 et le 12 mai 2017, respectivement. Enquête initiale ouverte le 19 avril 2016)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
11/05/2022: Suppression, le 11 mai 2022, des droits antidumping sur les importations d'amoxicilline en provenance de Chine (droit définitif imposé le 16 mai 2017. Enquête initiale ouverte le 27 avril 2016)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
31/01/2022: Suppression, le 31 janvier 2022, des droits antidumping sur les importations de fil machine en acier allié ou non allié en provenance de Chine (droits provisoires et droits définitifs imposés le 2 novembre 2016 et le 9 octobre 2017, respectivement. Enquête initiale ouverte le 2 juin 2016)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
13/01/2022: Suppression, le 13 janvier 2022, des droits antidumping sur les importations de produits plats en aciers alliés ou non alliés enduits de couleur/prépeints en provenance de Chine, de l'Union européenne et du Royaume-Uni (droits provisoires et droits définitifs imposés le 11 janvier 2017 et le 17 octobre 2017, respectivement. Enquête initiale ouverte le 29 juin 2016)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
01/02/2022: Suppression, le 1 ^{er} février 2022, d'une mesure antidumping visant les importations de cellules photovoltaïques au silicium cristallin en provenance de Chine (droit définitif imposé le 18 octobre 2018. Enquête initiale ouverte le 22 septembre 2017)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
28/02/2022: Suppression, le 28 février 2022, d'une mesure antidumping visant les importations de papier de cuivre non couché en provenance d'Indonésie et de Singapour (suppression le 3 décembre 2021 pour les importations en provenance de Thaïlande. Droits définitifs imposés le 4 décembre 2018. Enquête initiale ouverte le 2 novembre 2017)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
01/02/2022: Suppression, le 1 ^{er} février 2022, d'une mesure antidumping visant les importations d'acier à coupe rapide ne contenant pas de cobalt en provenance du Brésil, de Chine et d'Allemagne (droit définitif imposé le 25 septembre 2019. Enquête initiale ouverte le 14 août 2018)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
01/02/2022: Suppression, le 1 ^{er} février 2022, d'une mesure antidumping visant les importations de produits plats revêtus d'aluminium zinc en provenance de Chine, de République de Corée et du Viet Nam (droits provisoires et droits définitifs imposés le 15 octobre 2019 et le 23 juin 2020, respectivement. Enquête initiale ouverte le 2 avril 2019)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
01/12/2021: Clôture, le 1 ^{er} décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de fibre de verre et d'ouvrages en fibre de verre en provenance de Bahreïn, Royaume de; et d'Égypte (enquête initiale ouverte le 4 août 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
02/11/2021: Clôture (pas de mesure), le 2 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de vitamine C en provenance de Chine (enquête initiale ouverte le 4 septembre 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022

Mesure	Source
23/12/2021: Clôture (pas de mesure), le 23 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de persulfates en provenance de Chine et des États-Unis (enquête initiale ouverte le 28 septembre 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
10/12/2021: Clôture (pas de mesure), le 10 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de caprolactame en provenance de l'Union européenne, de République de Corée, de la Fédération de Russie et de Thaïlande (enquête initiale ouverte le 30 septembre 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
31/03/2022: Clôture (pas de mesure), le 31 mars 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de polyéthylène basse densité (LDPE) en provenance du Qatar, du Royaume d'Arabie saoudite, de Singapour, de Thaïlande, des Émirats arabes unis et des États-Unis (enquête initiale ouverte le 23 octobre 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
16/12/2021: Clôture (pas de mesure), le 16 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de soude caustique en provenance de la République islamique d'Iran, du Japon, d'Oman et du Qatar (enquête initiale ouverte le 17 décembre 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
23/05/2022: Clôture (pas de mesure), le 23 mai 2022, d'une enquête sur les importations de lingots d'aluminium sous forme brute, allié en provenance de Malaisie (enquête initiale ouverte le 24 décembre 2020)	Document de l'OMC G/SCM/N/392/IND, du 17 octobre 2022
16/02/2022: Clôture (pas de mesure), le 16 février 2022, d'une enquête antidumping visant les importations d'appareils de transformation des matières plastiques en provenance de Chine (enquête initiale ouverte le 17 février 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
25/02/2022: Clôture (pas de mesure), le 25 février 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de mélamine en provenance de l'Union européenne, du Japon, du Qatar et des Émirats arabes unis (enquête initiale ouverte le 26 février 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
30/03/2022: Clôture, le 30 mars 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de certains produits chimiques pour l'industrie du caoutchouc, TDQ, en provenance de Chine, de l'Union européenne et de la Fédération de Russie (enquête initiale ouverte le 31 mars 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
18/01/2022: Clôture (pas de mesure), le 18 janvier 2022, d'une enquête antidumping visant les importations d'alcali minéral en provenance de la Fédération de Russie et des Émirats arabes unis (enquête initiale ouverte le 27 mai 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
30/11/2021: Suppression, le 30 novembre 2021, des droits antidumping sur les importations de Polytétrafluoroéthylène - I en provenance de la Fédération de Russie (initialement imposés le 30 juin 1999)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/IND, du 22 avril 2022
24/01/2022: Ouverture, le 24 janvier 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de carreaux de revêtement en vinyle autres qu'en rouleaux ou à plat en provenance de Chine, du Taipei chinois et du Viet Nam	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
24/01/2022: Ouverture d'une enquête antidumping visant les importations d'acide ursodéoxycholique "AUDC" en provenance de Chine et de République de Corée (droits provisoires imposés le 30 juin 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022
08/02/2022: Ouverture, le 8 février 2022, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations d'alcools gras saturés en provenance d'Indonésie, de Malaisie et de Thaïlande	Document de l'OMC G/SCM/N/392/IND, du 17 octobre 2022
06/05/2022: Ouverture, le 6 mai 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de fibres optiques de type monomode, à dispersion non décalée en provenance de Chine, d'Indonésie et de République de Corée	Document de l'OMC G/ADP/N/370/IND, du 17 octobre 2022

Mesure	Source
Madagascar	
12/01/2022: Clôture, le 12 janvier 2022, d'une enquête en matière de sauvegardes visant les importations de savons (droit définitif imposé le 15 janvier 2021. Enquête initiale ouverte le 14 août 2019)	Documents de l'OMC G/SG/N/6/MDG/5, du 28 août 2019; G/SG/N/10/MDG/7, du 18 septembre 2020; et G/SG/N/10/MDG/7/Suppl.1 et G/SG/N/11/MDG/5/Suppl.3, du 3 mai 2022
14/12/2021: Clôture (pas de mesure), le 14 décembre 2021, d'une enquête en matière de sauvegardes visant les importations d'huiles lubrifiantes (enquête initiale ouverte le 14 août 2019)	Document de l'OMC G/SG/N/10/MDG/6/Suppl.1 et G/SG/N/11/MDG/6/Suppl.3, du 17 décembre 2021
14/12/2021: Clôture (pas de mesure), le 14 décembre 2021, d'une enquête en matière de sauvegardes visant les importations d'huiles végétales alimentaires et margarines (enquête initiale ouverte le 14 août 2019)	Documents de l'OMC G/SG/N/10/MDG/5/Suppl.1 et G/SG/N/11/MDG/7/Suppl.3, du 17 décembre 2021
01/06/2022: Ouverture, le 1 ^{er} juin 2022, d'une enquête en matière de sauvegardes visant les peintures à l'eau et peintures à l'huile	Document de l'OMC G/SG/N/6/MDG/8, du 3 juin 2022
Maroc	
09/03/2022: Ouverture, le 9 mars 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de fils galvanisés en provenance de Türkiye	Document de l'OMC G/ADP/N/370/MAR, du 24 août 2022
Mexique	
18/08/2022: Suppression, le 18 août 2022, d'une mesure compensatoire visant les importations de dicloxacilline sodique en provenance d'Inde (droits provisoires et droits définitifs imposés le 2 avril et le 17 août 2012, respectivement. Enquête initiale ouverte le 24 février 2011)	Délégation permanente du Mexique auprès de l'OMC (13 octobre 2022) et Journal officiel de la Fédération, 18 août 2022
11/08/2022: Suppression, le 11 août 2022, d'une mesure antidumping visant les importations de câble coaxial de type RG (Radio Guide ou guide radio) avec ou sans messenger en provenance de Chine (droits provisoires et droits définitifs imposés le 30 décembre 2011 et le 10 août 2012, respectivement. Enquête initiale ouverte le 8 juin 2011)	Délégation permanente du Mexique auprès de l'OMC (13 octobre 2022) et Journal officiel de la Fédération, 11 août 2022
15/06/2022: Suppression, le 15 juin 2022, d'une mesure antidumping visant les importations de poignées en acier et en zamac en provenance de Chine (droits provisoires et droits définitifs imposés le 8 mai et le 23 décembre 2015, respectivement. Enquête initiale ouverte le 12 août 2014)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/MEX, du 4 octobre 2022
04/11/2021: Clôture (pas de mesure), le 4 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de brames en acier au carbone et en aciers alliés en provenance du Brésil et de la Fédération de Russie (enquête initiale ouverte le 21 septembre 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/MEX, du 21 mars 2022
14/03/2022: Ouverture, le 14 mars 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de ferromanganèse à haute teneur en carbone en provenance d'Inde (droits provisoires imposés le 1 ^{er} septembre 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/MEX, du 4 octobre 2022, et Délégation permanente du Mexique auprès de l'OMC (13 octobre 2022)
12/08/2022: Ouverture, le 12 août 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de pellicules rigides de polymères du chlorure de vinyle en provenance de Chine	Délégation permanente du Mexique auprès de l'OMC (13 octobre 2022) et Journal officiel de la Fédération, 12 août 2022
28/07/2022: Ouverture, le 28 juillet 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de tôles en acier laminées à froid en provenance du Viet Nam	Délégation permanente du Mexique auprès de l'OMC (13 octobre 2022) et Journal officiel de la Fédération, 28 juillet 2022
06/09/2022: Ouverture, le 6 septembre 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de boulets de broyage en acier en provenance de Chine	Délégation permanente du Mexique auprès de l'OMC (13 octobre 2022) et Journal officiel de la Fédération, 6 septembre 2022
Nouvelle-Zélande	
28/03/2022: Suspension temporaire d'une mesure antidumping visant les importations d'acier revêtu d'aluminium-zinc en provenance de République de Corée (droits provisoires imposés le 2 décembre 2021 et enquête initiale ouverte le 8 juin 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/NZL, du 12 septembre 2022

Mesure	Source
02/12/2021: Clôture d'une enquête antidumping visant les importations d'acier revêtu d'aluminium-zinc en provenance du Taipei chinois (enquête ouverte le 8 juin 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/NZL, du 12 septembre 2022
Pakistan	
01/02/2022: Suppression, le 1 ^{er} février 2022, des droits antidumping sur les importations de rouleaux/tôles laminés à froid en provenance d'Ukraine (droits provisoires et droits définitifs imposés le 13 janvier 2016 et le 19 janvier 2017, respectivement. La mesure reste en vigueur pour les importations en provenance de Chine. Enquête initiale ouverte le 16 juillet 2015)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/PAK, du 4 octobre 2022
24/11/2021: Suppression, le 24 novembre 2021, des droits antidumping sur les importations de carreaux de revêtement et de pavement en provenance de Chine (droits provisoires et droits définitifs imposés le 18 février et le 11 octobre 2017, respectivement. Enquête initiale ouverte le 19 février 2016, visant les importations de carreaux de revêtement et de pavement en provenance de Chine)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/PAK, du 10 mars 2022, et Délégation permanente du Pakistan auprès de l'OMC (26 octobre 2022)
30/12/2021: Suppression, le 30 décembre 2021, des droits antidumping sur les importations de canettes en aluminium pour boissons en provenance des Émirats arabes unis (droit provisoire imposé le 3 mai 2019. Enquête initiale ouverte le 1 ^{er} novembre 2018, visant les importations de canettes en aluminium pour boissons en provenance de Jordanie, du Sri Lanka, de Türkiye et des Émirats arabes unis)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/PAK, du 10 mars 2022
09/02/2022: Clôture (pas de mesure), le 9 septembre 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de carbonate disodique (soude du commerce) en provenance de Türkiye (enquête initiale ouverte le 30 mars 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/PAK, du 4 octobre 2022
27/05/2022: Ouverture d'une enquête antidumping visant les importations de revêtement de sol en vinyle en provenance de Chine	Document de l'OMC G/ADP/N/370/PAK, du 4 octobre 2022
Pérou	
24/12/2021: Ouverture, le 24 décembre 2021 d'une enquête en matière de sauvegardes visant les importations de vêtements (chapitres 61, 62 et 63 du SH)	Document de l'OMC G/SG/N/6/PER/4, du 6 janvier 2022
26/01/2022: Ouverture, le 26 janvier 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de tissus toiles 100% polyester en provenance de Chine	Document de l'OMC G/ADP/N/370/PER, du 6 septembre 2022
Philippines	
05/09/2022: Suppression, le 5 septembre 2022, d'une mesure antidumping visant les importations de verre flotté clair et verre flotté teinté bronze en provenance de Chine (enquête initiale ouverte le 20 mai 2016)	Délégation permanente des Philippines auprès de l'OMC (16 septembre 2022)
20/04/2022: Suppression, le 20 avril 2022 des droits antidumping provisoires sur les importations de ciment en provenance du Viet Nam (droit provisoire imposé le 20 décembre 2021. Enquête antidumping initiale ouverte le 20 avril 2021)	Délégation permanente des Philippines auprès de l'OMC (16 septembre 2022)
Royaume d'Arabie saoudite (pour le Conseil de coopération du Golfe)	
20/06/2022: Suppression, le 20 juin 2022 d'un droit de sauvegarde sur les importations d'additifs préparés pour ciments, mortiers ou bétons (plastifiants chimiques) (droit définitif imposé le 21 juin 2019. Enquête initiale ouverte le 20 septembre 2017)	Délégation permanente de l'Arabie saoudite auprès de l'OMC (19 septembre 2022)
04/11/2021: Ouverture, le 4 novembre 2021 d'une enquête antidumping visant les polymères superabsorbants en provenance de Belgique, de Chine, de France, du Japon, de République de Corée, et de Singapour	Document de l'OMC G/ADP/N/364/SAU, du 14 mars 2022
Royaume-Uni	
07/04/2022: Ouverture, le 7 avril 2022, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations de planches à repasser en provenance de Türkiye	Document de l'OMC G/ADP/N/392/GBR, du 15 septembre 2022
26/04/2022: Ouverture, le 26 avril 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de câbles de fibres optiques en provenance de Chine	Document de l'OMC G/ADP/N/370/GBR, du 15 septembre 2022

Mesure	Source
26/04/2022: Ouverture, le 26 avril 2022, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations de câbles de fibres optiques en provenance de Chine	Document de l'OMC G/SCM/N/392/GBR, du 15 septembre 2022
Taipei chinois	
06/05/2022: Ouverture, le 6 mai 2022, d'une enquête antidumping visant le verre flotté en plaques ou en feuilles originaire ou en provenance de Malaisie, d'Indonésie et de Thaïlande	Document de l'OMC G/ADP/N/370/TPKM, du 23 août 2022
Thaïlande	
15/01/2015: Ouverture, le 15 janvier 2015, d'une enquête antidumping visant les importations de fil-machine en acier à faible teneur en carbone en provenance de Chine	Document de l'OMC G/ADP/N/286/THA, du 2 septembre 2016
03/12/2021: Ouverture, le 3 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations d'extrusions d'aluminium en provenance de Chine	Document de l'OMC G/ADP/N/364/THA, du 24 février 2022
Tunisie	
19/07/2022: Ouverture, le 19 juillet 2022, d'une enquête en matière de sauvegardes visant les fils en fer ou en aciers non alliés utilisés pour la fabrication des ressorts d'ameublement	Document de l'OMC G/SG/N/6/TUN/7, du 21 juillet 2022
Türkiye	
13/05/2022: Suppression, le 13 mai 2022, d'une mesure antidumping visant les importations de couvercles en verre en provenance de Hong Kong, de Chine et d'Indonésie (droit définitif imposé le 23 mai 2010. Enquête initiale ouverte le 17 décembre 2008)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/TUR, du 4 octobre 2022
14/04/2022: Suppression, le 14 avril 2022, d'une mesure antidumping visant les importations de papiers et cartons pour couverture, dits "Kraftliner", en provenance des États-Unis (droits définitifs imposés le 14 juillet 2015. Enquête initiale ouverte le 22 juillet 2014)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/TUR, du 4 octobre 2022
12/07/2022: Suppression, le 12 juillet 2022, des droits antidumping sur les importations de pompes à béton/camions pompes à béton en provenance de Chine et de République de Corée (droits imposés le 12 juillet 2017. Enquête initiale ouverte le 6 février 2016)	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (23 septembre 2022)
26/03/2022: Clôture (pas de mesure), le 26 mars 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de polyéthylène à faible densité en provenance du Royaume d'Arabie saoudite (enquête initiale ouverte le 17 octobre 2020)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/TUR, du 4 octobre 2022
10/06/2022: Clôture (pas de mesure), le 10 juin 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de films auto-adhésifs pour l'impression numérique d'une largeur de plus d'un mètre en provenance d'Allemagne (enquête initiale ouverte le 27 mai 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/TUR, du 4 octobre 2022
26/01/2022: Ouverture, le 26 janvier 2022, d'une enquête en matière de sauvegardes visant les importations de fils de nylon ou d'autres polyamides	Document de l'OMC G/SG/N/14/TUR/12, du 4 février 2022
07/12/2021: Suppression, le 7 décembre 2021, des droits antidumping sur les importations d'outils à percer et d'outils à fraiser en provenance de Chine (droits imposés le 4 février 2005)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/TUR, du 7 mars 2022
14/05/2022: Suppression, le 14 mai 2022, des droits antidumping sur les importations de pentaérythritol en provenance de Chine (droits imposés le 1 ^{er} juillet 2005)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/TUR, du 4 octobre 2022
Ukraine	
28/02/2022: Suppression, le 28 février 2022, des droits antidumping sur les importations de certains engrais azotés (urée, urée et nitrate d'ammonium) en provenance de la Fédération de Russie (suspension temporaire des droits du 13 février au 20 mai 2017. Enquête initiale ouverte le 27 juin 2015)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/UKR, du 15 septembre 2022
16/05/2022: Suppression, le 16 mai 2022, des droits antidumping sur les importations de meules en céramique en provenance de la Fédération de Russie (enquête initiale ouverte le 19 novembre 2015)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/UKR, du 15 septembre 2022
20/06/2022: Suppression, le 20 juin 2022, des droits antidumping sur les importations de certains types de chocolat et autres produits alimentaires transformés contenant du cacao en provenance de la Fédération de Russie (enquête initiale ouverte le 28 mai 2016)	Document de l'OMC G/ADP/N/370/UKR, du 15 septembre 2022

Mesure	Source
17/08/2022: Clôture, le 17 août 2022, d'une enquête en matière de sauvegardes visant les importations en Ukraine d'hypochlorite de sodium sans imposition de mesures de sauvegarde (enquête initiale ouverte le 27 mai 2021)	Documents de l'OMC G/SG/N/6/UKR/21, du 11 juin 2021, et G/SG/N/9/UKR/10, du 31 août 2022. Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 septembre 2022)
08/12/2021: Clôture, le 8 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations d'échelles en aluminium en provenance du Bélarus, de Chine, de Pologne et de République slovaque (enquête initiale ouverte le 1 ^{er} septembre 2021)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/UKR, du 18 mars 2022
31/08/2022: Clôture, le 31 août 2022, d'une enquête en matière de sauvegardes visant les importations en Ukraine de tricônes indépendamment des pays d'origine et d'exportation et sans imposition de mesures de sauvegarde (enquête initiale ouverte le 13 octobre 2011)	Documents de l'OMC G/SG/N/6/UKR/23, du 22 octobre 2021, et G/SG/N/9/UKR/12, du 13 septembre 2022; et Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 septembre 2022)
31/08/2022: Clôture, le 31 août 2022, d'une enquête en matière de sauvegardes visant les importations en Ukraine de certains types de fromages indépendamment des pays d'origine et d'exportation et sans imposition de mesures de sauvegarde (enquête initiale ouverte le 24 décembre 2021)	Documents de l'OMC G/SG/N/6/UKR/24, du 6 janvier 2022, et G/SG/N/9/UKR/11, du 13 septembre 2022; et Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 septembre 2022)
29/12/2021: Ouverture, le 29 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de contenants en verre en provenance du Bélarus	Document de l'OMC G/ADP/N/370/UKR, du 15 septembre 2022
Union européenne	
17/11/2022: Ouverture, le 17 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de roues en aluminium en provenance du Maroc (droits provisoires imposés le 14 juillet 2022)	Document de l'OMC G/ADP/N/364/EU, du 13 avril 2022; et Délégation permanente de l'Union européenne auprès de l'OMC (19 septembre 2022)
19/07/2022: Clôture (pas de mesure), le 19 juillet 2022, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations de certains systèmes d'électrodes de graphite en provenance de Chine (enquête initiale ouverte le 18 novembre 2021)	Document de l'OMC G/SCM/N/386/EU, du 23 mars 2022; et Délégation permanente de l'Union européenne auprès de l'OMC (19 septembre 2022)
30/11/2021: Ouverture, le 30 novembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations d'acides gras en provenance d'Indonésie	Document de l'OMC G/ADP/N/364/EU, du 13 avril 2022
13/12/2021: Ouverture, le 13 décembre 2021, d'une enquête antidumping visant les importations de carreaux de céramique en provenance d'Inde et de Türkiye	Document de l'OMC G/ADP/N/370/EU, du 5 octobre 2022
13/05/2022: Ouverture, le 13 mai 2022, d'une enquête antidumping visant les importations de fûts en acier inoxydable rechargeables en provenance de Chine	Document de l'OMC G/ADP/N/370/EU, du 5 octobre 2022
13/05/2022: Ouverture, le 13 mai 2022, d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations d'acides gras en provenance d'Indonésie	Document de l'OMC G/SCM/N/392/EU, du 4 octobre 2022
30/06/2022: Ouverture, le 30 juin 2022, d'une enquête antidumping visant les importations d'acides gras en provenance d'Indonésie	Délégation permanente de l'Union européenne auprès de l'OMC, 19 septembre 2022
Viet Nam	
12/05/2022: Suppression, le 12 mai 2022, des droits antidumping sur les importations d'acier galvanisé en provenance de Chine et de République de Corée	Document de l'OMC G/ADP/N/370/VNM, du 22 août 2022

ANNEXE 3 – AUTRES MESURES LIÉES AU COMMERCE¹

(DE MI-MAI 2022 À MI-OCTOBRE 2022)

Renseignements vérifiés²

Mesure	Source
Afrique du Sud (pour l'Union douanière d'Afrique australe)	
05/11/2021: Augmentation (de 0% à 15%) des droits d'importation pour certains tubes, tuyaux et profilés creux	Délégation permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'OMC (26 avril 2022) et Journal officiel n° 44570 (3 décembre 2021)
05/11/2021: Augmentation des droits d'importation, respectivement de 0% à 10% et de 10% à 15%, pour certains tubes, tuyaux et profilés creux, Rapport de l'ITAC n° 643	Délégation permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'OMC (26 avril 2022) et Journal officiel n° 45427 (5 novembre 2021)
03/12/2021: Augmentation des droits d'importation pour différents types de récipients (boîtes en fer blanc, seaux et bombes aérosols). Les importations en provenance de l'Union européenne, de l'Association européenne de libre-échange (AELE), de la SADC, du MERCOSUR et de la ZLECAf sont exemptées	Journal officiel du gouvernement sud-africain n° 45570, Avis n° 1562 (3 décembre 2021)
Argentine	
01/11/2021: Mise à jour des valeurs de référence pour les exportations d'huiles essentielles et de citrons, pour certaines destinations	Resolución General No. 5091/2021 Administración Federal de Ingresos Públicos – Dirección General de Aduanas (26 octobre 2021)
10/11/2021: Mise à jour des valeurs de référence pour les exportations de certains morceaux non désossés de viande bovine, pour certaines destinations	Resolución General No. 5096/2021 Administración Federal de Ingresos Públicos – Dirección General de Aduanas (5 novembre 2021)
15/12/2021: Introduction, le 15 décembre 2021, de contingents d'exportation de 41,5 millions de t pour le maïs et 12,5 millions de t pour le blé	Boletín Oficial de la República Argentina, (16 décembre 2021). Adresse consultée https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/254625/20211217
16/12/2021: Mise à jour de la liste des "valeurs critères" (valeurs criterio de carácter preventivo) pour les importations de roues de bicyclettes, de provenances spécifiques	Administración Federal de Ingresos Públicos – Dirección General de Aduanas, Resolución General No. 5116/2021 (10 décembre 2021)
26/12/2021: Prorogation supplémentaire de l'interdiction temporaire d'exporter des déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier (ferrailles) et des déchets lingotés en fer ou en acier; des déchets et débris de cuivre; et des déchets et débris d'aluminium (initialement mise en œuvre le 25 décembre 2020, pour 360 jours)	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Décret n° 909/2021. Adresse consultée: https://www.argentina.gob.ar/normativa/nacional/decreto-909-2021-359062/texto
01/01/2022: Prorogation de l'autorisation provisoire d'augmenter les taux appliqués au titre du Tarif extérieur commun du MERCOSUR, mais sans excéder les niveaux consolidés, (jusqu'à 28%) pour les importations de certains produits laitiers, à savoir le lait, la crème de lait, le lactosérum et le fromage; et (jusqu'à 35%) pour les pêches, y compris les brugnon et les nectarines, préparées ou conservées; ainsi que sur certains jouets (en vigueur du 1 ^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2030)	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (20 mai 2022); et Decreto No. 910/2021 – Consejo del Mercado Común (30 décembre 2021)

¹ L'inclusion de toute mesure dans la présente annexe n'implique aucun jugement de la part du Secrétariat de l'OMC quant à la compatibilité de toute mesure mentionnée avec les dispositions de l'un quelconque des Accords de l'Organisation.

² Les renseignements qui figurent dans la présente section ont été fournis par le Membre concerné ou confirmés à la demande du Secrétariat.

Mesure	Source
01/01/2022: Interdiction temporaire d'exporter de la viande des animaux de l'espèce bovine, fraîche ou réfrigérée (en carcasses ou demi-carcasses, et certains morceaux non désossés ou désossés). Restrictions temporaires à l'exportation visant certains morceaux de viande bovine (par exemple plat de côtes, bavette, filet, flanchet) (du 1 ^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023)	Decreto No. 911/2021 – Carne Bovina (30 décembre 2021)
03/01/22: Mise à jour des valeurs de référence pour les exportations de certains types de plomb sous forme brute, pour certaines destinations	Resolución General No. 5127/2021 Administración Federal de Ingresos Públicos – Dirección General de Aduanas (27 décembre 2021)
13/03/2022: Suspension temporaire de la déclaration sous serment des ventes à l'étranger pour l'huile et la farine de soja (en vigueur du 13 mars 2022 au 21 mars 2022)	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (13 octobre 2022) et Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, communication officielle (20 mars 2022). Adresse consultée: https://www.magyp.gob.ar/sitio/areas/ss_mercados_agropecuarios/djve/archivos/100014_Circulares%20DJVE/000005_Comunicado%20Oficial%2020%20de%20Marzo%202022.pdf
19/03/2022: Augmentation (de 31 à 33%) des droits d'exportation pour l'huile et la farine de soja au moyen d'une suspension temporaire du Décret n° 790/2020 qui imposait un écart de 2% sur les droits d'exportation applicables aux produits à base de soja (en vigueur du 19 mars au 31 décembre 2022)	Avis du gouvernement argentin, Décret n° 131/2022 (18 mars 2022). Adresse consultée: http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/360000-364999/362460/norma.htm . Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (20 mai 2022)
06/05/2022: Réduction du contingent pour l'exportation de maïs récolté pendant la campagne 2022/2023	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (13 octobre 2022)
02/06/2022: Établissement, le 2 juin 2022, d'un prix de référence à l'exportation pour les carbonates de lithium à destination du Canada, de la Chine, de la République populaire démocratique de Corée, de Hong Kong, du Japon, des Philippines, de la République de Corée, du Taipei chinois, de la Thaïlande et des États-Unis	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (13 octobre 2022) et Journal officiel de l'Argentine, Résolution générale n° 5197/2022 (27 mai 2022). Adresse consultée: https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/263504/20220531?busqueda=1 le 3 août 2022
08/06/2022: Introduction le 8 juin 2022 de valeurs critères à l'importation de certains accumulateurs électriques en provenance du Brésil, de la Colombie, du Chili, de l'Équateur, du Paraguay, de l'Uruguay, de la République populaire démocratique de Corée, de la République de Corée, de la Chine, des Philippines, du Taipei chinois, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Malaisie, du Pakistan, de Singapour, de la Thaïlande, du Viet Nam et de Hong Kong	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (13 octobre 2022) et Journal officiel de l'Argentine, Résolution générale n° 5200/2022 (3 juin 2022). Adresse consultée: https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/263930/20220606?busqueda=1 le 8 août 2022
04/07/2022: Augmentation des valeurs de référence pour les exportations de lait en poudre à destination de la Fédération de Russie; de plusieurs pays d'Amérique latine, de plusieurs pays et territoires d'Afrique; du Canada; de l'Arabie saoudite; de la Chine; de l'Indonésie; de la Malaisie; des Émirats arabes unis; de Singapour et de Hong Kong, Chine	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (13 octobre 2022) et Journal officiel de la République d'Argentine, Résolution générale n° 5215/2022 (28 juin 2022). Adresse consultée: https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/265283/20220630?busqueda=1
05/07/2022: Transfert de 16 produits du régime de licences automatiques au régime de licences non automatiques, y compris les produits à base de viande de porc, les vins, les plaques de polypropylène, les tapis, les costumes ou complets et les machines à laver la vaisselle	Document de l'OMC G/LIC/N/2/ARG/28/Add.13 du 29 juillet 2022
26/08/2022: Introduction de prescriptions en matière de licences non automatiques pour l'importation de plusieurs produits, y compris les cartes informatiques et les claviers d'ordinateurs, les consoles de jeux vidéo et le whisky	Délégation permanente de l'Argentine auprès de l'OMC (13 octobre 2022) et Journal officiel de la République d'Argentine, Résolution du Secrétariat au commerce n° 1/2022 (24 août 2022). Adresse consultée: https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/270212/20220825
Australie	
31/08/2022: Suppression d'exemptions tarifaires à l'importation applicables à certaines marchandises	Gouvernement australien, Ordonnance de concession tarifaire n° 22/32, et Délégation permanente de l'Australie auprès de l'OMC (14 octobre 2022)

Mesure	Source
Azerbaïdjan	
14/06/2022: Augmentation du droit d'importation sur les levures vivantes	Délégation permanente de l'Azerbaïdjan auprès de l'OMC (20 septembre 2022) et Résolution n° 228/2022 du Cabinet des ministres de la République d'Azerbaïdjan
Bolivie, État plurinational de	
09/03/2022: Mise en œuvre temporaire d'une prescription en matière de certificat d'approvisionnement intérieur et de prix juste (Certificado de Abastecimiento Interno y Precio Justo) pour les exportations de maïs, sorgho et sucre afin d'éviter une pénurie locale, entraînant des restrictions quantitatives temporaires à l'exportation	Décret suprême n° 4680 (9 mars 2022). Adresse consultée: http://www.gacetaoficialdebolivia.gob.bo/edicions/view/1484NEC
31/05/2022: Augmentation des droits d'importation sur les pommes de terre, les tomates, les oignons et les fraises	Journal officiel de l'État plurinational de Bolivie, Décret suprême n° 4728 Adresse consultée: http://www.gacetaoficialdebolivia.gob.bo/normas/buscarq/arancelario
Brésil	
13/12/2021: Suspension de l'application au commerce avec le Royaume-Uni de concessions ou d'autres obligations substantiellement équivalentes résultant du GATT de 1994 sous la forme d'une majoration des droits applicables à certains produits en acier	Document de l'OMC G/SG/N/12/BRA/5 du 14 décembre 2021
12/05/2022: Retrait de certains produits de la Liste d'exceptions au tarif extérieur commun (LETEC) conduisant à l'augmentation de leur taxe d'importation	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022) et Résolutions du Gecex n° 341/2022 (11 mai 2022), 381/2022 (3 août 2022), 382/2022 (9 août 2022), 387/2022 (22 août 2022)
05/08/2022: Retrait des antisérum, de certains médicaments, de certains produits chimiques, du caoutchouc synthétique et de certains instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie, l'art dentaire ou l'art vétérinaire de la LETEC	
09/08/2022: Exclusion de certains types d'antisérum, de certains produits chimiques, du caoutchouc butadiène et des aiguilles, cathéters et canules de la LETEC	
01/09/2022: Exclusion de certains produits de la LETEC (comme certains médicaments, réactifs de diagnostic ou de laboratoire et de certains instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie, l'art dentaire ou l'art vétérinaire)	
23/05/2022: Retrait des "cultures de cellules, mêmes modifiées" de la liste des produits bénéficiant d'une réduction tarifaire	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022) et Résolution du Gecex n° 343/2022
26/05/2022: Retrait des convertisseurs statiques, de certains appareils électriques, des cellules photovoltaïques, des machines électriques et des instruments pour la régulation ou le contrôle automatique de l'annexe I de la Résolution n° 323/2022, résultant en l'exclusion de ces produits de l'application de droits nuls à l'importation	Journal officiel, Résolution du Gecex n° 345/2022 (19 mai 2022). Adresse consultée: https://www.in.gov.br/en/web/dou/-/resolucao-gecex-n-345-de-19-de-maio-de-2022-401495532
21/06/2022: Retrait de deux produits de la liste des pièces automobiles non fabriquées localement (chapitre 84)	Journal officiel, Résolution du Gecex n° 360/2022 (21 juin 2022). Adresse consultée: https://in.gov.br/en/web/dou/-/resolucao-gecex-n-360-de-21-de-junho-de-2022-409697088
01/08/2022: Suppression des grues mobiles de la liste des exceptions concernant les matériels informatiques et de télécommunications et les biens d'équipement, donnant lieu à l'augmentation des droits d'importation sur le produit	Délégation permanente du Brésil auprès de l'OMC (27 septembre 2022) et Résolutions du Gecex n° 347/2022 (19 mai 2022), 374/2022 (20 juillet 2022) et 391/2022 (23 août 2022)
01/09/2022: Retrait de 5 produits supplémentaires de la liste (chapitres 84 et 90)	

Mesure	Source
Canada	
05/08/2022: Restrictions temporaires pour l'importation des armes de poing à l'autorisation restreinte au Canada jusqu'à l'entrée en vigueur des modifications à la Loi sur les armes à feu	Délégation permanente du Canada auprès de l'OMC (21 septembre 2022) et Avis aux importateurs n° 1090. Adresse consultée: https://www.international.gc.ca/trade-commerce/controls-contrôles/notices-avis/1090.aspx?lang=fra
Colombie	
05/08/2022: Introduction de nouvelles sous-positions dans certaines positions du tarif douanier, donnant lieu à une augmentation des droits d'importation sur certains navires	Délégation permanente de la Colombie auprès de l'OMC (22 septembre 2022) et Décret n° 1253/2022 du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme. Adresse consultée: https://www.mincit.gov.co/getattachment/36d5d7b0-3f21-4e0f-89f3-246a90b1605b/Decreto-1253-del-21-de-julio-de-2022.aspx
Corée, République de	
11/11/2021: Restriction temporaire des exportations d'urée, même en solution aqueuse (autre que les engrais agricoles ou pour la fabrication d'engrais agricoles) et d'urée en solution aqueuse	Documents de l'OMC G/MA/QR/N/KOR/3/Add.2, 10 décembre 2021; et G/MA/QR/N/KOR/3/Add.3, 5 avril 2022
États-Unis d'Amérique	
23/12/2021: Interdiction des importations en provenance de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (Chine)	White House Briefing Room, 23 décembre 2021. Adresse consultée: https://www.whitehouse.gov/briefing-room/legislation/2021/12/23/bill-signed-h-r-6256/
27/12/2021: Suppression, au titre de la section 232 sur les processus d'exclusion concernant les droits de douane sur l'acier et l'aluminium, de certaines exclusions générales approuvées	Federal Register, 9 décembre 2021. Adresse consultée: https://www.federalregister.gov/documents/2021/12/09/2021-26634/removal-of-certain-general-approved-exclusions-gaes-under-the-section-232-steel-and-aluminum-tariff
Fédération de Russie	
01/01/2022: Augmentation des droits d'exportation (jusqu'à 80%) pour certains types de bois et ouvrages en bois (y compris les rondins) (à l'exception des membres de l'UEE)	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Règlement n° 2068/2021 du 27 novembre 2021. Adresse consultée: http://static.government.ru/media/files/H89JL2J98CP6kzLuQ2I9u6msAKbGC9ts.pdf
01/01/2022: Exportation de certains bois et ouvrages de bois (y compris les rondins) vers l'Union européenne autorisée uniquement via un point de passage en Finlande	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution n° 1225 du 20 juillet 2021. Adresse consultée: http://government.ru/docs/all/135747/
02/02/2022: Introduction, le 2 février 2022, d'une interdiction d'exporter des engrais. Exemption pour les exportations vers les États membres de l'Union économique eurasiatique	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution n° 82 du 1 ^{er} février 2022. Adresse consultée: http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202202010020
09/03/2022: Introduction, le 9 mars 2022, d'une interdiction temporaire d'exporter pour plus de 200 produits tels que des appareils électroménagers, des équipements médicaux, des produits des industries mécaniques, des produits agricoles et des appareils électriques. Les exportations vers l'UEE, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud sont exemptées (mesure en vigueur du 9 mars au 31 décembre 2022)	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution n° 311 du 9 mars 2022. Adresse consultée: http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202203100034

Mesure	Source
09/03/2022: Introduction, le 9 mars 2022, d'une prescription en matière de licences d'exportation pour plusieurs produits tels que les équipements technologiques, médicaux et de télécommunications, les véhicules, les machines agricoles, les équipements électriques, ainsi que les wagons et locomotives, les conteneurs, les turbines, les machines à tailler le métal ou la pierre, les dispositifs d'affichage, les projecteurs, les consoles et les panneaux de contrôle, à destination de l'UEE, de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution n° 312 du 9 mars 2022. Adresse consultée: http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202203100025
15/03/2022: Introduction d'une interdiction temporaire d'exporter du sucre blanc et du sucre brut depuis la Fédération de Russie (à l'exception des membres de l'UEE); 31/08/2022: Expiration de la mesure	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution n° 361 du 14 mars 2022. Adresse consultée: http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202203150002 et délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (19 octobre 2022)
15/03/2022: Introduction d'une interdiction temporaire d'exporter du froment (blé), du méteil, du seigle, de l'orge et du maïs depuis la Fédération de Russie (à l'exception des membres de l'UEE)	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution n° 362 du 14 mars 2022. Adresse consultée: http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202203150001 , et délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (19 octobre 2022)
01/04/2022: Introduction d'une interdiction temporaire d'exporter des graines de tournesol et de colza depuis la Fédération de Russie (à l'exception des membres de l'UEE)	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution n° 529 du 31 mars 2022. Adresse consultée: http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202203310060 , et délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (19 octobre 2022)
15/04/2022: Extension des contingents d'exportation pour les engrais (à l'exception des membres de l'UEE)	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Règlement n° 670 du 15 avril 2022. Adresse consultée: http://static.government.ru/media/files/HFkANK2NRZqorHjWMHvlnKlfM9qufnTe.pdf et délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (19 octobre 2022)
15/04/2022: Introduction d'un contingent d'exportation temporaire de 1,5 million de t pour l'huile de tournesol et de 700 000 t pour les tourteaux à partir de la Fédération de Russie, à l'exception de l'UEE (en vigueur du 15 avril 2022 au 31 août 2022)	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution n° 548 du 31 mars 2022. Adresse consultée: http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202204020020 , et délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (19 octobre 2022)
01/05/2022: Établissement d'un taux "variable" pour les droits d'exportation pour les tourteaux de tournesol (à l'exception des membres de l'UEE)	Décret n° 548 du 31 mars 2022 et délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
01/05/2022: Établissement d'un taux "variable" pour les droits d'exportation pour les tourteaux de graines de tournesol et autres résidus solides (à l'exception des membres de l'UEE)	Décret n° 532 du 31 mars 2022 et délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
01/05/2022: Établissement d'un droit d'exportation de 5% pour les graines de lin, mais pas moins de 100 USD/1 000 kg (à l'exclusion des membres de l'UEE) (1 ^{er} mai au 31 août 2022)	Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Résolution n° 531 du 31 mars 2022
30/06/2022: Introduction d'une interdiction temporaire d'exporter certains acides aminés (à l'exception des membres de l'UEE)	Décret n° 1169 (30 juin 2022). Adresse consultée: https://cis-legislation.com/document.fwx?rgn=141440 et délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (19 octobre 2022)
01/07/2022: Passage du dollars US à la rouble russe pour les droits d'exportation sur les graines, l'huile et la farine de tournesol (à l'exclusion des membres de l'UEE)	Résolution n° 1179 du 30 juin 2022. Adresse consultée: http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202207010039 . Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (19 octobre 2022)

Mesure	Source
01/07/2022: Introduction d'une interdiction temporaire d'exporter du riz et des gruaux de riz depuis la Fédération de Russie, à l'exception de l'UEE (en vigueur du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2022)	Résolution n° 1171 du 30 juin 2022. Adresse consultée: http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202206300034 . Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (19 octobre 2022)
07/08/2022: Introduction d'un contingent d'exportation temporaire pour certains produits à base de soufre (à l'exception des membres de l'Union économique eurasiatique)	Décret n° 1392 (6 août 2022). Adresse consultée: http://government.ru/news/46193/ et délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (19 octobre 2022)
09/09/2022: Introduction d'une interdiction temporaire d'exporter du colza depuis la Fédération de Russie, à l'exception de l'UEE (en vigueur du 9 septembre 2022 au 28 février 2023)	Résolution n° 1580 du 8 septembre 2022. Adresse consultée: http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202209090038 . Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (19 octobre 2022)
Fédération de Russie (pour l'Union économique eurasiatique)	
02/01/2022: Établissement d'un droit d'importation au taux de 5% pour les fibres de méta-aramides destinées à la fabrication de matériaux non tissés utilisés dans la fabrication d'équipements de protection individuelle	Décision n° 126 du Conseil d'administration de la Commission économique eurasiatique, 29 octobre 2021, et Délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
Géorgie	
04/07/2022: Restrictions à l'exportation de froment (blé) et d'orge à compter du 4 juillet 2022, jusqu'au 1 ^{er} juillet 2023 01/07/2023: Expiration de la mesure le 1 ^{er} juillet 2023	Délégation permanente de la Géorgie auprès de l'OMC (5 octobre 2022) et document de l'OMC G/AG/N/GEO/27 du 30 juin 2022
Guatemala	
26/11/2021: Suppression des droits d'importation, remplacés par des contingents tarifaires, pour les importations de riz décortiqué (du 26 novembre 2021 au 31 décembre 2021)	Délégation permanente du Guatemala auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Acuerdo Ministerial No. 511-2021
12/03/2022: Suppression des droits d'importation, remplacés par des contingents tarifaires, pour les importations de maïs blanc	Délégation permanente du Guatemala auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Acuerdo Ministerial No. 128-2022
Inde	
29/11/2021: Modifications apportées à la politique d'exportation d'huile d'agar et de copeaux et poudre de bois d'agar obtenus par propagation artificielle. L'exportation est passée dans la catégorie "restreinte". Contingent d'exportation de 25 000 kg/an de copeaux et poudre de bois d'agar (<i>Aquilaria malaccensis</i>) et contingent d'exportation de 1 500 kg/an d'huile d'agar	Notification n° 45/2015-2020 de la Direction générale du commerce extérieur du Département du commerce du Ministère du commerce et de l'industrie (29 novembre 2021)
01/01/2022: Modifications apportées à la politique d'importation de graines de pastèques. Augmentation du contingent temporaire d'importation à 15 000 tm (en vigueur du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2022)	Ministère du commerce et de l'industrie (Département du commerce), Avis public n° 41/2015-2020 (6 décembre 2021). Adresse consultée: https://egazette.nic.in/WriteReadData/2021/231631.pdf
10/01/2022: Modifications apportées à la politique d'exportation d'énoxaparine (formulation et ingrédients pharmaceutiques actifs (IPA)) et immunoglobuline en intraveineuse (formulation et IPA). L'exportation est passée dans la catégorie "restreinte"	Notification n° 50/2015-2020 de la Direction générale du commerce extérieur du Département du commerce du Ministère du commerce et de l'industrie (10 janvier 2022)
25/01/2022: Modifications apportées en vue de restreindre la politique d'exportation de cheveux bruts, même lavés ou dégraissés, déchets de cheveux ou cheveux bruts sous toute autre forme. L'exportation est passée dans la catégorie "restreinte"	Notification n° 51/2015-2020 de la Direction générale du commerce extérieur du Département du commerce du Ministère du commerce et de l'industrie (25 janvier 2022)
11/02/2022: Modifications apportées à la politique d'importation de graines de haricots mungo (lentilles). Restrictions à l'importation	Délégation permanente de l'Inde auprès de l'OMC (25 avril 2022) et Notification n° S.O.624(E) (présentée par la Division de la politique d'exportation (agriculture) du Département du commerce)

Mesure	Source
13/05/2022: Introduction d'une interdiction d'exporter du froment (blé)	Gouvernement de l'Inde, Ministère du commerce et de l'industrie, 13 mai 2022. Adresse consultée: https://content.dgft.gov.in/Website/dgftprod/9032ac12-29a8-4a67-8e3b-bd0dc07c39a5/Noti%2006%20Eng.pdf
21/05/2022: Augmentation des droits d'exportation sur certains produits en fer et en acier	Gouvernement de l'Inde, Ministère des finances, Notification n° 28/2022 – Customs, 21 mai 2022. Adresse consultée: https://egazette.nic.in/WriteReadData/2022/235957.pdf
25/05/2022: Introduction d'une prescription en matière d'enregistrement obligatoire pour les importations de papier	Gouvernement de l'Inde, Ministère du commerce et de l'industrie, modification de la notification n° 11 du 25 mai 2022. Adresse consultée: https://content.dgft.gov.in/Website/dgftprod/c42a7e71-522a-477c-b232-40a6b1606cf7/Notification%2011%20-%20English.PDF
01/06/2022: Interdiction visant les exportations de sucre, à moins qu'elles ne soient autorisées par une autorisation spécifique de la Direction du sucre du Département de l'alimentation et de la distribution publique	Gouvernement de l'Inde, Ministère du commerce et de l'industrie, modification de la notification n° 10/2015-20 du 24 mai 2022. Adresse consultée: https://content.dgft.gov.in/Website/dgftprod/8e53ea00-cdc3-4809-8493-428b3650d521/Notification%20No.10%20(English).pdf
30/06/2022: Augmentation des droits de douane sur les importations d'or	Gouvernement de l'Inde, Ministère des finances, Notification n° 33/2022 – Customs, 30 juin 2022. Adresse consultée: https://taxinformation.cbic.gov.in/view-pdf/1009394/ENG/Notifications
19/08/2022: Augmentation du droit d'accise additionnel spécial sur les exportations de gazole	Gouvernement de l'Inde, Ministère des finances, Notification n° 23/2022, 18 août 2022. Adresse consultée: https://taxinformation.cbic.gov.in/view-pdf/1009482/ENG/Notifications23/2022
27/08/2022: Retrait d'une disposition qui exonérait les exportations de farine de froment (blé) de toutes restrictions ou interdictions à l'exportation	Ministère du commerce et de l'industrie, Direction générale du commerce extérieur, Notification n° 29/2015-2020 (27 août 2022). Adresse consultée: https://content.dgft.gov.in/Website/dgftprod/25a0b7cf-7f3d-4472-9741-6a3e477c7e00/Noti%2029%20Eng.pdf
27/08/2022: Interdiction d'exporter de la farine de froment (blé) et de méteil	Ministère du commerce et de l'industrie, Direction générale du commerce extérieur, Notification n° 30/2015-2020 (27 août 2022). Adresse consultée: https://content.dgft.gov.in/Website/dgftprod/95e06054-b7db-4ab4-ad34-cddf96d3f3ec/Noti%2030%20Eng.pdf
31/08/2022: Augmentation de la valeur des droits de douane applicable à certaines marchandises	Conseil central des douanes et accises (CBIC) relevant du Ministère indien des finances, Notification n° 72/2022-CUSTOMS. Adresse consultée: https://www.cbic.gov.in/resources//htdocs-cbec/customs/cs-act/notifications/nofns-2022/cs-nt2022/csnt72-2022.pdf
08/09/2022: Taxe à l'exportation de riz	Ministère indien des finances, notification n° 49/2022 – Customs, 8 septembre 2022. Adresse consultée: https://taxinformation.cbic.gov.in/view-pdf/1009497/ENG/Notifications
09/09/2022: Introduction d'une interdiction d'exporter des brisures de riz	Ministère du commerce et de l'industrie, Département du commerce, Direction générale du commerce extérieur, Notification n° 31/2015-2020 (8 septembre 2022). Adresse consultée: https://content.dgft.gov.in/Website/dgftprod/e51d35f2-910e-48ac-9e5e-32cbac228402/Noti%2031.pdf
03/10/2022: Augmentation de 10% à 12,5% des droits de douane sur les importations de platine	Ministère indien des finances, Notification n° 52/2022 – Customs, 3 octobre 2022. Adresse consultée: https://taxinformation.cbic.gov.in/view-pdf/1009526/ENG/Notifications

Mesure	Source
10/10/2022: Augmentation de la valeur des droits applicable à l'importation de certains produits	Gouvernement de l'Inde, Conseil central des douanes et accises, Notification n° 88/2022-CUSTOMS. Adresse consultée: https://taxinformation.cbic.gov.in/view-pdf/1009529/ENG/Notifications
Kazakhstan	
22/01/2022: Interdiction temporaire d'exporter des pommes de terre et des carottes	Document de l'OMC G/AG/N/KAZ/16, 27 avril 2022
22/01/2022: Interdiction temporaire d'exporter du bétail et des petits ruminants vivants	Document de l'OMC G/AG/N/KAZ/18, 27 avril 2022
22/02/2022: Interdiction temporaire d'exporter des pommes de terre	Document de l'OMC G/AG/N/KAZ/17, 27 avril 2022
19/04/2022: Restriction quantitative temporaire des exportations de froment (blé) et de méteil, et de farine de froment (blé) ou de méteil	Document de l'OMC G/AG/N/KAZ/19, 27 avril 2022, et World-Grain, 20 septembre 2022. Adresse consultée: https://www.world-grain.com/articles/17491-kazakhstan-suspends-wheat-flour-export-quotas
13/09/2022: Levée des restrictions à l'exportation de grains et de farine	
Macédoine du Nord	
09/03/2022: Interdiction d'exporter de l'huile de tournesol	Délégation permanente de la Macédoine du Nord auprès de l'OMC (5 octobre 2022) et Journal officiel de la Macédoine du Nord n° 112/2022
11/05/2022: Expiration de la mesure le 11 mai 2022	
18/03/2022: Interdiction d'exporter du froment (blé), de l'orge, du maïs, de la farine, des graines de tournesol	Délégation permanente de la Macédoine du Nord auprès de l'OMC (5 octobre 2022) et Journal officiel de la Macédoine du Nord n° 67/2022 et 93/2022
15/05/2022: Expiration de la mesure le 15 mai 2022	
Malaisie	
01/06/2022: Introduction d'interdictions d'exporter de la volaille, devant prendre fin le 30 novembre 2022	Document de l'OMC G/AG/N/MYS/52 du 27 juin 2022 et G/AG/N/MYS/52/Add.1 du 21 juillet 2021
07/07/2022: Levée partielle le 15 juin 2022 de l'interdiction d'exporter des volailles vivantes. L'exportation de poulets à rôti d'élevage commercial reste interdite (SH 010594.99)	
Mali	
06/12/2021: Suspension des exportations de graines de coton, tourteaux de graines de coton, millet, sorgho et riz produit dans le pays	Délégation permanente du Mali auprès de l'OMC (27 avril 2022) et Arrêté interministériel n° 5126/MEF-MIC-SG (6 décembre 2021)
Maurice	
31/05/2022: Prescriptions concernant les permis d'importation des dispositifs de retenue pour enfants	Règlement de 2022 sur la protection des consommateurs (Contrôle des importations (Amendement) - G.N. n° 57 de 2022 et délégation permanente de Maurice auprès de l'OMC (22 septembre 2022)
Mexique	
23/11/2021: Augmentation temporaire des droits d'importation pour divers produits en fer et en acier (chapitres 72 et 73) qui passent à 15% (des diminutions progressives sont prévues entre juin 2022 et octobre 2024)	Diario Oficial de la Federación, 22 novembre 2021. Adresse consultée: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5635991&fecha=22/11/2021
Moldova, République de	
01/03/2022: Interdiction temporaire d'exporter certains produits tels que le froment (blé), le sucre, le maïs (à l'exception du maïs de semence, ligne tarifaire 1005.10), en raison de la déclaration de l'état d'urgence;	Documents de l'OMC G/MA/QR/N/MDA/2/Add.2, 2 mars 2022; et G/MA/QR/N/MDA/2/Add.3, 29 juillet 2022
24/06/2022: Expiration de la mesure le 24 juin 2022	
Myanmar	
09/11/2021: Imposition de licences d'importation pour certaines marchandises (mesure actualisée le 25 janvier 2022, le 1 ^{er} mars 2022, le 9 mars 2022 et le 29 mars 2022)	Délégation permanente du Myanmar auprès de l'OMC (20 mai 2022). Bulletins du Ministère du commerce n° 18/2021 (9 novembre 2021), 1/2022 (25 janvier 2022), 2/2022 (1 ^{er} mars 2022), 3/2022 (9 mars 2022), 5/2022 (29 mars 2022)

Mesure	Source
Pakistan	
27/01/2022: Introduction, le 27 janvier 2022, d'une hausse des droits de douane pour les importations en provenance d'Afghanistan de carbonate de disodium (jusqu'au 30 juin 2022), de 0 à 20%, de fils de filaments synthétiques de 0 à 10%, de fibres synthétiques discontinues de polypropylène de 0 à 10%, de véhicules électriques sous forme entièrement construite avec un bloc de batteries de plus de 50 kWh, à l'exception des bus commerciaux et des camions (jusqu'au 30 juin 2022) de 0 à 10%, de certains types de de véhicules (jusqu'au 30 juin 2022) de 15 à 50%	Ministère des finances et du revenu du Pakistan, 27 janvier 2022. Adresse consultée: https://download1.fbr.gov.pk/SROs/2022128151121578SRO157-2022.pdf et délégation permanente du Pakistan auprès de l'OMC (26 octobre 2022)
19/05/2022: Introduction d'une interdiction d'exporter des produits de luxe	SRO 598(I)/2022, 19 mai 2022. Adresse consultée: https://www.commerce.gov.pk/wp-content/uploads/2022/05/SRO-Ban-on-Import-of-Luxury-and-N_essential-Items.pdf . SRO 1562(I)/2022, 19 août 2022. Adresse consultée: https://www.commerce.gov.pk/wp-content/uploads/2022/08/SRO-1562-dt-19082022.pdf et délégation permanente du Pakistan auprès de l'OMC (26 octobre 2022)
05/07/2022: Imposition d'une autorisation préalable pour l'importation de machines	Banque d'État du Pakistan, Département de la politique de change, Circulaire n° 11 de 2022, 5 juillet 2022. Adresse consultée: https://www.sbp.org.pk/epd/2022/FECL11.htm et délégation permanente du Pakistan auprès de l'OMC (26 octobre 2022)
République kirghize	
11/12/2021: Interdiction temporaire d'exporter du bois et des ouvrages en bois (à l'exception des membres de l'UEE)	Document de l'OMC G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.11 du 10 décembre 2021
13/01/2022: Interdiction temporaire d'exporter du calcaire coquillier brut ou dégrossi, scié ou autrement débité en blocs ou en plaques de forme carrée ou rectangulaire (à l'exception des membres de l'UEE)	Document de l'OMC G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.12 du 12 janvier 2022
15/01/2022: Interdiction temporaire d'exporter des déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier (ferrailles); déchets lingotés en fer ou en acier (à l'exception des scories) (à l'exception des membres de l'UEE)	Document de l'OMC G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.13 du 18 janvier 2022
26/02/2022: Interdiction temporaire d'exporter des engrais minéraux (à l'exception des membres de l'UEE); 28/08/2022: Expiration de la mesure	Décret du gouvernement de la République kirghize n° 83 du 18 février 2022 et document de l'OMC G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.15 du 2 mars 2022 Délégation permanente de la République kirghize auprès de l'OMC (13 octobre 2022)
19/03/2022: Interdiction temporaire d'exporter certains types de produits agricoles depuis la République kirghize en dehors du territoire douanier de l'Union économique eurasiatique, à l'exception du transit et de l'aide humanitaire fournie par la République kirghize; 19/09/2022: Expiration de la mesure	Document de l'OMC G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.16, 25 mars 2022, et délégation permanente de la République kirghize auprès de l'OMC (13 octobre 2022)
14/08/2022: Interdiction temporaire d'exporter du papier ou carton à recycler en dehors du territoire de l'Union économique eurasiatique	Décret du gouvernement de la République kirghize n° 426 du 1 ^{er} août 2022 et document de l'OMC G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.17 du 19 août 2022
14/08/2022: Interdiction temporaire d'exporter du bois et des ouvrages en bois en dehors du territoire de l'Union économique eurasiatique	Décret du gouvernement de la République kirghize n° 428 du 1 ^{er} août 2022 et document de l'OMC G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.17 du 19 août 2022
14/08/2022: Interdiction temporaire d'exporter des marbres et travertins en dehors du territoire de l'Union économique eurasiatique	Décret du gouvernement de la République kirghize n° 430 du 1 ^{er} août 2022 et document de l'OMC G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.17 du 19 août 2022
14/08/2022: Interdiction temporaire d'exporter des déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier (ferrailles); déchets lingotés en fer ou en acier en dehors du territoire de l'Union économique eurasiatique	Décret du gouvernement de la République kirghize n° 427 du 1 ^{er} août 2022 et document de l'OMC G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.17 du 19 août 2022

Mesure	Source
19/08/2022: Interdiction temporaire d'exporter certains catalyseurs usagés et certains types de débris de métaux précieux en dehors du territoire douanier de l'Union économique eurasiatique	Décret du gouvernement de la République kirghize n° 431 du 1 ^{er} août 2022 et document de l'OMC G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.17 du 19 août 2022
Sénégal	
07/01/2022: Interdiction d'importer des véhicules automobiles dépassant un certain âge	Délégation permanente du Sénégal auprès de l'OMC (19 mai 2022) et Décret n° 2001-72 du 26/01/2001
Serbie	
10/03/2022: Interdiction temporaire d'exporter les produits agricoles alimentaires de base comme le froment (blé) en grain et en farine, le maïs et les gruaux et l'huile de tournesol	Journal officiel n° 32 du 10 mars 2022; n° 35 du 17 mars 2022; et n° 48 du 15 avril 2022. Délégation permanente de la Serbie auprès de l'OMC (20 mai 2022)
22/04/2022: Introduction de restrictions quantitatives à l'exportation de certains produits agricoles pour lesquels les quantités ont été définies sur une base mensuelle; 22/07/2022: Les restrictions à l'exportation de froment (blé) et de maïs sont levée temporairement jusqu'à la fin de l'été, moment où la situation sera réévaluée compte tenu de la récolte effectuée	Délégation permanente de la Serbie auprès de l'OMC (20 mai 2022) et Journal officiel n° 49, 21 avril 2022; n° 52, 30 avril 2022; et n° 57, 12 mai 2022
22/04/2022: Restrictions quantitatives à l'exportation de farine de froment (blé), introduites le 22 avril 2022, pour lesquelles les quantités ont été définies sur une base mensuelle (contingent mensuel de 23 000 t). La mesure a été levée le 15 mai 2022	Délégation permanente de la Serbie auprès de l'OMC (20 mai 2022).
26/05/2022: Interdiction temporaire d'exporter certaines sortes de bois d'une importance capitale pour le République de Serbie	Journal officiel n° 61/2022 et Délégation permanente de la Serbie auprès de l'OMC (13 octobre 2022).
30/06/2022: Interdiction temporaire d'exporter du diesel EURO	Journal officiel n° 73/22 et Délégation permanente de la Serbie auprès de l'OMC (13 octobre 2022).
06/08/2022: Restriction temporaire de l'exportation de certaines sortes de bois d'une importance capitale pour le République de Serbie	Journal officiel n° 87/2022 et Délégation permanente de la Serbie auprès de l'OMC (13 octobre 2022).
06/08/2022: Interdiction temporaire d'exporter du bois de chauffage et des granulés (mesure expirant le 31 octobre 2022)	Journal officiel n° 87/22 et Délégation permanente de la Serbie auprès de l'OMC (13 octobre 2022).
06/09/2022: Interdiction temporaire d'exporter du lait cru et certains produits laitiers (mesure expirant le 31 octobre 2022)	Journal officiel n° 101/2022 et Délégation permanente de la Serbie auprès de l'OMC (13 octobre 2022).
Sri Lanka	
10/03/2022: Introduction de prescriptions en matière de licences d'importation pour plusieurs produits. Des prescriptions en matière de licences d'importation étaient applicables pour les marchandises dont le connaissance/connaissance aérien était daté du 10 mars 2022 ou d'une date ultérieure	Règlement n° 5 de 2022 sur les importations et les exportations (contrôle) publié au Journal officiel extraordinaire n° 2270/18, du 9 mars 2022 et au Journal officiel n° 2282/21, du 31 mai 2022, et délégation permanente de Sri Lanka auprès de l'OMC (19 octobre 2022)
19/05/2022: Imposition d'une taxe parafiscale sur les importations de plusieurs marchandises	Journal officiel extraordinaire n° 2280/32 du 18 mai 2022 et délégation permanente de Sri Lanka auprès de l'OMC (19 octobre 2022)
01/06/2022: Majoration temporaire des droits de douane à l'importation de plusieurs marchandises (pour une période de 6 mois)	Journal officiel extraordinaire n° 2282/25 du 31 mai 2022 et délégation permanente de Sri Lanka auprès de l'OMC (19 octobre 2022)
Taipei chinois	
01/03/2022: Interdiction d'importer des "Pit Bull Terrier: Pit Bull Terrier américain et Staffordshire Terrier Américain", et ajout de ces animaux à la Liste des produits soumis à des restrictions à l'importation	Délégation permanente du Taipei chinois auprès de l'OMC (23 septembre 2022) et Bureau du Commerce extérieur, document n° 11004603301
01/04/2022: Interdiction temporaire d'importer d'"autres ormeaux, vivants, frais ou réfrigérés, autres que les haliotis diversicolor" en provenance de la République populaire de Chine (expiration le 31 mai 2022)	Délégation permanente du Taipei chinois auprès de l'OMC (23 septembre 2022) et Ministère des affaires économiques, document n° 11102606940

Mesure	Source
Thaïlande	
06/01/2022: Interdiction d'exporter des animaux vivants de l'espèce porcine afin prévenir une grave pénurie sur le marché intérieur due à la réduction très importante de la production d'animaux vivants de l'espèce porcine en Thaïlande (6 janvier 2022-5 avril 2022)	Délégation permanente de la Thaïlande auprès de l'OMC (28 avril 2022), notification n° 1 du Comité central du contrôle des prix des produits et des services, B.E. 2565 (2022) et document de l'OMC G/MA/QR/N/THA/2/Add.5, 11 janvier 2022
Türkiye	
07/12/2021: Introduction, le 7 décembre 2021, de contingents d'exportation de 100 000 kg sur les anguilles (anguilla) et de 1 500 kg sur les sangsues médicinales (Hirundo verbana)	Ministère turc de l'agriculture et des forêts, 7 décembre 2021. Adresse consultée: https://www.tarimorman.gov.tr/BSGM/Duyuru/148/Yilan-Baligi-Ve-Tibbi-Suluk-Icin-2022-Yili-Ihracat-Kotalari-Belirlenmistir
30/12/2021: Prescriptions en matière de licences d'exportation pour le sucre (30 décembre 2021) et pour certains ouvrages de bois (11 mars 2022)	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (1 ^{er} juillet 2022), Journal officiel de la Türkiye, n° 31705, Communiqué relatif aux exportations n° 2021/12, 30 décembre 2021; et Journal officiel de la Türkiye n° 31775, Communiqué relatif aux exportations n° 2022/3, 11 mars 2022. Adresses consultées: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2021/12/20211230-31.htm et https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2022/03/20220311-11.htm
01/01/2022: Introduction d'un contingent d'importation en franchise de droits pour les tissus Pertex et tissus de doublure traités destinés à être utilisés comme intrants dans des processus de production. Augmentation simultanée des droits pour les mêmes produits destinés à être utilisés autrement que comme intrants dans des processus de production	Journal officiel de la Türkiye n° 31706, 31 décembre. 2021 Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2021/12/20211231M5-2.pdf
27/01/2022: Publication du Communiqué n° 2022/1 autorisant le Ministère de l'agriculture et des forêts à ajuster les exportations de certains produits agricoles pour satisfaire les besoins nationaux en matière de sécurité alimentaire	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (20 octobre 2022) et Journal officiel de la Türkiye n° 31732, Communiqué n° 2022/1 sur l'exportation de certains produits agricoles
04/03/2022: Introduction, le 4 mars 2022, du Communiqué relatif aux exportations n° 2022/2 donnant lieu à l'élargissement de la liste des produits concernés par le Communiqué relatif aux exportations n° 2022/1 et à l'introduction de restrictions à l'exportation de produits agricoles supplémentaires (y compris, mais pas seulement), la viande, le froment (blé), l'huile de maïs, l'huile de colza, les olives et l'huile d'olive, les graines de tournesol, les huiles de carthame et de coton et leurs fractions, la margarine	Journal officiel de la Türkiye n° 31768, Communiqué relatif aux exportations n° 2022/2, 4 mars 2022
07/07/2022: Expiration le 7 juillet 2022 des restrictions à l'exportation d'huile d'olive. Maintien des restrictions à l'exportation des haricots et des lentilles rouges	
29/08/2022: Expiration le 29 août 2022 des restrictions à l'exportation d'huile de soja, d'huile de colza, d'huile de maïs et de margarine. Maintien des restrictions à l'exportation d'huile de tournesol et de ses fractions. Expiration des restrictions à l'exportation de viande ovine et caprine. Maintien des restrictions à l'exportation de viande bovine	
19/04/2022: Introduction du kaolin et des autres argiles kaoliniques dans la liste des marchandises assujetties à l'enregistrement pour l'exportation	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (1 ^{er} juillet 2022) et Journal officiel de la Türkiye n° 31814, Communiqué n° 20225 (19 avril 2022).
21/04/2022: Introduction du Communiqué n° 2022/4 donnant lieu à l'élargissement de la liste des produits concernés par le Communiqué n° 2022/1 et introduisant des restrictions à l'exportation du lait et de la crème de lait	Journal officiel de la Türkiye n° 31816, Communiqué relatif aux exportations n° 2022/4, 21 avril 2022
20/06/2022: Restrictions quantitatives pour le beurre (en vigueur du 20 juin au 30 septembre 2022)	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (20 octobre 2022) et Circulaire des douanes de la Türkiye n° 22520 du 20 juin 2022. Adresse consultée: https://ugm.com.tr/gumruk-sirkulerleri?s=9846 le 3 août 2022

Mesure	Source
01/07/2022: Augmentation des droits d'importation sur plusieurs produits industriels	Journal officiel de la Türkiye, Décret présidentiel n° 5747. Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2022/06/20220625-3.pdf
10/07/2022: Augmentation des droits d'importation sur l'alcool éthylique en vrac et sur l'alcool éthylique dans les prélèvements immédiats	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (23 septembre 2022) et Journal officiel de la Türkiye n° 31877, 25 juin 2022
12/08/2022: Mise en œuvre de droits de douane supplémentaires pour les voitures électriques	Délégation permanente de la Türkiye auprès de l'OMC (23 septembre 2022) et Journal officiel de la Türkiye n° 31906, 28 juillet 2022
07/09/2022: Introduction de prescriptions en matière de licences pour l'exportation de purée de tomates	Communiqué relatif aux exportations n° 2022/7, 7 septembre 2022. Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2022/09/20220907-4.htm
Ukraine	
06/03/2022: Introduction le 6 mars 2022 de prescriptions en matière de licences non automatiques pour l'exportation de certains produits agricoles 25/03/2022: Expiration de la mesure pour le maïs et l'huile de tournesol 08/07/2022: Suppression des licences pour l'exportation de froment (blé) et de méteil	Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 mai 2022). Documents de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/5/Add.2, 25 mars 2022; G/MA/QR/N/UKR/5/Add.4, 28 avril 2022; et G/MA/QR/N/UKR/5/Add.7, 15 juillet 2022
06/03/2022: Introduction, le 6 mars, de restrictions à l'exportation pour certains produits agricoles (y compris le seigle, l'avoine, le millet, le sucre, la viande et le bétail) 10/05/2022: Expiration de la mesure comme communiqué par la délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC, 19 mai 2022	Document de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/5/Add.2, 25 mars 2022; délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 mai 2022)
12/03/2022: Interdiction d'exporter des engrais minéraux et chimiques 28/07/2022: L'interdiction d'exporter est levée	Documents de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/5/Add.3, 5 avril 2022; et G/MA/QR/N/UKR/5/Add.8, 17 août 2022. Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (19 mai 2022)
14/06/2022: Interdiction d'exporter du fioul, du charbon, de l'antracite, du gaz naturel	Document de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/6, 30 septembre 2022, et Résolution n° 666, 10 juin 2022. Délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (17 octobre 2022)
28/07/2022: Imposition de prescriptions en matière de licences automatiques pour certaines marchandises (y compris les engrais et l'avoine)	Résolution n° 832 du 26 juillet 2022 et délégation permanente de l'Ukraine auprès de l'OMC (17 octobre 2022)
28/07/2022: Restriction à l'exportation de certains produits agricoles et autres produits (sarrasin et sel)	Résolution n° 832 du 26 juillet 2022 et document de l'OMC G/MA/QR/N/UKR/6 du 30 septembre 2022
Union européenne	
08/09/2022: Augmentation des droits d'importation sur certains riz décortiqués	Règlement d'exécution (UE) 2022/1481 de la Commission, 7 septembre 2022. Adresse consultée: https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32022R1481
Union européenne (Hongrie)	
06/03/2022: Les exportations de froment (blé), de seigle, d'orge, d'avoine, de maïs, de fèves de soja et de graines de tournesol sont subordonnées à la présentation d'une demande à l'autorité hongroise compétente, qui peut décider d'exercer ou non le droit de préemption au prix du marché (mesure prorogée jusqu'au 15 novembre 2022)	Documents de l'OMC G/AG/N/EU/77, 13 avril 2022, et document de l'OMC G/AG/N/EU/77/Rev.2, 23 septembre 2022

Informations enregistrées mais non confirmées

Mesure	Source
Afghanistan	
01/05/2022: Interdiction d'exporter du froment (blé)	Ariana News, 23 mai 2022. Adresse consultée: https://www.ariananews.af/iea-bans-wheat-exports-due-to-a-shortage-for-domestic-needs/#:~:text=The%20Islamic%20Emirate%20of%20Afghanistan,totals%20only%20four%20million%20tons
Algérie	
01/03/2022: Interdiction d'exporter tous les produits de consommation que l'Algérie importe tels que le sucre, les pâtes, l'huile, la semoule et tous les dérivés du blé	Africanews, 14 mars 2022. Adresse consultée: https://www.africanews.com/2022/03/14/algeria-bans-export-of-food/
Arabie saoudite, Royaume d'	
28/10/2021: Imposition d'une interdiction visant toutes les importations en provenance du Liban (chapitres 01 à 97)	Arabian Business, 31 octobre 2021. Adresse consultée: https://www.arabianbusiness.com/politics-economics/470418-economic-collapse-forecast-if-gcc-were-to-ban-lebanese-imports ; et Al Jazeera, 29 octobre 2021. Adresse consultée: https://www.aljazeera.com/economy/2021/10/29/saudi-arabia-bans-imports-from-lebanon-expels-ambassador
Argentine	
04/10/2022: Plusieurs produits de luxe de la liste des marchandises assujetties à la délivrance d'une licence automatique ont été placés sur la liste des marchandises assujetties à la délivrance d'une licence non automatique	Ministerio de Economía Secretaría de Comercio, Resolución n° 26/2022. Adresse consultée: https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/273112/20221004 le 10 octobre 2022
Azerbaïdjan	
01/03/2022: Restrictions temporaires à l'exportation de farine, céréales, froment (blé), oléagineux et certains autres produits alimentaires	Azernews, 19 mars 2022. Adresse consultée: https://www.azernews.az/nation/190963.html
Bangladesh	
23/03/2022: En vertu de l'Ordonnance sur la politique d'exportation 2021-2024, introduction d'une interdiction d'exporter plusieurs produits tels que le naphte, le mazout, les huiles lubrifiantes, le bitume, le condensat, le White Spirit et l'essence pour moteurs, les armes à feu, munitions et matériels connexes; les matières radioactives; les reliques archéologiques; les squelettes humains, le plasma sanguin ou tout objet produit à partir d'êtres humains ou de sang humain; les légumineuses de toutes sortes (sauf transformées); toutes crevettes sauf réfrigérées, congelées et transformées; les oignons; l'ail et le gingembre	Portail national du Bangladesh, 23 mars 2022. Adresse consultée: http://www.epb.gov.bd/sites/default/files/files/epb.portal.gov.bd/files/52edff8c_b3b9_49c6_a94a_1c35f11557a0/2022-03-31-04-04-71951d5a37613723b44818e697ab8d5a.pdf
01/07/2022: Interdiction d'exporter du riz parfumé	The Daily Star, 2 juillet 2022. Adresse consultée: https://www.thedailystar.net/business/news/bangladesh-bans-aromatic-rice-export-3061856
28/08/2022: Réduction temporaire des droits d'importation sur le gazole	Avis du Ministère des finances SRO n° 286-Act/2022/136/Customs, 28 août 2022. Adresse consultée: http://www.dpp.gov.bd/upload_file/gazettes/45856_90969.pdf
Bélarus	
01/12/2021: Augmentation, le 1 ^{er} décembre 2021, des droits d'exportation pour le pétrole et les produits pétroliers exportés en dehors de l'Union économique eurasiatique (UEE)	Belta News, 29 décembre 2021. Adresse consultée: https://eng.belta.by/economics/view/belarus-to-reduce-export-duties-on-oil-oil-products-146621-2021/
01/02/2022: Augmentation, le 1 ^{er} février 2022, des droits d'exportation pour le pétrole et les produits pétroliers exportés en dehors de l'Union économique eurasiatique (UEE)	Comité exécutif régional de Vetka, 2 février 2022. Adresse consultée: http://vetka.gomel-region.by/en/republic-en/view/belarus-raises-export-duties-on-oil-oil-products-17100/

Mesure	Source
01/03/2022: Interdiction d'exporter certains produits à base de céréales utilisés comme aliments pour les animaux (à l'exception des membres de l'UEE)	Adresse consultée: http://hoyniki.gov.by/en/republic/view/belarus-bans-export-of-feed-grain-some-industrial-goods-19587/
28/03/2022: Interdiction d'exporter du riz, des céréales et de la farine complète de seigle ou d'orge, des céréales transformées, des pâtes (à l'exception des membres de l'UEE)	Résolution du Conseil des ministres n° 187 sur l'introduction d'une interdiction temporaire d'exporter certains types de marchandises, 28 mars 2022. Adresse consultée: https://pravo.by/document/?guid=12551&p0=C22200187&p1=1&p5=0
06/07/2022: Interdiction d'exporter de la farine de blé tendre et d'épeautre, du sarrasin grossier, du sarrasin décortiqué, des préparations alimentaires à base de sarrasin (à l'exception des membres de l'UEE)	Portail juridique national du Bélarus. Adresse consultée: https://pravo.by/document/?guid=12551&p0=C22200446&p1=1&p5=0
19/07/2022: Prescriptions temporaires en matière de licences d'exportation pour les fibres de lin (à l'exception des membres de l'UEE)	Décret n° 470 (19 juillet 2022). Adresse consultée: https://cis-legislation.com/document.fwx?rgn=142368
15/08/2022: Introduction de prescriptions temporaires en matière de licences d'exportation pour le sucre blanc (à l'exception des membres de l'UEE)	Décret n° 528 (15 août 2022). Adresse consultée: https://cis-legislation.com/document.fwx?rgn=142680
22/09/2022: Interdiction temporaire d'exporter certains produits industriels (à l'exception des membres de l'UEE)	Décret n° 630 (20 septembre 2022). Adresse consultée: https://pravo.by/document/?guid=12551&p0=C22200630&p1=1&p5=0
23/09/2022: Interdiction d'exporter un certain nombre de céréales, grains, ainsi que les graines de colza et de tournesol depuis le Bélarus	Résolution du Conseil des ministres n° 636 sur l'introduction d'une interdiction temporaire d'exporter certains types de marchandises, 23 septembre 2022. Adresse consultée: https://pravo.by/document/?guid=12551&p0=C22200636&p1=1&p5=0
Bhoutan	
01/08/2022: Interdiction d'importer des véhicules non essentiels	Kuensel Online, 19 août 2022. Adresse consultée: https://kuenselonline.com/govt-suspends-import-of-select-vehicles/
Burkina Faso	
24/02/2022: Interdiction d'exporter des farines de maïs, de millet et de sorgho [Veuillez communiquer une autre source officielle]	FAO, 29 mars 2022. Adresse consultée: https://www.fao.org/qjews/food-prices/food-policies/detail/en/c/1492066/
Chine	
01/02/2022: Restrictions et interdictions à l'importation visant certains produits australiens	Financial Review, 17 janvier 2022. Adresse consultée: https://www.afr.com/policy/economy/china-trade-ban-defied-by-exporters-20220113-p59nzu
01/02/2022: Interdiction d'importer du bœuf, des produits laitiers et de l'alcool en provenance de Lituanie	South China Morning Post, 10 février 2022. Adresse consultée: https://www.scmp.com/economy/china-economy/article/3166507/chinas-lithuanian-beef-import-ban-labelled-unilateral
28/02/2022: Interdiction d'importer des rondins de bois en provenance de Lituanie	Global Times, 28 février 2022. Adresse consultée: https://www.globaltimes.cn/page/202202/1253493.shtml
15/07/2022; Introduction pour le deuxième semestre de l'année de contingents pour l'exportation de phosphate	Reuters, 15 juillet 2022. Adresse consultée: https://www.reuters.com/article/china-fertilizers-quotas-idUSKBN2OQ0KY le 1 ^{er} août 2022
03/08/2022: Introduction, le 3 août 2022, d'une interdiction d'exporter du sable naturel vers le Taipei chinois	Financial Times, 3 août 2022. Adresse consultée: https://www.ft.com/content/ff15198f-cdc2-48fa-bed5-4a59bebbf01a le 5 août 2022
03/08/2022: Introduction d'une interdiction d'importer pour 2 000 produits alimentaires en provenance du Taipei chinois	Financial Times, 3 août 2022. Adresse consultée: https://www.ft.com/content/ff15198f-cdc2-48fa-bed5-4a59bebbf01a le 5 août 2022

Mesure	Source
Égypte	
12/03/2022: Interdiction d'exporter du froment (blé), de la farine, du maïs, des lentilles, des pâtes, des fèves et tous les types d'huile végétale initialement imposée le 12 mars 2022 pour 3 mois 08/06/2022: La mesure a été prorogée pour 3 mois supplémentaires 07/09/2022: Expiration de la mesure	Reuters, 12 mars 2022. Adresse consultée: https://www.reuters.com/article/egypt-commodities-exports-idUSC6N2S302J . Reuters, 8 juin 2022. Adresse consultée: https://www.reuters.com/article/egypt-commodities-exports-idUKC6N2W601R . Nasdaq, 14 septembre 2022. Adresse consultée: https://www.nasdaq.com/articles/egypt-lifts-export-ban-on-food-staples-document
Ghana	
01/04/2022: Restrictions à l'exportation de maïs et de fèves de soja	Graphic Online. "Government restricts maize, soya beans exports: Policy to ensure food security", 11 avril 2022. Adresse consultée: https://www.graphic.com.gh/news/general-news/govt-restricts-maize-soya-beans-exports-policy-to-ensure-food-security.html
Inde	
01/07/2022: Restrictions à l'exportation de farine de froment (blé) et de ses dérivés	The Indian Express, 7 juillet 2022. Adresse consultée: https://indianexpress.com/article/india/india-puts-curbs-on-wheat-flour-exports-8015499/
Indonésie	
01/01/2022: Introduction d'une interdiction temporaire d'exporter du charbon (en vigueur du 1 ^{er} au 31 janvier 2022)	Ministère de l'énergie et des ressources minérales, communiqué de presse n° 1.Pers/04/SJI/2022 (1 ^{er} janvier 2022). Adresse consultée: https://www.esdm.go.id/id/media-center/arsip-berita/hindari-pemadaman-10-juta-pelang-gan-pln-pemerintah-larang-mentara-ekspor-batubara
24/01/2022: Introduction d'une prescription en matière de licences d'exportation visant l'huile de palme brute et l'huile de cuisson usagée	Ministère du commerce de la République d'Indonésie, Règlement n° 2/2022 (18 janvier 2022). Adresse consultée: https://peraturan.bcperak.net/sites/default/files/peraturan/2022/02-tahun-2022.pdf
10/03/2022: Renforcement des obligations relatives au marché intérieur concernant les exportateurs d'huile de palme brute, d'oléine raffinée, blanchie et désodorisée et d'autres mélanges, le taux passant de 20 à 30% de leur volume d'exportation	Décret du Ministre du commerce n° 170/2022 du 9 mars 2022
28/04/2022: Introduction d'une interdiction temporaire d'exporter de l'huile de palme (mesure supprimée le 23 mai 2022)	Ministère du commerce de la République d'Indonésie, Règlement n° 22/2022 (27 avril 2022). Adresse consultée: http://jdih.kemendag.go.id/peraturan/detail/2407/2%C2%A0 et Ministère du commerce, 23 mai 2022. Adresse consultée http://jdih.kemendag.go.id/peraturan/stream/2433/2
14/06/2022: Introduction, le 14 juillet 2022, d'une taxe temporaire à l'exportation d'huile de palme brute, d'huile de cuisson et de leurs matières premières	Ministère des finances de la République d'Indonésie, Règlement n° 102/PMK.010/2022
21/06/2022: Introduction d'une interdiction d'importer du riz basmati, malis et d'autres riz parfumé	Règlement n° 40/2022 du Ministère du commerce du 14 juin 2022
01/08/2022: Introduction d'un nouveau règlement (n° 46/2022) par le Ministère du commerce en vertu duquel les droits d'exportation applicables à l'huile de palme brute sont déterminés par les prix de référence de ce produit sur le marché, déterminés périodiquement par le Ministère indonésien du commerce	Règlement n° 46/2022 du Ministère du commerce. Adresse consultée: https://peraturan.bcperak.net/sites/default/files/peraturan/2022/46-tahun-2022.pdf
09/08/2022: Augmentation des droits d'exportation applicables à l'huile de palme brute du 8 au 15 août 2022; 15/08/2022: Nouvelle augmentation des droits d'exportation applicables à l'huile de palme brute du 16 août au 15 septembre 2022	Règlements n° 1157/2022 (8 août 2022) et 1165/2022 (15 août 2022) du Ministère indonésien du commerce

Mesure	Source
Kazakhstan	
14/05/2022: Interdiction temporaire d'exporter du sucre blanc	Ordonnance du Ministère de l'agriculture de la République du Kazakhstan n° 140 du 4 mai 2022. Adresse consultée: https://online.zakon.kz/Document/?doc_id=39777555&pos=1;-10#pos=1;-10
01/06/2022: Contingents d'exportation pour l'huile de tournesol	Kapital.kz, 18 juin 2022. Adresse consultée: https://kapital.kz/economic/106529/vvedeny-ogranicheniya-na-eksport-podsolnechnogo-masla.html
08/08/2022: Prolongation de l'interdiction d'exporter des petits et grands ruminants	Banque électronique de référence et de vérification des actes législatifs réglementaires de la République du Kazakhstan, 22 août 2022. Adresse consultée: http://zan.gov.kz/client/#!/
14/09/2022: Interdiction temporaire d'exporter du charbon, des briquettes, des granulés et des combustibles solides similaires découlant du charbon: charbon rocheux, même pulvérisé, mais pas aggloméré (pour une période de 6 mois)	Décret n° 514 du gouvernement du Kazakhstan du 14 septembre 2022. Adresse consultée: https://cis-legislation.com/document.fwx?rgn=143627
Kenya	
01/06/2022: Imposition de prélèvements à l'importation d'œufs de poules originaires d'Ouganda	Daily Monitor, 9 juin 2022. Adresse consultée: https://www.monitor.co.ug/uganda/business/commodities/kenya-slaps-new-levies-on-ugandan-eggs--3843008
Koweït, État du	
18/05/2022: Interdiction d'exporter de la viande de poulet congelée, des huiles végétales et de la viande	Kuwait times, 18 mai 2022. Adresse consultée: https://www.kuwaittimes.com/curbs-on-meats-oils-leaving-kuwait-wheat-supply-stable/
01/10/2022: Introduction d'une interdiction temporaire d'exporter des œufs frais (jusqu'au 21 mai 2023)	Arab Times, 18 septembre 2022. Adresse consultée: https://www.arabtimesonline.com/news/kuwait-bans-export-of-fresh-eggs-from-oct-1-to-may-21/ le 23 septembre 2022
Maroc	
01/03/2022: Introduction de restrictions à l'exportation de tomates	BNN Bloomberg, 15 mars 2022. Adresse consultée: https://www.bnnbloomberg.ca/morocco-to-reduce-tomato-exports-as-inflation-stokes-local-protests-1.1737951
Népal	
01/04/2022: Imposition d'une interdiction d'importer des motocycles et des dispositifs mobiles	The Kathmandu Post, 17 juillet 2022. Adresse consultée: https://kathmandupost.com/money/2022/07/17/nepal-continues-import-ban-on-10-goods-items-as-foreign-exchange-reserves-dwindle
12/04/2022: Introduction de restrictions à l'importation visant des produits non essentiels, en réponse à la chute des réserves en devises	BBC News, 12 avril 2022. Adresse consultée: https://www.bbc.com/news/business-61076089
Ouganda	
01/05/2022: Augmentation des taxes à l'exportation des céréales	Newsclick, 28 mai 2022. Adresse consultée: https://www.newsclick.in/ghana-uganda-ban-grain-food-exports
Pakistan	
01/05/2022: Interdiction d'exporter du sucre de canne ou de betterave, du saccharose chimiquement pur, à l'état solide et d'autres sucres de canne	SRO 544(1)/2022, 22 avril 2022. Adresse consultée: https://www.commerce.gov.pk/wp-content/uploads/2022/04/EPO-2022-SRO-544-2022-dt-22.4.22.pdf . Délégation permanente du Pakistan auprès de l'OMC (26 octobre 2022).
République libanaise	
01/03/2022: Interdiction d'exporter des fruits et légumes transformés, des produits de la minoterie, du sucre, du pain et des aliments pour les animaux	Reuters, 11 mars 2022. Adresse consultée: https://www.reuters.com/article/lebanon-economy-exports-idAFC6N2U8028

Mesure	Source
Tanzanie	
01/09/2022: Gel des permis d'exportation de maïs vers le Kenya	The East African, 7 septembre 2022. Adresse consultée: https://www.theeastafrican.co.ke/tea/business/tanzania-freezes-exports-permits-for-kenyan-traders-3939642
Tunisie	
01/04/2022: Interdiction d'exporter des fruits et des légumes	Libya Herald, 14 avril 2022. Adresse consultée: https://www.libyaherald.com/2022/04/tunisia-imposes-fruit-and-vegetables-export-ban-to-all-countries-including-its-largest-importer-libya/#:~:text=Tunisia%20banned%20the%20export%20of,incluing%20its%20largest%20importer%20Libya
Türkiye	
01/01/2022: Augmentation, le 1 ^{er} janvier 2022, des droits d'importation pour certains produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, passant de la franchise de droits à un droit de 15%	Journal officiel de la Türkiye n° 31706, 31 décembre 2021 Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2021/12/20211231M3-1.pdf
27/02/2022: Interdiction d'exporter de l'huile d'olive, des haricots et des lentilles rouges	Dunya, 27 février 2022. Adresse consultée: https://www.dunya.com/ekonomi/ukrayna-savasi-nedeniyle-uc-urune-ihracat-kisitlamasi-haberi-650190
01/03/2022: Interdiction d'exporter de l'huile de tournesol, de l'huile de soja, des graines de tournesol, de l'huile de coton, des graines de colza, de l'huile de moutarde, de l'huile de maïs et de la margarine	Ahval news, 6 avril 2022. Adresse consultée: https://ahvalnews.com/turkey-economy/turkey-bans-exports-sunflower-oil-after-denying-reports-shortages
18/06/2022: Augmentation, le 18 juin 2022, des seuils de prix pour les prescriptions en matière de licences pour certains verres (voir les Communiqués n° 2010/7 et 2020/1) donnant lieu à une augmentation des importations de marchandises soumises à des prescriptions en matière de licences	Journal officiel de la Türkiye n° 31870, 18 juin 2022. Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2022/06/20220618-12.htm le 3 août 2022
01/07/2022: Introduction, le 1 ^{er} juillet 2022, de prescriptions en matière de licences pour certaines valves importées à un prix trop bas	Journal officiel de la Türkiye n° 31868. Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2022/06/20220616-7.htm le 3 août 2022.
15/09/2022: Augmentation des droits de douane sur l'huile de tournesol à 10%	Journal officiel de la Türkiye n° 31954, Décision n° 6037 du Président, 15 septembre 2022. Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2022/09/20220915-12.pdf
15/10/2022: Prescriptions en matière de licences pour certaines matières plastiques si le prix importé est égal ou inférieur aux seuils de prix établis	Journal officiel de la Türkiye n° 31973, Avis concernant le Communiqué n° 2015/3, 4 octobre 2022. Adresse consultée: https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2022/10/20221004-6.htm le 4 octobre 2022
Ukraine	
01/03/2022: Interdiction d'exporter du gaz naturel	Ukrinform, 4 mars 2022. Adresse consultée: https://www.ukrinform.net/rubric-economy/3419471-ukraine-stops-exporting-natural-gas-at-midnight.html
Viet Nam	
01/05/2022: Taxe à l'exportation d'engrais minéraux	Viet Nam News, 6 mai 2022. Adresse consultée: https://vietnamnews.vn/economy/1188823/govt-asked-to-raise-export-taxes-to-reduce-domestic-fertiliser-prices.html

ANNEXE 4 – MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES SERVICES¹

(DE MI-OCTOBRE 2021 À MI-OCTOBRE 2022)

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
MESURES AFFECTANT DIVERS SECTEURS					
Algérie (observateur)					
La Loi de finances pour 2022, adoptée le 31 décembre, impose à toutes les entreprises étrangères non résidentes qui n'ont pas d'établissement professionnel permanent en Algérie, mais exercent des activités sur le territoire du pays, d'enregistrer auprès du centre des impôts compétent tout contrat conclu avec un débiteur algérien.	Mode 1	Tous les secteurs	Loi de finances pour 2022 Adresses consultées: https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2021/F2021100.pdf https://taxnews.ey.com/news/2022-0151-algerias-2022-finance-act-introduces-new-tax-measures	1 ^{er} janvier 2022	
Une nouvelle loi sur l'investissement a été adoptée, prévoyant un cadre réglementaire révisé visant à promouvoir et à faciliter l'investissement dans les secteurs prioritaires à forte valeur ajoutée, tels que le tourisme ou d'autres activités. Les principes de liberté d'investissement, de transparence et d'égalité dans le traitement des investissements sont inscrits dans la loi. La nouvelle loi introduit une plate-forme pour traiter les demandes déposées par les investisseurs. Elle prévoit également des incitations sous la forme d'exonérations concernant les taxes, les frais d'enregistrement foncier, les biens immobiliers, la participation au capital d'une société et la délocalisation d'activités depuis l'étranger.	Mode 3	Tous les secteurs	Loi n° 22-18 du 25 Dhou El Hidja 1443 correspondant au 24 juillet 2022 relative à l'investissement Adresses consultées: https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2022/F2022050.pdf https://algeriainvest.com/news/algeria-the-new-investment-law-published-in-the-official-journal	Publication au Journal officiel: 28 juillet 2022	

¹ Le fait qu'une mesure figure dans la présente annexe n'implique aucun jugement de la part du Secrétariat de l'OMC quant à la nature protectionniste ou non de cette mesure ou de son objet. En outre, aucun élément de l'annexe ne vaut jugement, direct ou indirect, quant à la compatibilité d'une mesure donnée avec les dispositions de tel ou tel Accord de l'OMC.

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Australie					
Le gouvernement a adopté une loi portant modification de la Loi de 2018 sur la sécurité des infrastructures essentielles (Loi SOCI). Celle-ci élargit la liste des infrastructures essentielles, englobant, entre autres, les télécommunications, la radiodiffusion, les systèmes de noms de domaine, le stockage ou le traitement des données, les services financiers, les services hospitaliers, les services d'éducation, les services de commerce de détail et les services de transport. Les investissements étrangers dans ces secteurs peuvent être considérés comme des actions en matière de sécurité nationale, et nécessitent par conséquent l'approbation préalable du Trésorier fédéral de l'Australie.	Mode 3	Divers secteurs	Loi de 2021 modifiant la législation sur la sécurité (infrastructures essentielles) Adresse consultée: https://www.legislation.gov.au/Details/C2021A00124	Entrée en vigueur: 3 décembre 2021	
Afin de soutenir l'amélioration de la gestion du cadre national de l'investissement étranger, le nouveau règlement précise certains aspects du Règlement de 2015 sur la taxation des acquisitions et prises de contrôle par des étrangers et simplifie le traitement des types d'investissements moins sensibles, comme pour les investisseurs étrangers qui prêtent de l'argent, investissent dans des entités foncières non cotées en bourse ou des entreprises de médias australiennes, achètent des actions ou des unités dans le cadre d'émissions de droits et d'autres offres au prorata, ou effectuent des transactions pour le compte d'investisseurs institutionnels dans le cadre d'un service de garde. La charge réglementaire est réduite grâce à des modifications qui affinent les règles de notification de ces types d'investissements étrangers, y compris en relevant les seuils et en prévoyant des exemptions plus larges à la vérification des investissements étrangers.	Mode 3	Divers secteurs	Règlement de 2022 modifiant la Loi sur la taxation des acquisitions et prises de contrôle par des étrangers Adresse consultée: https://www.legislation.gov.au/Details/F2022L00465/Download	Entrée en vigueur: 1 ^{er} avril 2022	
Belize					
Une nouvelle loi a été adoptée pour donner un effet juridique à tous les documents, registres et signatures électroniques; abroger la Loi sur les transactions électroniques, chapitre 229:03 des Lois fondamentales, édition révisée 2011; et pour traiter les questions qui y sont liées ou qui en découlent.	Modes 1 et 2	Services Internet et autres services de réseau	Loi n° 25 de 2021 sur les transactions électroniques Source: Mission permanente du Belize auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: octobre 2021	X
Une nouvelle loi a été adoptée pour réglementer la collecte, le stockage, l'utilisation et la dissémination de données personnelles; protéger la vie privée des individus pour ce qui est de leurs données personnelles; et pour traiter les questions qui y sont liées ou qui en découlent.	Modes 1 et 2	Services Internet et autres services de réseau	Loi n° 45 de 2021 sur la protection des données Source: Mission permanente du Belize auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: novembre 2021	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Cambodge					
Le gouvernement a adopté une nouvelle loi qui instaure, à partir du 1 ^{er} avril 2022, une TVA de 10% applicable aux ventes effectuées vers le Cambodge par toutes les entreprises non résidentes dans le cadre du commerce électronique entre entreprises et consommateurs finals. Pour ce qui est du commerce électronique entre entreprises, les acheteurs enregistrés au Cambodge doivent s'acquitter d'une TVA de 10% par l'intermédiaire d'un mécanisme d'autoliquidation, que le fournisseur non résident soit enregistré ou non aux fins de la TVA.	Mode 1	Services Internet et autres services de réseau	Décision (Prakas) n° 542 du MEF (du 8 septembre 2021) sur les règles et procédures régissant l'application de la TVA au commerce électronique Adresse consultée: https://research.hktdc.com/en/article/OTc50TQ0ND-Ez	Entrée en vigueur: 1 ^{er} avril 2022	
Chili					
Le 23 septembre 2021, le Décret suprême n° 6 de 2021 du Ministère de l'économie, du développement et du tourisme a été publié au Journal officiel, approuvant le Règlement sur le commerce électronique. L'objectif est d'améliorer la transparence et la qualité des renseignements fournis aux consommateurs sur les plates-formes de commerce électronique afin de favoriser des prises de décisions éclairées et de renforcer ainsi le droit des consommateurs au libre choix.	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	Décret suprême n° 6 de 2021 portant approbation du Règlement sur le commerce électronique Adresses consultées: https://www.bcn.cl/leychile/navegar?i=1165504 https://www.garrigues.com/en_GB/new/chile-e-commerce-regulations-published-promote-transparency-consumer-information	Entrée en vigueur: mars 2022	X
Chine					
Les Mesures administratives spéciales (liste négative) relatives à l'accès de l'investissement étranger aux zones franches expérimentales (édition 2021) ont abaissé le nombre d'éléments sur la liste à 27.	Mode 3	Divers secteurs	Ordonnance de la Commission nationale pour le développement et la réforme et du Ministère du commerce (n° 48 de 2021) Adresse consultée: https://www.garrigues.com/en_GB/new/china-issues-new-versions-negative-lists-foreign-investment	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	X
L'Administration du cyberspace de la Chine, en concertation avec 12 autres administrations publiques, a fait paraître le 4 janvier 2022 les nouvelles mesures d'examen de la cybersécurité, modifiant les mesures d'examen de la cybersécurité publiées le 10 juillet 2021. Ces nouvelles mesures soumettent à un examen de la cybersécurité les exploitants d'infrastructures d'informations essentielles qui acquièrent des produits et services de réseaux qui ont ou pourraient avoir une incidence sur la sécurité nationale, ainsi que les exploitants de plates-formes de réseaux exerçant des activités de traitement des données qui ont ou pourraient avoir une incidence sur la sécurité nationale ou qui détiennent les informations personnelles de plus de 1 million d'utilisateurs et prévoient de s'inscrire en bourse à l'étranger.	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	Nouvelles mesures d'examen de la cybersécurité Adresse consultée: https://www.china-briefing.com/news/a-close-reading-of-chinas-new-cybersecurity-review-measures-in-effect-february-15-2022	Entrée en vigueur: 15 février 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
<p>La Commission des affaires du cyberspace (CAC) a publié, le 7 juillet 2022, une nouvelle mesure définissant le cadre d'évaluation de la sécurité des transferts transfrontières de données. Celle-ci précise le champ d'application, les conditions, les procédures et les orientations en matière d'évaluation de la sécurité des exportations de données.</p> <p>Une entreprise procédant à des transferts transfrontières de renseignements personnels de personnes situées en Chine est tenue de remplir au moins une des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire réaliser une évaluation officielle de la sécurité par la CAC; - obtenir une certification en matière de protection des renseignements personnels auprès d'un organisme reconnu; - signer un contrat avec le destinataire des données, sous la forme prévue par la CAC. 	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	<p>Mesures sur l'évaluation de la sécurité du transfert transfrontières de données (Bureau de la Commission des affaires du cyberspace)</p> <p>Adresse consultée: https://www.lexology.com/library/detail.aspx?q=6b2b1281-dc28-4fe9-a028-9901816bfe9e</p>	Entrée en vigueur: 1 ^{er} septembre 2022	
Colombie					
Le gouvernement a publié un nouveau décret qui établit les conditions minimales des règles d'entreprise contraignantes, afin de certifier les bonnes pratiques en matière de protection des données personnelles et de transfert de données vers des pays tiers.	Modes 1 et 3	Services Internet et autres services de réseau	<p>Decreto 255 del 23 de febrero de 2022</p> <p>Adresse consultée: https://dapre.presidencia.gov.co/normativa/normativa/DECRETO%20255%20DEL%2023%20DE%20FEBRERO%20DE%202022.pdf</p>	Publication: 23 février 2022	X
Cuba					
<p>Une nouvelle loi sur la protection des données personnelles a été publiée au Journal officiel le 25 août 2022. Celle-ci a les objectifs suivants:</p> <p>a) établir les principes fondamentaux, les procédures et les définitions pour garantir aux personnes physiques le droit à la protection de leurs données personnelles contenues dans des registres, des fichiers, des archives, des bases de données ou d'autres moyens techniques de traitement des données, physiques ou numériques, de nature publique ou privée;</p> <p>b) garantir le respect de la vie privée des personnes et des familles, de leur propre image et voix, de leur honneur et de leur identité personnelle;</p> <p>c) réglementer l'utilisation et le traitement effectif des données à caractère personnel et des renseignements publics par les personnes ou les entités publiques et privées qui en sont chargées; et</p> <p>d) contribuer à promouvoir, favoriser et diffuser une culture de la protection des données personnelles dans la société.</p>	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	<p>Loi n° 149/2022 sur la protection des données personnelles</p> <p>Adresse consultée: https://www.gacetaoficial.gob.cu/es/gaceta-oficial-no-90-ordinaria-de-2022</p>	Entrée en vigueur: février 2023	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Émirats arabes unis					
Le gouvernement d'Abou Dhabi a lancé une plate-forme pour licences virtuelles qui permet aux investisseurs étrangers non-résidents d'obtenir une licence économique pour faire des affaires à Abou Dhabi, sans avoir à réaliser de procédure préalable en matière de résidence et depuis tout endroit hors des Émirats arabes unis, avec la possibilité d'exercer son activité depuis un autre pays. Ces licences peuvent être octroyées dans 13 secteurs stratégiques, y compris le commerce de gros et de détail, le transport, le stockage, les activités de services administratifs et d'appui, et les services liés à la santé. Les investisseurs étrangers peuvent déposer une demande de licence et détenir jusqu'à 100% d'une société à responsabilité limitée et d'une entreprise individuelle.	Modes 1 et 3	Divers secteurs	Adresse consultée: https://added.gov.ae/Media-Center/Business-News/ADDED-Launches-Abu-Dhabi-Abu-Dhabi-Virtual-Licence-for-Non-Resident-Foreign-Investors	Entrée en vigueur: 21 octobre 2021	
Le 20 septembre 2021, les Émirats arabes unis ont publié un décret-loi abrogeant la Loi fédérale n° 1 de 2006. La Loi accorde le même poids et le même traitement aux signatures électroniques et manuscrites, et dispose que les documents électroniques ne perdent aucune validité juridique ou force exécutoire en raison de leur forme électronique. Elle dispose que les opérations peuvent être partiellement ou intégralement conclues par des moyens automatisés et que les contrats qui en résultent sont valables, ont force exécutoire et produisent des effets juridiques, même en l'absence d'interaction personnelle ou directe entre personnes physiques dans le processus de conclusion du contrat. La Loi établit également que toute forme de signature ou cachet électronique peut être utilisée pour toutes les opérations, y compris les contrats passés avec des entités publiques.	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	Décret-loi fédéral n° 46 de 2021 sur les transactions électroniques et les services de confiance électronique ("Loi sur les transactions électroniques") Adresse consultée: https://insightplus.bakermckenzie.com/bm/technology-media-telecommunications_1/united-arab-emirates-update-to-electronic-transactions-law-to-align-with-national-digital-vision-and-strategy	Entrée en vigueur: 2 janvier 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
<p>Un nouveau Décret-loi sur la protection des données personnelles est entré en vigueur. Celui-ci:</p> <ul style="list-style-type: none"> - dispose que les données personnelles ne peuvent être traitées qu'avec le consentement de la personne concernée; - exige du responsable du traitement qu'il informe la personne concernée lorsque les informations seront partagées avec des tiers et qu'il informe des mesures de protection mises en place pour couvrir tout transfert transfrontières de données; et - prévoit la création d'un bureau de la protection des données chargé de réglementer et de contrôler l'application des dispositions de la loi. <p>La loi s'applique aux responsables du traitement et aux sous-traitants – tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays - qui traitent les données à caractère personnel de personnes situées dans le pays ou ayant un établissement sur le territoire.</p>	Modes 1 et 3	Services Internet et autres services de réseau	<p>Décret-loi fédéral n° 45 de 2021</p> <p>Adresse consultée: https://www.roedl.com/insights/uae-data-protection-law-labor-law</p>	Entrée en vigueur: 2 janvier 2022	
États-Unis					
<p>Le Comité des investissements étrangers (CFIUS) a publié de nouveaux règlements mettant à jour la liste de pays recensant les "États étrangers faisant exception". Le Canada et l'Australie ont été ajoutés à la liste et ne sont plus soumis à l'examen mené par le CFIUS concernant les investissements non majoritaires et certaines transactions immobilières. Ces pays sont également exemptés des procédures de dépôt obligatoires pour investir aux États-Unis. En outre, la Nouvelle-Zélande a été ajoutée sur la liste probatoire de pays, sur laquelle figure déjà le Royaume-Uni, et il a été décidé de prolonger la période probatoire jusqu'au 13 février 2023 pour déterminer si les 2 pays remplissaient les critères requis pour obtenir un statut permanent.</p>	Mode 3	Divers secteurs	<p>Département du Trésor – fiche d'information</p> <p>Adresse consultée: https://home.treasury.gov/system/files/206/Fact-Sheet-Final-Rule-Revising-EFS-Definitions-2.pdf</p>	Entrée en vigueur: 13 février 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Indonésie					
<p>Le Parlement a adopté le projet de loi sur la protection des données personnelles, qui vise à fournir un cadre juridique global pour la protection des données personnelles. La loi oblige les entités (publiques ou privées) qui traitent les données personnelles des résidents indonésiens à garantir la protection de ces données dans leurs systèmes.</p> <p>La nouvelle mesure réglementera toutes les formes de traitement des données, y compris les processus d'acquisition, de collecte, de stockage, de mise à jour et de correction. Elle s'appliquera aux entreprises locales ainsi qu'aux sociétés internationales qui traitent les données des consommateurs indonésiens. La mesure précise les documents de référence ou les circonstances dans lesquelles les données personnelles peuvent être transférées en dehors de l'Indonésie, comme l'approbation préalable du propriétaire des données personnelles et les accords bilatéraux.</p> <p>La loi prévoit des sanctions en cas de mauvaise gestion des données personnelles. Des amendes d'un montant pouvant aller jusqu'à 2% du chiffre d'affaires annuel de l'entité peuvent être imposées en cas de violation de la loi. En outre, les personnes qui enfreignent la loi sont passibles d'une confiscation de leurs biens ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de 5 ans.</p>	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	<p>Loi sur la protection des données personnelles</p> <p>Adresse consultée: https://iapp.org/news/a/indonesian-lawmakers-pass-data-protection-bill</p>	Adoption: 20 septembre 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Italie					
<p>Le Parlement a adopté un décret-loi qui a été converti après modifications en loi, introduisant 2 changements importants dans le régime de contrôle des investissements étrangers (conformément au décret-loi n° 56 du 11 mai 2012).</p> <p>Ces changements comprennent l'élargissement de l'examen des investissements étrangers par les pouvoirs publics, couvrant l'acquisition du contrôle de sociétés détenant des actifs stratégiques et les investissements entièrement nouveaux dans des sociétés exerçant des activités ou détenant des actifs considérés comme stratégiques aux fins de l'examen des investissements étrangers, si une ou plusieurs personnes ou entités non européennes détiennent au moins 10% du capital ou des droits de vote.</p> <p>La définition des personnes morales ou physiques de pays non membres de l'UE a été étendue et couvre désormais:</p> <ul style="list-style-type: none"> - toute personne physique d'un pays non membre de l'UE ou toute personne physique qui ne réside pas dans l'UE ou dans l'Espace économique européen (EEE), ou dont le lieu principal d'activité ne s'y situe pas; - toute personne morale dont le siège social, le siège de direction ou le lieu principal d'activité ne se situe pas dans l'UE ou l'EEE; - toute personne morale dont le siège social, le siège de direction ou le lieu principal d'activité ne se situe pas dans l'UE ou l'EEE, mais qui est contrôlée directement ou indirectement par des personnes morales ou physiques relevant des catégories susmentionnées; ou - toute personne morale ou physique ayant la citoyenneté/nationalité d'un pays membre de l'UE ou de l'EEE ou y ayant établi sa résidence, son siège social, son siège de direction ou son lieu principal d'activité, si des éléments suggèrent l'intention de contourner les règles. 	Mode 3	Divers secteurs	<p>Décret-loi n° 21 du 21 mars 2022</p> <p>Loi n° 51 du 20 mai 2022</p> <p>Adresse consultée: https://foreigninvestment.bakermckenzie.com/2022/06/01/italy-amendments-to-the-foreign-investment-review-become-permanent-with-some-changes/#page=1</p>	<p>20 mai 2022</p> <p>20 mai 2022</p>	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Kazakhstan					
Le Président a signé une loi apportant des modifications au Code des impôts et à la Loi sur la promulgation du Code des impôts. Depuis le 1 ^{er} janvier 2022, les ventes numériques de marchandises et de services réalisées par des entités étrangères auprès de particuliers au Kazakhstan sont assujetties à une TVA de 12%. De ce fait, si toutes les conditions sont réunies, les fournisseurs étrangers seront tenus de s'inscrire au registre de la TVA et ils devront s'acquitter de la TVA au Kazakhstan tous les trimestres.	Mode 1	Services Internet et autres services de réseau	Loi relative à la promulgation du Code de la République du Kazakhstan sur les impôts et autres contributions budgétaires obligatoires (Code des impôts) – modification Adresse consultée: https://cis-legislation.com/document.fwx?rqn=102917	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	
Maroc					
L'Office des changes a instauré de nouvelles mesures visant à libéraliser la réglementation des changes. Ces mesures visent notamment à: - relever le plafond des transferts annuels effectués par des personnes morales au titre de leurs investissements à l'étranger, qui passe de 150 millions à 200 millions de dirhams; - augmenter la dotation pour les voyages personnels à l'étranger, dont le montant de base de 100 000 dirhams par an peut être majoré de 30% du revenu imposable. Le montant total ne doit pas dépasser 300 000 dirhams par personne et par an; et - autoriser les salariés et professionnels étrangers résidant au Maroc à disposer d'un compte en devises ou en dirhams convertibles à concurrence de 100% de leur revenu net.	Plusieurs modes	Tous les secteurs	Ministère de l'économie et des finances (circulaire n° 1/2022) Adresse consultée: https://www.oc.gov.ma/sites/default/files/réglementation/pdf/2022-01/IGOC%202022.pdf	3 janvier 2022	
Mexique					
Le 16 mai 2022, la Commission nationale des investissements étrangers a signé la quatrième Résolution générale déterminant le montant de la valeur totale des actifs visés à l'article 9 de la Loi sur l'investissement étranger, portant abrogation de la troisième Résolution générale. Les transactions d'investissement étranger dans des entreprises dont la participation étrangère est supérieure à 49% et dont le montant total des actifs est supérieur à 22 647 201 250,50 MXN doivent être approuvées par la Commission nationale des investissements étrangers.	Mode 3	Tous les secteurs	Quatrième Résolution générale déterminant le montant de la valeur totale des actifs visés à l'article 9 de la Loi sur l'investissement étranger Source: Mission permanente du Mexique auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: 7 juin 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Moldova					
<p>Le gouvernement a approuvé une nouvelle loi sur le contrôle des activités d'investissement dans les domaines suivants: exploitation d'énergie (y compris énergie électrique, gaz naturel et produits du pétrole), transport, eau et assainissement, industrie aérospatiale, défense, exploitation de l'intelligence artificielle, robotique, cybersécurité, services de trafic aérien, émissions télévisées, services audiovisuels, fourniture de services de réseaux et de communications électroniques fixes ou mobiles et fourniture de services dans les ports nationaux.</p> <p>Avant de réaliser tout investissement dans ces secteurs, les investisseurs étrangers doivent obtenir l'approbation du Conseil pour la promotion des projets d'investissement d'importance nationale, composé du Premier ministre, des ministres clés du pays et des chefs de diverses autorités publiques.</p> <p>Le contrôle porte sur les investissements effectués par les personnes qui, directement ou indirectement, à titre individuel ou collectif (y compris en tant que propriétaire effectif ultime):</p> <ul style="list-style-type: none"> - détiennent ou acquièrent une participation qualifiée dans une entreprise des secteurs visés; - concluent un contrat de concession; - concluent un partenariat public-privé; - concluent des contrats d'investissement avec les pouvoirs publics; - effectuent des opérations de ventes d'actifs qui sont détenus par des entreprises ayant réalisé des investissements dans un secteur visé pour une valeur équivalente à au moins 25% de celle des actifs; ou - concluent, pour le compte d'une entreprise détenant des investissements dans un secteur visé, une ou plusieurs transactions financières connexes (prêts, crédits ou aides) avec des entités de pays tiers qui sont directement ou indirectement contrôlées par les gouvernements des pays tiers. <p>Cette loi permet également au gouvernement de déterminer les actifs qu'il juge importants pour la sécurité de l'État et qui devront faire l'objet d'une approbation.</p>	Mode 3	Divers secteurs	<p>Loi n° 174/2021 sur le mécanisme d'examen des investissements, d'intérêt pour la sécurité nationale</p> <p>Adresse consultée: https://pack190md.org/moldova-investment-control-legislation-entered-into-force</p>	19 novembre 2021	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Mongolie					
Le Parlement a adopté une nouvelle loi sur les permis visant à simplifier les procédures et à fournir un cadre unique pour l'ensemble des permis et licences actuellement régis par de nombreux règlements. Elle énumère les secteurs spécifiques qui nécessiteront des permis et prévoit une plate-forme en ligne pour les demandes de permis.	Mode 3	Tous les secteurs	Loi sur les permis Adresse consultée: https://www.pwc.com/mn/en/tax_alerts/pdf/tax_alert_en_06_2022.pdf	Adoption: 17 juin 2022 Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2023	
Népal					
Le seuil minimum pour les investissements étrangers directs est ramené de 50 millions de roupies à 20 millions de roupies.	Mode 3	Tous les secteurs	Budget 2022/2023 Adresse consultée: https://www.business-standard.com/article/international/nepal-qovt-reduces-threshold-for-foreign-investments-by-60-to-20-mn-npr-122053000531_1.html	30 mai 2022	
Le Népal a adopté une nouvelle taxe sur les services numériques de 2% visant les services fournis par Internet aux consommateurs népalais par des personnes non résidentes. Les services électroniques tels que les jeux, les téléchargements de vidéos, de musique et d'applications, les services de diffusion en continu, les services d'informatique en nuage et d'autres services sont imposables si le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 2 millions de roupies. En outre, l'administration fiscale népalaise a également mis en œuvre les lignes directrices sur la valeur ajoutée applicable aux services numériques pour les personnes non résidentes. Selon ces lignes directrices, une personne non résidente fournissant des services numériques au Népal et dont la valeur des transactions annuelles est supérieure à 2 millions de roupies est tenue de s'acquitter d'une TVA de 13%. Les fournisseurs de services numériques non résidents sont tenus de s'enregistrer au Népal.	Modes 1 et 3	Services Internet et autres services de réseau	Adresse consultée: https://kathmandupost.com/money/2022/07/16/digital-services-provided-by-foreign-firms-to-be-taxed-from-tomorrow	17 juillet 2022	
Nigéria					
Depuis le 1 ^{er} janvier 2022, les entreprises non résidentes qui fournissent des services numériques au Nigéria doivent s'enregistrer et recouvrer la taxe sur la valeur ajoutée auprès de leurs clients nigériens. Les services numériques seront au soumis au taux courant de 7,5%.	Mode 1	Services Internet et autres services de réseau	Loi de finances 2021 Adresse consultée: https://www.avalara.com/vatlive/en/vat-news/nigeria-introduces-simplified-vat-regime-on-b2c-digital-services-from-january-1-2022.html	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Le gouvernement a introduit une taxe de 6% sur le chiffre d'affaires des entreprises non résidentes qui fournissent certains services numériques à des consommateurs nigériens. Parmi les services visés figurent les applications, les transactions à haute fréquence, le stockage de données électroniques ou la publicité en ligne.	Mode 1	Services Internet et autres services de réseau	Loi de finances 2021 Adresse consultée: https://qz.com/africa/2137660/google-meta-and-ot-hers-raise-nigeria-prices-due-to-digital-tax	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	
Ouzbékistan (observateur)					
Le Président a adopté des mesures réduisant, entre autres, la participation de l'État dans les secteurs des services bancaires, des télécommunications, du transport routier et des services informatiques.	Mode 3	Divers secteurs	Décret présidentiel n° PP-168 Adresse consultée: https://www.lexology.com/library/detail.aspx?g=723020d4-9367-4785-8da8-8b7dec3be040&utm_source=Lexology+Daily+Newsfeed&utm_medium=HTML+email+-+Body+-+General+section&utm_campaign=Lexology+subscriber+daily+feed&utm_content=Lexology+Daily+Newsfeed+2022-04-29&utm_term=	18 mars 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Pays-Bas					
<p>Le Parlement a adopté une loi, introduisant un mécanisme de filtrage des investissements, des fusions et des acquisitions susceptibles de constituer un risque pour la sécurité nationale (conformément au règlement européen 2019/452 sur le filtrage des IDE). Le mécanisme de filtrage s'applique à 3 types d'entreprises aux Pays-Bas: les fournisseurs d'importance cruciale, les entreprises exerçant dans le domaine des technologies sensibles et les campus d'entreprises. Les fournisseurs d'importance cruciale comprennent les infrastructures et services essentiels. Une définition est fournie à l'article 7 de la loi. Le gouvernement peut ajouter des catégories de technologies sensibles dans le champ d'application de la loi par le biais de décrets gouvernementaux.</p> <p>La loi s'applique à la prise d'une participation de contrôle ou d'une influence notable dans des sociétés, aux fusions, à la création de coentreprises et aux transactions d'actifs. Dans le cas des entreprises exerçant dans le domaine des technologies sensibles, la prise de participations minoritaires de 10%, 20% et 25% et l'acquisition du droit de nommer un ou plusieurs membres du conseil d'administration seront également couvertes par le régime. L'augmentation de l'influence notable sur des entreprises exerçant dans le domaine des technologies sensibles, par exemple de 10% à 20%, peut également entraîner une obligation de notification.</p> <p>La loi entrera en vigueur à la date prévue par un décret royal, avec la possibilité d'un effet rétroactif à partir du 8 septembre 2020, si un investissement est considéré comme présentant un risque éventuel pour la sécurité nationale.</p>	Mode 3	Divers secteurs	<p>Journal officiel – Loi du 18 mai 2022</p> <p>Adresse consultée: https://transactions.freshfields.com/post/102hovz/the-netherlands-introduces-national-security-investment-screening-rules</p>	Adoption: 18 mai 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Philippines					
<p>La Loi de 1991 sur l'investissement étranger contient les dispositions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les investisseurs étrangers peuvent créer et détenir entièrement des petites et moyennes entreprises, sauf dans les secteurs où la participation étrangère est interdite ou limitée par la Constitution philippine ou la législation existante; - le seuil minimal de capital libéré de 200 000 USD est retiré pour les moyennes entreprises; - le montant du capital minimum exigé pour créer une entreprise peut être abaissé à 100 000 USD sous réserve que les investisseurs étrangers embauchent au moins 15 travailleurs locaux, utilisent des technologies de pointe telles que définies par le Ministère de la science et de la technique, ou disposent du statut de jeune entreprise ou de facilitateur de jeunes entreprises au titre de la Loi de la République n° 11337 prévoyant des avantages et programmes afin de renforcer, promouvoir et développer l'écosystème des jeunes entreprises aux Philippines; et - un comité interinstitutions chargé de coordonner la promotion de l'investissement a été créé pour: <ul style="list-style-type: none"> i) canaliser tous les efforts de promotion et de facilitation afin de favoriser les investissements étrangers dans le pays; ii) élaborer un plan stratégique global de promotion et de commercialisation de l'investissement à moyen et long terme (FIPMP); et iii) mener un examen des branches de production stratégiques aux fins de la sécurité nationale. 	Mode 3	Tous les secteurs	<p>Loi de la République n° 11647, Journal officiel de la République des Philippines</p> <p>Adresse consultée: https://www.officialgazette.gov.ph/2022/03/02/republic-act-no-11647</p>	Signature: 2 mars 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
<p>Le Président a signé une loi modifiant la Loi sur les services publics, autorisant une participation étrangère allant jusqu'à 100% dans les secteurs des services de télécommunications, des services logistiques, des services ferroviaires et des services de transport maritime national. Auparavant, ces activités de services étaient considérées comme des "services publics" et la participation étrangère était limitée à 40%.</p> <p>Désormais, les services publics concernent uniquement les entreprises exerçant dans les domaines suivants: distribution et transport d'électricité, systèmes de transport par oléoduc de pétrole et de produits pétroliers, systèmes de distribution de l'eau par conduites, systèmes d'assainissement et d'évacuation des eaux usées, ports maritimes et véhicules de services publics.</p> <p>La modification donne également une définition des "infrastructures essentielles", qui renvoient à tout service public impliquant la détention, l'utilisation ou l'exploitation de systèmes et d'actifs d'une nécessité telle que leur dysfonctionnement ou destruction aurait des effets préjudiciables sur la sécurité nationale. Cette mesure définit spécifiquement les télécommunications comme relevant des infrastructures essentielles et permet au Président de désigner tout autre service comme tel. Les services à valeur ajoutée ne sont pas considérés comme des infrastructures essentielles. Les étrangers peuvent désormais détenir jusqu'à 100% du capital dans des secteurs de services de télécommunication considérés comme des infrastructures essentielles, mais seulement si le pays de ces ressortissants étrangers accorde la réciprocité aux ressortissants philippins.</p> <p>La modification contient également des sauvegardes interdisant la participation au capital par des entreprises publiques étrangères dans les secteurs de services publics entrant dans la catégorie des infrastructures essentielles.</p>	Mode 3	Divers secteurs	<p>Loi de la République n° 11659, portant modification de la Loi sur les services publics</p> <p>Adresse consultée: https://asia.nikkei.com/Economy/Philippines-allows-foreigners-to-own-telcos-airlines-and-railways</p>	Entrée en vigueur: 7 avril 2022	
<p>Les Philippines ont publié l'Arrêté administratif conjoint n° 22-01, qui regroupe toutes les règles et lignes directrices existantes concernant les entreprises en ligne et porte adoption du Code de conduite des entreprises en ligne établi par l'ASEAN, pour veiller à ce que les négociants aient conscience de leurs responsabilités envers les consommateurs.</p>	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	<p>Arrêté administratif conjoint n° 22-01</p> <p>Adresse consultée: https://www.dti.gov.ph/archives/news-archives/joint-administrative-order-on-online-business-released</p>	Entrée en vigueur: 4 mars 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Le Sénat a approuvé la Loi relative aux transactions sur Internet, qui prévoit la création d'un Bureau du commerce électronique chargé de réglementer l'ensemble des transactions commerciales numériques, y compris celles relatives au commerce de détail sur Internet, aux services de voyage en ligne, aux fournisseurs de médias numériques, aux services de covoiturage et aux services financiers numériques.	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	S.B n° 1591 – Loi protégeant les consommateurs et les marchands effectuant des transactions sur Internet Adresse consultée: https://legacy.senate.gov.ph/lisdata/33017298641.pdf	24 août 2022	
Roumanie					
Le gouvernement a promulgué une nouvelle ordonnance qui simplifie les procédures de demande pour les bureaux de représentation d'entités étrangères en Roumanie. La nouvelle loi prévoit la création d'une plate-forme électronique spécifique chargée de traiter les demandes et énumère les bureaux de représentation enregistrés et autorisés à opérer en Roumanie. Les bureaux de représentation sont des formes juridiques autorisées à représenter des sociétés et des organisations économiques étrangères en Roumanie. Les bureaux de représentation n'exercent que certaines activités de soutien, telles que la commercialisation et la publicité, ou des recherches auxiliaires. Ils ne peuvent pas exercer des activités commerciales impliquant la fourniture de services ou la participation à des travaux de production/fabrication. Sur le plan fiscal, ils sont enregistrés en Roumanie pour les activités exercées dans le pays.	Mode 3	Tous les secteurs	Ordonnance n° 18/2022 sur l'autorisation et le fonctionnement des bureaux de représentation des entités étrangères en Roumanie Adresse consultée: https://www.cms-lawnow.com/ealerts/2022/09/romania-amends-framework-for-representative-offices-of-foreign-entities?cc_lang=en	Entrée en vigueur: 7 août 2022	X
Le gouvernement a modifié le cadre de filtrage des IED. L'ordonnance précise que le régime s'applique aux investissements réalisés par un investisseur qui n'est pas ressortissant d'un État membre de l'UE ou n'y a pas son siège social, ou par une personne d'un pays membre de l'UE qui est contrôlée (directement ou indirectement) par une personne d'un pays non membre de l'UE. Les secteurs soumis à examen comprennent, entre autres, les transports, les services financiers, l'énergie ou les infrastructures essentielles. Les projets d'investissement étranger d'un montant supérieur à 2 millions d'euros sont soumis à autorisation, et certains projets d'un montant inférieur peuvent faire l'objet d'un examen s'ils sont susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité nationale ou l'ordre public.	Mode 3	Divers secteurs	Ordonnance d'urgence du gouvernement n° 46/2022 relative aux mesures d'application du règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019. Adresse consultée: https://www.lexology.com/library/detail.aspx?q=99957def-4a1a-4b62-b1de-5d23a2900752&utm_source=Lexology+Daily+Newsfeed&utm_medium=HTML+email+-+Body+-+General+section&utm_campaign=Lexology+subscriber+daily+feed&utm_content=Lexology+Daily+Newsfeed+2022-04-21&utm_term=	14 avril 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Royaume d'Arabie saoudite					
Une nouvelle loi s'appliquant aux données personnelles de tous les résidents saoudiens (ressortissants ou non) a été publiée. Les entreprises étrangères qui traitent les données personnelles de résidents saoudiens doivent désigner un représentant local agréé à cette fin. Les transferts de données hors du Royaume d'Arabie saoudite peuvent être effectués pour des motifs limités qui sont précisés dans la loi, ou pour "d'autres motifs" qui seront définis dans les règlements à venir. Même si le transfert relève d'une catégorie autorisée, une approbation doit être obtenue auprès des autorités	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	Loi sur la protection des données personnelles Décret royal n° M/19 du 9/2/1443H Résolution du cabinet n°98 du 7/2/1443H Adresse consultée: https://www.employmentlawworldview.com/saudi-arabias-new-personal-data-protection-law-key-points-for-employers	Entrée en vigueur: 23 mars 2022	
Le gouvernement a approuvé la nouvelle Loi sur les sociétés, qui remplace la Loi sur les sociétés de 2015 et la Loi sur les sociétés professionnelles de 2019. Elle introduit une nouvelle forme de société, la "société par actions fermée simplifiée", qui peut être créée par un ou plusieurs actionnaires, sans capital minimum exigé. La nouvelle loi prévoit également: - la simplification des procédures permettant aux entreprises d'exercer dans le Royaume; - l'élimination du plafond pour le nombre de membres du conseil d'administration; - la suppression des restrictions relatives aux raisons sociales, qui peuvent désormais être dans des langues autres que l'arabe et être dérivées de l'objet de l'entreprise ou du nom des actionnaires actuels ou précédents; et - la suppression de l'obligation d'avoir des auditeurs agréés pour les "petites" et "très petites" entreprises à capitaux saoudiens (définies respectivement comme des entreprises comptant entre 6 et 49 employés et réalisant un chiffre d'affaires de 3 à 40 millions de SAR, et moins de 5 employés et réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 3 millions de SAR).	Mode 3	Tous les secteurs	Décret royal n° (M/132) (Nouvelle Loi sur les sociétés) Adresse consultée: https://www.cms-lawnow.com/ealerts/2022/07/the-new-ksa-companies-law?cc_lang=en	30 juin 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Rwanda					
<p>Une nouvelle loi sur la protection des données établit des prescriptions applicables aux responsables de traitement et sous-traitants établis au Rwanda, ainsi qu'à toute entité n'ayant pas de présence locale si elle traite les données personnelles de particuliers installés dans le pays. Elle énonce également les droits des personnes concernées, y compris le droit d'accès et le droit de s'opposer au traitement.</p> <p>Le stockage des données personnelles hors du Rwanda est uniquement autorisé si le responsable du traitement ou le sous-traitant des données a obtenu auprès de l'autorité de supervision un certificat d'enregistrement qui l'y autorise. En outre, la loi dispose que les transferts de données transfrontières sont autorisés dans les circonstances suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - avec l'autorisation de l'autorité de supervision délivrée sur réception d'éléments prouvant l'existence de garanties appropriées s'agissant de la protection des données personnelles; - lorsque la personne concernée a donné son consentement; - lorsqu'un transfert est nécessaire pour l'exécution d'un contrat, pour des raisons d'intérêt public, pour l'introduction d'une demande en justice, pour la protection des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne, pour des motifs liés aux intérêts légitimes du responsable du traitement ou pour l'exécution d'instruments internationaux ratifiés par le Rwanda. <p>La loi impose également aux responsables du traitement ou aux sous-traitants des données qui n'ont pas de présence locale de désigner un représentant au Rwanda.</p>	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	Loi n° 058/2021 (Loi sur la protection des données) Adresse consultée: https://iclg.com/alb/17478-the-new-rwandan-data-protection-law	Entrée en vigueur: 15 octobre 2021	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Sri Lanka					
<p>Le gouvernement a adopté un nouveau règlement portant sur le traitement des données personnelles effectué partiellement ou intégralement à Sri Lanka ou mené par un responsable de traitement ou un sous-traitant qui:</p> <ul style="list-style-type: none"> - a son domicile ou sa résidence habituelle à Sri Lanka; - est constitué en société ou établi au titre de toute législation écrite de Sri Lanka; - propose des marchandises ou des services à des personnes concernées à Sri Lanka, y compris lorsque les marchandises ou services sont proposés en ciblant spécifiquement des personnes concernées dans le pays; ou - surveille spécifiquement le comportement de personnes concernées à Sri Lanka, y compris dans le cadre d'activités de profilage menées dans l'intention de prendre des décisions liées au comportement de ces personnes concernées, dès lors que ces comportements ont lieu à Sri Lanka. <p>La Loi précise qu'un responsable du traitement ou sous-traitant distinct d'une autorité publique peut traiter des données personnelles dans un pays tiers prédéterminé conformément à une décision d'adéquation ou dans le cadre de certaines exceptions, qui comprennent par exemple le consentement au traitement à l'étranger et l'exécution d'un contrat.</p>	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	<p>Loi n° 9 de 2022 sur la protection des données personnelles</p> <p>Adresse consultée: https://www.parliament.lk/uploads/acts/gbills/english/6242.pdf</p>	Certification: 19 mars 2022	X
L'Office des investissements de Sri Lanka a rationalisé la procédure d'approbation des investissements étrangers directs, en simplifiant le processus de l'Office et des autres institutions concernées, ainsi qu'en créant une plate-forme en ligne pour le dépôt des demandes.	Mode 3	Tous les secteurs	<p>Adresses consultées: https://investsrilanka.com/downloads-page https://investsrilanka.com/wp-content/uploads/2022/03/section-17-new.pdf</p>	Juillet 2022	X
Suisse					
Un nouvel article de la Loi contre la concurrence déloyale (LCD) vise à prévenir les pratiques déloyales de blocage géographique et de discrimination par les prix à l'encontre des clients suisses lorsque ces derniers achètent des marchandises et des services à distance.	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	<p>Loi suisse contre la concurrence déloyale, article 3 a)</p> <p>Adresse consultée: https://www.swlegal.ch/en/insights/newsletter-detail/switzerlands-ban-on-geo-blocking-enters-into-force-</p>	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
<p>Le 31 août 2022, le Conseil fédéral suisse a adopté la nouvelle Ordonnance sur la protection des données (OPDo) et la nouvelle Ordonnance sur les certifications en matière de protection des données.</p> <p>Entre autres choses, ces nouvelles mesures:</p> <ul style="list-style-type: none"> - exigent que les données biométriques et génétiques soient classées comme des données sensibles et requièrent le consentement du sujet avant tout transfert transfrontières de données; - s'appliquent uniquement aux personnes physiques et excluent les personnes morales; - exigent des entreprises de plus de 250 employés qu'elles tiennent un registre des activités de traitement des données; et - autorisent le transfert transfrontières de données à caractère personnel vers une liste de pays disposant d'une législation pertinente en matière de protection des données. 	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	<p>Nouvelle Ordonnance sur la protection des données (OPDo) et nouvelle Ordonnance sur les certifications en matière de protection des données</p> <p>Adresses consultées:</p> <p>https://www.lexology.com/commentary/tech-data-te-lecoms-media/switzerland/walder-wyss-ltd/new-swiss-data-protection-ordinance-key-aspects?utm_source=Lexology%2bDaily%2bNewsfeed&utm_medium=HTML%2bemail%2b-%2bPro%2bEmbed%2b-%2bGeneral%2bsection&utm_campaign=Lexology%2bsubscriber%2bdaily%2bfeed&utm_content=Lexology%2bDaily%2bNewsfeed%2b2022-09-19</p> <p>https://www.kmu.admin.ch/kmu/en/home/facts-and-trends/digitization/data-protection/new-federal-act-on-data-protection-nfap.html#:~:text=Switzerland%20is%20implementing%20new%20legislation,Federal%20Data%20Protection%20(nFADP)</p>	Entrée en vigueur: 1 ^{er} septembre 2023	X
Tanzanie					
La nouvelle Loi de finances tanzanienne a instauré une taxe de 2% sur les services électroniques fournis par des non-résidents à des résidents. Les fournisseurs de services électroniques non résidents sont tenus de s'enregistrer dans les 6 mois à compter du 1 ^{er} juillet 2022. Il n'y a pas de seuil pour l'enregistrement.	Mode 1	Services Internet et autres services de réseau	<p>Loi de finances de 2022</p> <p>Adresse consultée:</p> <p>https://www.ey.com/en_gl/tax-alerts/tanzania-issue-s-regulations-on-taxation-of-electronic-services</p>	Entrée en vigueur: 1 ^{er} juillet 2022	
Thaïlande					
Au titre de la nouvelle règle thaïlandaise concernant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable aux fournisseurs non résidents proposant des services électroniques ou numériques (dénommés "services électroniques" dans la législation thaïlandaise) à des personnes non inscrites au registre de la TVA en Thaïlande, certains fournisseurs étrangers proposant des services électroniques à des personnes non inscrites au registre de la TVA en Thaïlande doivent s'immatriculer à la TVA thaïlandaise, présenter des déclarations fiscales et reverser la TVA. Les personnes achetant des services électroniques auprès d'un fournisseur étranger pourront constater l'ajout de la TVA thaïlandaise de 7% sur les factures reçues.	Mode 1	Services Internet et autres services de réseau	<p>Loi portant modification du Code des impôts (n° 53) B.E. 2564 (2021)</p> <p>Adresses consultées:</p> <p>https://www.rd.go.th/fileadmin/download/eService.pdf</p> <p>https://www.ey.com/en_gl/tax-alerts/thailand-s-application-of-vat-on-digital-services-e-services-provide-by-foreign-operators-will-apply-as-of-1-september-2021</p>	Entrée en vigueur: 1 ^{er} septembre 2021	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Tunisie					
Le Ministère de l'économie et de la planification a annoncé la suppression de 25 prescriptions en matière d'autorisation liées aux activités économiques de plusieurs secteurs, y compris le divertissement, le tourisme, le transport, les services financiers, la construction et les services relatifs aux énergies renouvelables. Ces modifications visent à simplifier les procédures afin de faciliter l'investissement.	Mode 3	Divers secteurs	Décret présidentiel n°317 de 2022 Adresses consultées: https://www.ilboursa.com/marches/suppression-des-autorisations-dans-neuf-domaines-d-activite_34053 https://lapresse.tn/128999/surpression-de-plusieurs-autorisations-dexercice-dactivites-economiques-qui-d-de-lefficacite/ https://legislation-securite.tn/fr/law/105251#:~:text=Politique%20de%20confidentialit%C3%A9-.D%C3%A9cret%20Pr%C3%A9sidentiel%20n%C2%B0%202022%2D317%20du%208%20avril%202022,r%C3%A9alisation%20de%20projets%2C%20les%20dispositions	Entrée en vigueur: 8 avril 2022	
Türkiye					
La nouvelle Loi régissant le commerce électronique a introduit de nouvelles exigences en matière de licence pour les fournisseurs de services intermédiaires de commerce électronique dont le volume net de transactions, au cours d'une année civile, est supérieur à 10 milliards de livres turques et dont le nombre de transactions sans annulation ni retour est supérieur à 100 000 (entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 2025). Les intermédiaires dont le volume net de transactions est supérieur à 10 milliards de livres turques ne pourront utiliser les données obtenues auprès des fournisseurs et des acheteurs de commerce électronique que dans le but de fournir des services intermédiaires et ne pourront pas les utiliser pour concurrencer d'autres plates-formes (entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 2023). La loi impose également certaines restrictions à la vente des marques propres d'intermédiaires (entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 2024).	Modes 1 et 3	Services Internet et autres services de réseau	Loi n° 7416 – Modification de la Loi régissant le commerce électronique Adresse consultée: https://www.mondaq.com/turkey/shareholders/1208828/new-era-in-e-commerce	Publication au Journal officiel: 7 juillet 2022 Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2023, 2024 et 2025	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Union européenne					
<p>La Législation sur les marchés numériques a introduit des règles pour les plates-formes numériques qui agissent comme des "contrôleurs d'accès" en raison de l'incidence importante qu'elles ont sur le marché intérieur et de leur rôle de passerelle permettant aux entreprises d'atteindre leurs utilisateurs finals. La Législation sur les marchés numériques vise à empêcher les "contrôleurs d'accès" d'imposer des conditions déloyales aux entreprises et aux utilisateurs finals, et à garantir l'ouverture des services numériques importants.</p> <p>La législation interdit certaines pratiques utilisées par les grandes plates-formes agissant en tant que "contrôleurs d'accès" et permet à la Commission de mener des enquêtes de marché et de sanctionner les comportements non conformes. On entend par contrôleurs d'accès les entreprises qui:</p> <ul style="list-style-type: none"> - fournissent des "services de plate-forme de base", tels que les réseaux sociaux ou les moteurs de recherche; - ont une capitalisation boursière d'au moins 75 milliards d'euros ou un chiffre d'affaires annuel de 7,5 milliards d'euros; et - comptent au moins 45 millions d'utilisateurs finals mensuels dans l'UE et 10 000 utilisateurs professionnels annuels. <p>La législation empêchera les "contrôleurs d'accès" d'obliger les utilisateurs professionnels à utiliser leurs plates-formes de services de paiement. Elle comprend également des dispositions sur l'accès des annonceurs et des éditeurs aux conditions de fixation des prix et aux algorithmes des "contrôleurs d'accès". En outre, la législation exigera des "contrôleurs d'accès" qu'ils permettent l'interopérabilité entre les services de messagerie; les plates-formes de messagerie devront assurer l'interopérabilité avec les concurrents pour les discussions individuelles entre utilisateurs.</p>	Plusieurs modes	Réseaux sociaux, moteurs de recherche et autres plates-formes en ligne	<p>Législation sur les marchés numériques</p> <p>Adresse consultée: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/QANDA_20_2349</p>	5 juillet 2022	X
Viet Nam					
Un nouveau décret établit des prescriptions applicables aux entités étrangères exerçant des activités dans le domaine du commerce électronique, y compris certaines conditions relatives à la représentation locale et au contrôle d'une ou de plusieurs des principales entreprises de commerce électronique au Viet Nam.	Plusieurs modes	Services Internet et autres services de réseau	<p>Décret n° 85/2021/ND-CP</p> <p>Adresse consultée: https://vietnam.gov.vn</p>	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Le gouvernement a publié un nouveau décret sur la cybersécurité le 15 août. Celui-ci oblige les entreprises étrangères fournissant des services spécifiques (notamment dans les domaines des télécommunications, du commerce électronique, du paiement en ligne, des médias sociaux, des jeux vidéo en ligne) à stocker certains types de données au Viet Nam pendant une période minimale de 24 mois. Ces entreprises étrangères sont également tenues d'établir une succursale ou un bureau de représentation au Viet Nam.	Modes 1 et 3	Divers secteurs	Décret n° 53/2022/ND-CP Adresse consultée: https://www.mondaq.com/security/1223282/decree-53-provides-long-awaited-guidance-on-implementation-of-vietnam39s-cybersecurity-law	Entrée en vigueur: 1 ^{er} octobre 2022	
SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS/SERVICES RELATIFS AUX TIC/SERVICES AUDIOVISUELS					
Allemagne					
Une nouvelle loi régissant la protection des données et de la vie privée dans le domaine des télécommunications et des télémedias a été adoptée. Elle régit la protection de la confidentialité des communications, la protection des données sur le trafic et de la vie privée des consommateurs finals par les fournisseurs de services de communications électroniques, et la protection des équipements terminaux, et elle contient certaines dispositions en matière de protection des données qui portent sur les services de la société de l'information. Cette loi remplace les dispositions en matière de protection des données de la Loi sur les télémedias et de la Loi sur les télécommunications, afin d'apporter une plus grande clarté et d'améliorer la sécurité juridique.	Plusieurs modes	Services de télécommunication	Loi sur la protection des données dans le domaine des télécommunications et des télémedias Adresse consultée: https://www.natlawreview.com/article/new-telecommunications-telemedia-data-protection-act-ttdsq	Entrée en vigueur: 1 ^{er} décembre 2021	X
Australie					
Modification réglementaire visant à habilitier les acteurs du secteur des télécommunications à détecter et à bloquer les SMS malveillants et à protéger le public australien contre les escroqueries.	Modes 1 et 3	Services de télécommunication	Règlement modificatif de 2021 sur les télécommunications (interception et accès) (Mesure n° 1, 2021) Adresse consultée: https://www.legislation.gov.au/Details/F2021L01622/Html/Text	30 novembre 2021	X
Azerbaïdjan (observateur)					
Le 8 février 2022, une nouvelle loi sur les médias a été promulguée, établissant que les propriétaires de médias qui s'adressent principalement à une audience en Azerbaïdjan devaient être des citoyens résidant dans le pays à titre permanent.	Modes 1 et 3	Services audiovisuels	Loi sur les médias Adresse consultée: https://cpi.org/2022/02/new-azerbaijan-media-law-increases-restrictions-on-the-press/#:~:text=The%20legislation%20requires%20the%20owners.with%20a%20higher%20education%20degree	8 février 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Chine					
Le Conseil d'État a publié des modifications des Dispositions relatives à l'administration des entreprises de télécommunication à participation étrangère. Ces modifications visent à simplifier les procédures d'établissement des entreprises de télécommunications à participation étrangère. Par exemple, l'obligation pour les investisseurs étrangers d'avoir de bonnes références et une expérience concrète dans la fourniture de services de télécommunications a été supprimée. Le plafond de la participation étrangère dans les télécommunications de base reste de 49%, mais la nouvelle mesure permet d'ajuster ce plafond en vertu d'autres lois et règlements.	Mode 3	Services de télécommunication	Décision du Conseil d'État sur la révision et l'abrogation de certains règlements administratifs Adresse consultée: https://www.twobirds.com/en/insights/2022/china/china-revamps-regime-on-foreign-investment-in-telecom-services	Entrée en vigueur: 1 ^{er} mai 2022	
Corée, République de					
Le gouvernement a publié des règles relatives à la mise en œuvre des modifications apportées à la Loi sur les entreprises de télécommunication, qui interdisent aux exploitants dominants de boutiques d'applications d'imposer des méthodes de paiement spécifiques aux fournisseurs de contenus mobiles.	Mode 3	Services de télécommunication	Règlement d'application (modifications apportées à la Loi sur les entreprises de télécommunication) Adresse consultée: https://www.law.go.kr	Loi: entrée en vigueur: 14 septembre 2021 Décret d'application: entrée en vigueur: 15 mars 2022	X
Équateur					
Le gouvernement a supprimé l'impôt de 15% sur les biens de consommation spéciaux pour ce qui est des services de téléphonie fixe et des abonnements proposant uniquement des services mobiles avancés d'appels vocaux, de transfert de données et de SMS fournis aux entreprises. Le gouvernement a aussi supprimé la taxe de 10% sur les services de téléphonie mobile comprenant uniquement des services mobiles avancés d'appels vocaux, de transfert de données et de SMS fournis aux particuliers, à l'exclusion des formules prépayées.	Mode 3	Services de télécommunication	Ley Orgánica para el Desarrollo Económico y Sostenibilidad Fiscal tras la Pandemia Covid-19 Adresses consultées: https://www.registroficial.gob.ec/index.php/registro-oficial-web/publicaciones/suplementos/item/15801-ty-er-er-suplemento-al-registro-oficial-no-587 https://www.telecomunicaciones.gob.ec/la-nueva-ley-de-desarrollo-economico-elimino-el-ice-en-telefono-e-internet-movil-en-beneficio-de-los-ciudadanos	Entrée en vigueur: 29 novembre 2021	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Espagne					
Le gouvernement a introduit la nouvelle Loi sur les télécommunications (Loi n° 11/2022), qui remplace la précédente loi sur les télécommunications (Loi n° 9/2014). La nouvelle Loi générale sur les télécommunications espagnole transpose le Code des communications électroniques européen dans le droit national. Elle porte la vitesse minimale de téléchargement à 100 Mbits pour l'ensemble de la population dans les 12 mois suivants. Elle exige également que les administrations publiques garantissent l'accès des opérateurs de télécommunications aux infrastructures publiques d'électricité, de gaz et d'eau, afin de faciliter le déploiement des réseaux fixes à large bande.	Mode 3	Services de télécommunication	Loi générale sur les télécommunications Adresse consultée: https://www.cuatrecasas.com/en/latam/article/spain-spain-adopts-new-telecommunications-act	Entrée en vigueur: 30 juin 2022	
États-Unis					
Du fait de l'extension de la liste des technologies critiques soumises à des contrôles à l'exportation, les compétences du Comité des investissements étrangers aux États-Unis (CFIUS), au titre de la Loi de modernisation de l'analyse des risques liés aux placements étrangers ("FIRRMA"), ont été élargies et incluent désormais certains types de logiciels liés à la biotechnologie capables de créer des éléments génétiques fonctionnels. Un dépôt doit être effectué auprès du CFIUS pour les transactions impliquant des investissements réalisés par des personnes étrangères dans des entreprises américaines qui produisent, conçoivent, testent, manufacturent, fabriquent ou mettent au point des produits de technologies critiques.	Mode 3	Services informatiques et services connexes	Liste de contrôle du commerce: extension des contrôles visant certains "logiciels" considérés comme des équipements biologiques Adresses consultées: https://www.federalregister.gov/documents/2021/10/05/2021-21493/commerce-control-list-expansion-of-controls-on-certain-biological-equipment-software https://angle.ankura.com/post/102hcdf/bis-expands-controls-on-biotechnology-software-and-cybersecurity-items	Entrée en vigueur: 5 octobre 2021	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Fédération de Russie					
<p>Le gouvernement a publié un nouveau décret précisant certains aspects de la Loi de juillet 2021 sur la relocalisation (Loi fédérale sur les activités des personnes étrangères relatives au réseau d'information et de télécommunications Internet sur le territoire de la Fédération de Russie), qui impose aux entreprises de l'Internet d'établir une présence locale.</p> <p>Conformément à ce décret, la Loi sur la relocalisation s'appliquera aux hébergeurs et autres personnes qui hébergent des services Web utilisés par des ressortissants russes dans la mesure où ils traitent des données relatives à des utilisateurs résidant en Russie; reçoivent des paiements de la part de ressortissants russes; ou mettent en ligne des ressources d'information utilisées par des personnes résidant en Fédération de Russie.</p>	Modes 1 et 3	Services de communications	<p>Résolution du gouvernement n° 1836 portant approbation d'une méthode visant à identifier les hébergeurs et autres personnes hébergeant sur Internet des ressources d'information utilisées par des personnes se trouvant sur le territoire de la Fédération de Russie, les exploitants de systèmes de publicité et les personnes organisant la diffusion de l'information sur Internet</p> <p>Source: Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'OMC</p>	27 octobre 2021	X
Inde					
<p>Le gouvernement a décidé d'autoriser une participation étrangère allant jusqu'à 100%, selon la voie automatique, dans le secteur des services de télécommunication. Auparavant, selon cette voie automatique, la participation étrangère était autorisée jusqu'à 49%.</p> <p>Lorsque qu'une entité est établie dans un pays qui partage une frontière terrestre avec l'Inde, ou que le propriétaire bénéficiaire d'un investissement en Inde est ressortissant d'un tel pays, l'investissement peut uniquement être réalisé selon la voie gouvernementale.</p>	Mode 3	Services de télécommunication	<p>Communiqué de presse n° 4, Département de la promotion de l'industrie et du commerce intérieur</p> <p>Adresse consultée: https://dpiit.gov.in/sites/default/files/pn4-2021.PDF</p>	6 octobre 2021	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
<p>Les nouvelles prescriptions en matière de présentation de rapports et d'enregistrement introduites par l'équipe d'intervention d'urgence en matière de sécurité informatique indienne (CERT-In), l'agence nationale de cybersécurité, obligent les fournisseurs de services RPV, de services d'informatique en nuage et d'autres services informatiques à recueillir les renseignements personnels des clients et à enregistrer leur activité. Ils sont ensuite tenus de remettre ces renseignements aux autorités indiennes sur demande.</p> <p>En vertu de la législation, les fournisseurs de services RPV sont tenus de conserver les données des utilisateurs et les adresses IP pendant au moins 5 ans. Le nouveau décret oblige également les entreprises à signaler les piratages de données dans les 6 heures suivant leur constatation et à conserver les journaux informatiques et de communication pendant 6 mois.</p>	Plusieurs modes	Services de télécommunication et services informatiques	Adresses consultées: https://www.livemint.com/news/india/indias-new-vpn-rules-spark-fresh-fears-over-online-privacy-11654128391351.html https://indianexpress.com/article/technology/tech-news-technology/cert-in-extends-new-privacy-rules-for-vpn-providers-to-september-25-7996158	Entrée en vigueur: 25 septembre 2022	
Israël					
Le Parlement a adopté une modification complète de la Loi sur les communications. Une nouvelle mesure supprime l'obligation pour la plupart des fournisseurs de services de télécommunication d'obtenir des licences individuelles pour différents services. En vertu du nouveau cadre réglementaire, la plupart des fournisseurs seront seulement tenus d'enregistrer leurs services dans un registre désigné et seront soumis à des conditions fixées dans le cadre d'une "autorisation générale" au lieu de licences individuelles pour chaque service.	Mode 3	Services de télécommunication	Modification de la Loi sur les communications Adresse consultée: https://www.lexology.com/library/detail.aspx?q=38b3892c-cefa-4cb9-9f86-474c5bcd41ea	Entrée en vigueur: 2 octobre 2022	X
Lituanie					
La nouvelle loi sur les communications électroniques apporte diverses modifications au cadre réglementaire de ce secteur. Entre autres changements, l'obligation en matière de service universel a été remaniée, notamment par l'ajout d'une nouvelle obligation de fournir des services de communication électronique abordables à certains consommateurs.	Plusieurs modes	Services de télécommunication	Loi sur les communications électroniques Adresse consultée: https://www.rtt.lt/en/the-new-law-on-electronic-communications-enters-into-force-from-the-1st-of-december	Entrée en vigueur: 1 ^{er} décembre 2021	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Luxembourg					
La nouvelle loi sur les réseaux et services de communications électroniques, qui transpose le code des communications électroniques européen dans le droit luxembourgeois, est entrée en vigueur en décembre 2021. Par rapport au régime antérieur, la loi, entre autres choses, élargit la portée des communications électroniques pour y inclure les services par contournement, y compris les services de messagerie comme WhatsApp, Facebook Messenger, les services de courrier électronique ou d'appels vocaux/vidéo tels que FaceTime ou Skype.	Plusieurs modes	Services de télécommunication	Réseaux et services de communications électroniques Adresse consultée: https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2021/12/17/a927/jo	Entrée en vigueur: 26 décembre 2021	
Malaisie					
Depuis le 1 ^{er} janvier 2022, les fournisseurs de services d'informatique en nuage sont soumis à des prescriptions en matière de licences au titre de la Loi malaisienne de 1998 sur les communications et le multimédia. Les personnes fournissant des services d'informatique en nuage par l'intermédiaire d'une présence locale ou d'un centre de données local en Malaisie sont tenues de présenter une demande pour obtenir une licence de fournisseur de services d'application. Aucune limite à la participation étrangère n'est imposée au titre de cette licence. Les licences doivent être renouvelées chaque année.	Mode 3	Services de télécommunication	Adresse consultée: https://www.globalcompliance.com/2021/11/19/malaysia-cloud-services-to-be-licensed-from-1-january-2022-08112021	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	
Mexique					
Le gouvernement a adopté des mesures relatives aux secteurs des télécommunications et de l'audiovisuel. Parmi celles-ci figurent une mesure visant à homogénéiser l'ordre des signaux de radiodiffusion qui sont retransmis sur certains systèmes de télévision, et une mesure visant à faciliter une utilisation efficiente du spectre radioélectrique.	Mode 3	Services de télécommunication et services audiovisuels	Adresses consultées: http://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5643610&fecha=23/02/2022 http://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5638699&fecha=17/12/2021#:~:text=%2D%20EI%2025%20de%20agosto%20de,septiembre%20de%202021(1). http://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5638700&fecha=17/12/2021	Décembre 2021- mars 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Le Programme annuel pour l'utilisation et l'exploitation des bandes de fréquences 2023, approuvé en septembre 2022, détermine les bandes de fréquences qui feront l'objet d'un appel d'offres, ou qui pourront être attribuées directement, conformément aux dispositions de l'article 59 de la Loi fédérale sur les télécommunications et la radiodiffusion. Le programme de 2023 a pour objectif d'apporter une certitude quant à l'utilisation du spectre radioélectrique par le biais de concessions et permet aux parties intéressées d'anticiper les investissements et les projets nécessaires liés à l'utilisation de cette ressource suffisamment en avance.	Mode 3	Services de télécommunication	Adresse consultée: https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5664699&fecha=19/09/2022#qsc.tab=0	Entrée en vigueur: 19 septembre 2022	X
Moldova					
Les gouvernements roumain et moldave ont signé un accord visant à réduire les tarifs applicables aux services d'itinérance et aux appels internationaux entre les 2 pays. Les organismes de réglementation des 2 pays veilleront à ce que les opérateurs de réseaux négocient de bonne foi, avec tout requérant, les conditions techniques et commerciales applicables à la fourniture de services d'interconnexion concernant la terminaison d'appels et de SMS provenant de l'autre pays.	Modes 1 et 2	Services de télécommunication	Adresse consultée: https://www.commsupdate.com/articles/2022/02/14/romania-moldova-agree-to-cut-roaming-international-call-charges	11 février 2022	
Myanmar					
Le gouvernement a imposé une taxe de 15% sur les revenus des opérateurs de télécommunications générés à partir de services fixes et mobiles de transfert de données. Une taxe de 20 000 kyats est également imposée sur les nouvelles cartes SIM.	Mode 3	Services de télécommunication	Adresse consultée: https://asia.nikkei.com/Business/Telecommunication/Myanmar-s-mobile-carriers-grapple-with-tax-hike-targeting-internet	23 mars 2022	X
Oman					
L'Autorité de réglementation des télécommunications (TRA) a adopté une nouvelle mesure visant à réglementer et à contrôler la qualité des services de télécommunications dans le pays, en définissant les prescriptions auxquelles doit se conformer un opérateur de télécommunications agréé vis-à-vis des utilisateurs finals. Les opérateurs seront tenus de communiquer des rapports sur les principaux indicateurs de performance en matière de qualité de service et de publier des informations sur la qualité des services et des forfaits offerts au public, y compris la vitesse attendue.	Mode 3	Services de télécommunication	Décision n° 108/2022 de l'Autorité de réglementation des télécommunications Adresse consultée: https://www.commsupdate.com/articles/2022/08/02/tra-publishes-new-regulation-on-quality-of-services	Août 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Pays-Bas					
L'autorité néerlandaise des médias a publié de nouvelles règles s'appliquant aux grands influenceurs (c'est-à-dire les créateurs de vidéos ayant plus de 500 000 abonnés). Les grands influenceurs seront visés par la Loi néerlandaise sur les médias et devront se conformer à des règles supplémentaires en matière de publicité.	Mode 3	Services de médias	Modification de la Loi néerlandaise sur les médias Source: Mission permanente de l'Union européenne auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: 1 ^{er} juillet 2022	X
Pologne					
Une nouvelle loi établit une réglementation concernant les services de vidéo à la demande. Les fournisseurs de services de vidéo à la demande sont tenus de garantir qu'au moins 30% de leur catalogue contient des œuvres européennes.	Modes 1 et 3	Services audiovisuels	Loi sur la radiodiffusion Adresse consultée: https://www.cms-lawnow.com/ealerts/2022/01/changes-to-the-polish-broadcasting-act-regarding-video-on-demand-services?cc_lang=en	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022	
Portugal					
Le Parlement a approuvé une nouvelle loi le 21 juillet 2022 et celle-ci a été publiée au Journal officiel le 16 août. Elle transpose le Code des communications électroniques européen dans le droit national.	Mode 3	Services de télécommunication	Loi sur les communications électroniques Adresse consultée: https://www.lexology.com/library/detail.aspx?q=5e33429d-8f2e-4498-bd5e-8f4062e63043	Entrée en vigueur: 14 novembre 2022	
Roumanie					
Les gouvernements roumain et moldave ont signé un accord visant à réduire les tarifs applicables aux services d'itinérance et aux appels internationaux entre les 2 pays. Les organismes de réglementation des 2 pays veilleront à ce que les opérateurs de réseaux négocient de bonne foi, avec tout requérant, les conditions techniques et commerciales applicables à la fourniture de services d'interconnexion concernant la terminaison d'appels et de SMS provenant de l'autre pays.	Modes 1 et 2	Services de télécommunication	Adresse consultée: https://www.commsupdate.com/articles/2022/02/14/romania-moldova-agree-to-cut-roaming-international-call-charges	11 février 2022	
La Roumanie a transposé le Code des communications électroniques européen dans sa législation nationale. La nouvelle loi vise à stimuler la concurrence, à accroître les investissements dans les réseaux 5G, à favoriser la connectivité et à améliorer la qualité des services de communication électronique.	Mode 3	Services de télécommunication	Loi n° 198/2022 Adresses consultées: https://www.commsupdate.com/articles/2022/07/13/romania-adopts-european-electronic-communications-code https://www.lexology.com/library/detail.aspx?q=d1c9e916-8dde-4b55-a822-69733e9b2115	Publication au Journal officiel: 7 juillet 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Royaume d'Arabie saoudite					
<p>L'Arabie saoudite a adopté une nouvelle loi sur les télécommunications et les technologies de l'information, qui a été publiée au Journal officiel le 7 juillet 2022. Celle-ci abroge la précédente loi sur les télécommunications et élargit le champ d'application des télécommunications pour y inclure une série de nouvelles activités et de nouveaux services liés aux TIC.</p> <p>La nouvelle loi dispose qu'une licence est désormais requise non seulement pour la fourniture de services de télécommunication, mais aussi pour l'utilisation des réseaux de télécommunication à ces fins. La loi exige également que les fournisseurs de services prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et la confidentialité des renseignements personnels des utilisateurs. La loi sera complétée par des règlements additionnels, qui seront publiés dans les 180 jours suivant son adoption.</p>	Mode 3	Services de télécommunication	<p>Loi sur les télécommunications et les technologies de l'information</p> <p>Adresse consultée: https://saudiqazette.com.sa/article/621595/SAUDI-ARABIA/New-law-obligates-telecom-companies-to-protect-customer-information</p>	<p>Publication au Journal officiel: 7 juillet 2022</p> <p>Entrée en vigueur: 7 décembre 2022</p>	
Suède					
<p>La Suède a adopté un nouveau cadre réglementaire pour les services de télécommunications, transposant le Code des communications électroniques européen dans le droit national. La nouvelle mesure couvre les services qui permettent de communiquer sans utiliser de numéros, tels que les services de courrier électronique, la voix par IP et les groupes de discussion.</p>	Mode 3	Services de télécommunication	<p>Nouvelle Loi sur les communications électroniques</p> <p>Adresse consultée: https://www.pts.se/en/english-b/regulations2/legislation/electronic-communications-act/#:~:text=The%20Electronic%20Communications%20Act%20covers,force%20on%20June%203%2C%202022</p>	<p>Entrée en vigueur: 3 juin 2022</p>	
Suisse					
<p>Une nouvelle mesure propose que les plates-formes de diffusion en continu investissent jusqu'à 4% de leurs recettes réalisées en Suisse dans des films ou séries suisses, sur un cycle de 4 ans. Cette règle s'appliquera également aux chaînes de télévision étrangères qui diffusent de la publicité destinée à un public suisse. Au titre de cette nouvelle mesure, les contenus produits en Europe ou en Suisse devront représenter au moins 30% de l'offre de services de diffusion en continu.</p>	Modes 1 et 3	Services audiovisuels	<p>Modification de la Loi sur la culture et la production cinématographiques</p> <p>Adresse consultée: https://www.swissinfo.ch/eng/voters-to-decide-on-funding-of-swiss-cinema-by-streaming-giants/47469730</p>	<p>Approbation: 15 mai 2022</p> <p>Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 2024</p>	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Thaïlande					
Le gouvernement a publié de nouveaux règlements établissant des critères et des procédures relatifs à l'autorisation d'utilisation des fréquences radio pour les services de radiodiffusion.	Mode 3	Services audiovisuels	Notification de la Commission nationale des technologies électroniques et informatiques (NBTC) sur les critères et procédures relatifs à l'autorisation d'utilisation de fréquences radio pour les services de radiodiffusion Journal officiel du Royaume de Thaïlande, volume 138, Partie spéciale 293 Ngos, daté du 30 novembre B.E. 2564 (2021) Adresse consultée: www.nbtc.go.th	Entrée en vigueur: 1 ^{er} décembre 2021	
Ukraine					
La Verkhovna Rada (le Parlement) a adopté une loi sur les services d'informatique en nuage qui établit les conditions relatives au traitement et à la protection des données, à l'utilisation des technologies de l'informatique en nuage et à la fourniture de services d'informatique en nuage, et précise les caractéristiques des services numériques utilisés par les autorités publiques. Cette loi instaure un cadre réglementaire complet pour la fourniture de services d'informatique en nuage et de centres de données aux utilisateurs situés en Ukraine.	Modes 1 et 3	Services informatiques et services connexes	Loi ukrainienne sur les services de l'informatique en nuage Adresse consultée: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2075-20#Text	Adoption: 17 février 2022 Publication: 16 mars 2022 Entrée en vigueur: 16 septembre 2022	X
Uruguay					
Le gouvernement a annoncé le lancement de la portabilité des numéros mobiles. L'objectif est d'encourager la concurrence entre les opérateurs de téléphonie mobile et de promouvoir les droits des consommateurs. Cette mesure permet aux consommateurs de services de téléphonie mobile de conserver leur numéro s'ils souhaitent changer de fournisseur. Les opérateurs de téléphonie mobile doivent prendre à leur charge les coûts du transfert de numéro.	Mode 3	Services de télécommunication	Adresse consultée: https://www.insidetelecom.com/uruguay-launches-mobile-number-portability	12 janvier 2022	
L'organisme de réglementation des communications a autorisé 5 câblo-opérateurs à offrir des services Internet à large bande.	Mode 3	Services de télécommunication	Adresse consultée: https://www.commsupdate.com/articles/2022/06/17/ursec-authorises-five-cablecos-to-offer-broadband-services	Juin 2022	X
À compter du 1 ^{er} janvier 2023, tous les câblo-opérateurs (par câble coaxial et fibre optique) recevront la même autorisation d'offrir des services Internet à large bande que les 5 câblo-opérateurs autorisés depuis juin 2022, abrogeant ainsi l'article 56 de la Loi n° 19.307 (Loi sur les médias). Le projet de loi sera communiqué au pouvoir exécutif en vue de sa promulgation et de sa publication.	Mode 3	Services de télécommunication	Projet de loi portant approbation de la responsabilité et l'équilibre budgétaire pour l'exercice fiscal 2021 Adresse consultée: https://parlamento.gub.uy/noticiasyevenos/noticias/node/97018	Approbation par le Sénat: 6 octobre 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Viet Nam					
<p>Le 15 juin, le Parlement a approuvé une nouvelle Loi sur le cinéma, portant abrogation de la loi adoptée en 2006. La nouvelle loi prévoit, entre autres, que les entreprises et les particuliers étrangers qui produisent des films au Viet Nam sont tenus d'avoir recours aux services fournis par les établissements cinématographiques vietnamiens.</p> <p>Si le film prend le Viet Nam comme décor, il est nécessaire d'obtenir une licence du Ministère de la culture, des sports et du tourisme. La demande de licence doit inclure une version abrégée du scénario du film et un scénario détaillé des scènes tournées au Viet Nam et en vietnamien.</p> <p>Cette nouvelle loi, qui s'applique également aux films accessibles en ligne, énumère les contenus interdits dans les films qui ne peuvent être diffusés au Viet Nam.</p>	Modes 1 et 3	Services audiovisuels	<p>Loi sur le cinéma</p> <p>Adresse consultée: https://www.cms-lawnow.com/ealerts/2022/07/vietnams-new-cinema-law-to-take-effect-on-1-jan-2023?cc_lang=en</p>	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2023	
SERVICES DE DISTRIBUTION					
Myanmar					
<p>Une nouvelle mesure a entraîné une modification de la liste des produits prioritaires dont la vente est autorisée dans le cadre de services de commerce de gros et de détail fournis par des entreprises étrangères et des coentreprises au Myanmar. Les produits supplémentaires ajoutés à cette liste sont les matières premières destinées à l'alimentation humaine et animale, les machines industrielles et les matières premières industrielles, et les pièces détachées de véhicules à moteur et machines.</p>	Mode 3	Services de distribution	<p>Bulletin n° 19/2021 du Ministère du commerce</p> <p>Adresse consultée: https://www.commerce.gov.mm</p>	12 novembre 2021	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Philippines					
<p>Le gouvernement a assoupli les règles d'admission pour les détaillants étrangers en allégeant la prescription relative au capital libéré.</p> <p>Cette nouvelle mesure a entraîné la suppression des prescriptions de préqualification (qui correspondaient à un montant exigé de 200 millions d'USD nets, un nombre minimal de 5 succursales et un bilan des ventes sur 5 ans), pour ne conserver que l'exigence de réciprocité. Cette mesure a également éliminé la procédure de préqualification auprès de l'Office des investissements (BOI), ce qui permet aux entreprises étrangères d'entamer directement les démarches d'enregistrement auprès de la Commission des opérations de bourse (SEC) ou du Ministère du commerce et de l'industrie (DTI). Cette mesure a également abaissé le montant du capital libéré minimal exigé aux détaillants à capital étranger de 2,5 millions d'USD à 25 millions de PHP, et l'investissement minimal exigé par magasin de 830 000 USD à 10 millions de PHP.</p> <p>Pour s'enregistrer en tant qu'entreprise de commerce de détail, les détaillants étrangers sont tenus, conformément à cette mesure, de présenter les documents suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un certificat de rapatriement de devises délivré par une banque mandataire agréée, sous la forme prescrite par la Banque centrale des Philippines, prouvant le respect de la prescription relative au capital libéré minimal; et - un certificat remis par les fonctionnaires compétents de l'État d'origine du détaillant étranger ou de son ambassade/consulat local démontrant que la législation nationale autorise les Philippines à participer à des activités de commerce de détail avec cet État. 	Mode 3	Services de commerce de détail	<p>Loi de la République n° 11595: Loi modifiant la Loi de la République n° 8762 (Loi de 2000 sur la libéralisation du commerce de détail)</p> <p>Adresse consultée: https://www.officialgazette.gov.ph/2021/12/10/republic-act-no-11595</p>	Entrée en vigueur: 21 janvier 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
SERVICES FINANCIERS					
Albanie					
Le Conseil de surveillance de la Banque d'Albanie a approuvé des règlements relatifs au processus d'agrément pour les établissements de paiement, les établissements de monnaie électronique et l'enregistrement des fournisseurs de services de paiement.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Décision n° 59 du 24 novembre 2021 relative à l'agrément des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique et l'enregistrement des fournisseurs de services de paiement Décision n° 7 du 2 février 2022 relative au registre public des fournisseurs de services de paiement Directive n° 1 du 2 mars 2022 relative aux critères permettant de déterminer le montant minimal de l'assurance de responsabilité civile professionnelle ou d'une autre garantie comparable Source: Mission permanente de l'Albanie auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2022 Entrée en vigueur: 2 février 2022 Entrée en vigueur: 2 mars 2022	X
Le Conseil de surveillance de la Banque d'Albanie a approuvé 2 décisions portant modification de la réglementation existante, qui visent à accroître la transparence pour les produits et services bancaires et financiers (y compris les crédits à la consommation et les crédits hypothécaires).	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Décision n° 47 du 1 ^{er} septembre 2021 et Décision n° 96 du 22 décembre 2021 se rapportant au Règlement sur le crédit à la consommation et le crédit hypothécaire Décision n° 64 du 24 novembre 2021 relative au Règlement sur la transparence des produits et services bancaires et financiers Source: Mission permanente de l'Albanie auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: 31 décembre 2021 et 31 mars 2022 respectivement Entrée en vigueur: 21 décembre 2021	X
Le règlement modifié s'applique aux banques et aux succursales de banques étrangères qui exercent des activités bancaires et financières en Albanie. Il prévoit, entre autres, que lorsque l'administrateur proposé d'une banque ou d'une succursale de banque étrangère est un ressortissant étranger, le requérant doit communiquer à la Banque d'Albanie le permis de travail et de séjour des candidats, conformément à la Loi n° 9959 du 17 juillet 2008 sur les ressortissants étrangers.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Décision n° 21 du 6 avril 2022 portant modification du Règlement n° 63 du 14 novembre 2012 relatif aux principes fondamentaux de gestion des banques et des succursales de banques étrangères et aux critères d'approbation de leurs administrateurs et la nouvelle directive relative à la gouvernance interne et efficace des banques Source: Mission permanente de l'Albanie de l'OMC	Entrée en vigueur: 30 juin 2022	X
Angola					
Un avis de la Banque nationale d'Angola (aviso) autorise les banques commerciales agréées à effectuer des transactions en capital (devises) sans autorisation préalable.	Modes 1 et 3	Services bancaires et autres services financiers	Banco Nacional De Angola – Avis n° 14-2022 du 5 juillet Adresse consultée: https://www.mirandalawfirm.com/en/insights-know-edge/publications/alerts/foreign-exchange-capital-operations-by-legal-persons-exempt-from-licensing-by-bna-2	5 juillet 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Australie					
La Commission australienne des valeurs mobilières et de l'investissement (ASIC) a prolongé la période d'allégement fiscal transitoire pour les fournisseurs de services financiers étrangers de 12 mois, jusqu'au 31 mars 2024, par l'introduction de l'Instrument n° 2022/623 relatif aux entreprises relevant de l'ASIC (modification).	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Instrument n° 2022/623 relatif aux entreprises relevant de l'ASIC (modification) – Registre fédéral des instruments législatifs Adresse consultée: https://hsfnotes.com/fsaustralia/2022/08/02/12-months-relieve-for-foreign-financial-services-providers-using-afsl-exemptions	2 août 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Belgique					
<p>Adoption d'une nouvelle loi établissant de nouvelles obligations juridiques pour les fournisseurs de services d'échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales et les fournisseurs de services de portefeuilles de conservation. La nouvelle mesure s'applique aux fournisseurs de services d'actifs virtuels établis conformément au droit belge, ou à la législation d'un autre État membre de l'Espace économique européen (EEE), sous la forme d'une succursale ou de toute autre forme d'établissement permanent en Belgique fournissant ces services (comme les représentants ou les distributeurs).</p> <p>La loi interdit aux personnes physiques ou morales régies par la législation d'un pays tiers extérieur à l'EEE de fournir ces services en Belgique. Pour commencer à fournir des services, les fournisseurs de services doivent être enregistrés auprès de l'Autorité belge des services et marchés financiers (FSMA). Les fournisseurs de services devront ainsi remplir plusieurs conditions d'enregistrement, y compris a) être constitués sous une forme sociétaire spécifique (société coopérative (CV/SC), société anonyme (NV/SA), société européenne (EV/SE) ou société coopérative européenne (ECV/SCE)); et b) disposer d'un capital minimum de 50 000 EUR qui doit être entièrement libéré. Ils doivent également se conformer à toutes les prescriptions en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (AMT/CFT) prévues par la Loi du 18 septembre 2017 (la Loi sur lutte contre le blanchiment de capitaux). Si les fournisseurs de services sont régis par la législation belge, ils doivent avoir leur siège statutaire et leur administration centrale en Belgique. Si les fournisseurs de services sont régis par la législation d'un autre État membre de l'EEE, ils doivent avoir leur administration centrale en Belgique pour les services qu'ils fournissent sur le territoire belge. Les fournisseurs de services régis par la législation d'un autre État membre de l'EEE et établis sur le territoire belge autrement que par le biais d'une succursale (par exemple, par l'intermédiaire d'un agent, d'un distributeur ou d'un guichet automatique de banque (GAB), doivent désigner un point de contact central situé en Belgique.</p>	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	<p>Loi belge du 1^{er} février 2022 (portant modification de la Loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces) et son arrêté royal d'application du 8 février 2022</p> <p>Adresse consultée: https://www.cms-lawnow.com/ealerts/2022/03/registration-requirements-for-virtual-asset-service-providers#:~:text=The%20Royal%20Decree%20of%208%20February%202022%20will%20enter%20into,aplication%20for%20registration%20(i.e.%20within </p>	Entrée en vigueur: 1 ^{er} mai 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Belize					
Une nouvelle loi régleme le commerce des valeurs mobilières et les opérations s'y rapportant ainsi que les questions connexes ou accessoires.	Modes 1 et 3	Services bancaires et autres services financiers	Loi n° 46 de 2021 sur le marché des valeurs mobilières Source: Mission permanente du Belize auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: novembre 2021	X
Brésil					
Dans le cadre d'un nouveau décret réduisant progressivement la taxe brésilienne sur les transactions financières ("IOF-Câmbio") due sur le règlement des devises, l'IOF passera de 6% à 0% sur le règlement des devises liées à l'entrée de devises provenant de prêts à court terme destinés à des emprunteurs brésiliens.	Mode 1	Services bancaires et autres services financiers	Décret n° 10997 du 15 mars 2022 Adresse consultée: https://insightplus.bakermckenzie.com/bm/tax/brazil-presidential-decree-reduces-tax-rates-on-foreign-exchange-transactions	Entrée en vigueur: 19 mars 2022	X
Chine					
La Commission chinoise de réglementation des assurances et des banques (CBIRC) a publié un avis qui supprime les conditions en matière d'accès pour les sociétés étrangères de courtage en assurance en ce qui concerne la création de sociétés de courtage en assurance en Chine, et autorise les groupes d'assurance étrangers à établir des intermédiaires en assurance professionnels en Chine.	Mode 3	Services d'assurance et services connexes	Avis concernant les mesures pertinentes pour expliquer l'ouverture du marché de l'intermédiation en assurance (Yin Bao Jian Ban Fa n° 128 de [2021]) Source: Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: 3 décembre 2021	X
Une nouvelle mesure a supprimé le plafond de 25% visant les participations étrangères dans les sociétés de gestion d'actifs du secteur des assurances (et autorise une participation allant jusqu'à 100%).	Mode 3	Services d'assurance	Dispositions relatives à l'administration des sociétés de gestion d'actifs du secteur des assurances (Ordonnance n° 2 [2022] de la Commission chinoise de réglementation des assurances et des banques) Adresse consultée: https://www.cbirc.gov.cn/en/view/pages/ItemDetail.html?docId=1068120&itemId=981	Entrée en vigueur: 1 ^{er} septembre 2022	X
Les mesures publiées relatives à la supervision et à la désignation des directeurs, superviseurs, cadres supérieurs et professionnels des établissements de gestion de fonds de titrisation ajustent l'évaluation et l'agrément préalables des directeurs, superviseurs et cadres supérieurs à l'issue de l'examen du dossier, affinent les exigences professionnelles de base et éliminent les restrictions qui limitent la proportion d'étrangers employés en qualité de cadres supérieurs dans les établissements de gestion.	Modes 3 et 4	Services bancaires et autres services financiers	Mesures relatives à la supervision et à la désignation des directeurs, superviseurs, cadres supérieurs et professionnels des établissements de gestion de fonds de titrisation (Ordonnance n° 48 de 2022 de la Commission chinoise de réglementation des valeurs mobilières) Source: Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: 1 ^{er} avril 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Conformément aux règlements antérieurs, les nouvelles mesures fixent des seuils différenciés en classant les actionnaires d'une société de gestion de fonds (SGF) en actionnaires principaux, actionnaires non principaux (détenant une participation de 5% ou plus) et actionnaires détenant une participation de moins de 5%. En tant qu'actionnaire principal, une institution doit avoir été rentable au minimum au cours des 3 dernières années consécutives et être une institution financière agréée (ou une institution qui gère au moins 1 institution financière agréée pendant au moins 1 exercice fiscal). Peuvent être agréées les sociétés de valeurs mobilières, les sociétés de contrats à terme, les banques commerciales, les sociétés de fiducie, les compagnies d'assurance, les sociétés de gestion d'actifs d'assurance et d'autres institutions financières reconnues par la CSRC. En outre, un actionnaire étranger d'une SGF doit être bien classé au niveau international en termes d'actifs financiers, d'actifs sous gestion, de revenus, de bénéfices et de parts de marché au cours des 3 dernières années consécutives.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Mesures relatives à la supervision et à la désignation des gestionnaires de fonds d'investissement dans des valeurs offertes au public (Ordonnance n° 198 de la Commission chinoise de réglementation des valeurs mobilières, Annonce n° 33 [2022] de la Commission chinoise de réglementation des valeurs mobilières Adresse consultée: https://conventuslaw.com/report/china-the-csrcs-new-public-fund-measures-highlights-of-the-new-regulations	Entrée en vigueur: 20 juin 2022	X
Costa Rica					
Le Costa Rica a adopté une nouvelle loi qui modifie le cadre des contrats d'affacturage en supprimant l'obligation d'obtenir une autorisation préalable délivrée par le Ministère de la science, de la technologie et des télécommunications (MICITT) pour permettre aux entités privées de mettre en place des plates-formes d'affacturage électronique. Celle-ci dispose également que toutes les plates-formes d'affacturage électronique doivent respecter les conditions d'exploitation liées aux autres usages des moyens électroniques que ladite loi définit et, le cas échéant, se conformer aux dispositions de la Loi n° 8968 du 7 juillet 2011 sur la protection des personnes contre le traitement de leurs données personnelles et de son règlement d'application.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Loi n° 10073 du 18 janvier 2022 sur la réforme de la Loi-cadre sur le contrat d'affacturage Adresse consultée: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=96244&nValor3=128787&strTipM=TC	Entrée en vigueur: 2 février 2022	X
Une modification a été émise afin de renforcer la protection des investisseurs et d'améliorer l'accès aux renseignements nécessaires pour prendre des décisions en matière d'investissement. Elle prévoit également que les valeurs faisant l'objet d'offres privées peuvent uniquement être mises à la disposition des investisseurs qui recourent à des services de conseil en investissement ou de gestion de portefeuille individuels fournis par une entreprise de courtage.	Plusieurs modes	Services bancaires et autres services financiers	Règlement n° 1711 du 27 janvier 2022 sur la réforme réglementaire concernant les activités autorisées pour les courtiers en bourse, le règlement sur l'intermédiation et les activités complémentaires ainsi que la réforme de divers règlements Adresse consultée: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=96271&nValor3=128871&strTipM=TC	Entrée en vigueur: 4 février 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Adoption d'une nouvelle mesure qui régleme les opérations financières, commerciales et de microcrédit proposées aux consommateurs. Celle-ci régleme principalement les taux d'intérêt appliqués dans le cadre des opérations financières, commerciales ou de microcrédit qui sont proposées aux consommateurs.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Décret exécutif n° 43270 du 22 octobre 2021. Règlement relatif aux opérations financières, commerciales et de microcrédits proposées aux consommateurs Adresse consultée: https://www.pqrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=95937&nValor3=0&strTipM=TC	Entrée en vigueur: 16 décembre 2021	X
Hongrie					
Un nouveau décret a étendu l'imposition de la taxe sur les transactions financières aux entités non hongroises et aux succursales d'entités étrangères fournissant des services de paiement à des clients hongrois.	Modes 1 et 3	Services bancaires et financiers	Décret n° 197/2022 (VI. 4.) – Journal officiel hongrois n° 93 de 2022 Adresse consultée: https://www.cms-lawnow.com/ealerts/2022/06/hungary-introduces-extra-taxes-on-banking-and-insurance-sectors#:~:text=Hungary%20introduces%20extra%20taxes%20on%20banking%20and%20insurance%20sectors,-Hungary%2022.06.2022&text=On%204%20June%202022%2C%20the,the%20current%20adverse%20economic%20situation	2 août 2022	
Inde					
Le Département de la promotion de l'industrie et du commerce intérieur du Ministère du commerce et de l'industrie a révisé la politique de l'Inde en matière d'IED pour autoriser l'investissement étranger (jusqu'à 20%) dans Life Insurance Corporation of India (LIC), entreprise d'État indienne et plus grande société d'assurance du pays. Cette société devrait être cotée en bourse sur le marché indien dans les mois à venir, et la mesure s'inscrit dans le cadre d'un plan visant à céder une participation minoritaire dans le cadre de cette cotation. Jusqu'à cette modification, les investisseurs institutionnels étrangers étaient autorisés à détenir jusqu'à 74% des compagnies d'assurance privées et jusqu'à 20% des banques d'État, mais n'étaient pas autorisés à détenir des parts dans LIC. La modification permet aux fonds de pension, compagnies d'assurance et fonds communs de placement étrangers de souscrire à la première émission publique de titres de LIC.	Mode 3	Services d'assurance	Communiqué de presse n° 1 (série de 2022) (PN 1) portant modification de la politique relative à l'IED Adresses consultées: https://dpiit.gov.in/sites/default/files/Press_Note_1_2022_14March2022.pdf https://www.lexology.com/library/detail.aspx?q=fedbed45-438b-4773-990b-6193499b4520	Entrée en vigueur: 12 avril 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
La Banque centrale de l'Inde a autorisé les banques multinationales opérant dans le pays à stocker un ensemble limité de données (par exemple le nom et l'adresse des clients et quelques renseignements supplémentaires les concernant, ainsi que certains détails concernant les transactions, tels que la date et le montant, le nom du bénéficiaire et le numéro de référence) dans des serveurs à l'étranger.	Modes 1 et 3	Services bancaires et autres services financiers	Adresse consultée: https://economictimes.indiatimes.com/industry/banking/finance/banking/rbi-allows-multinational-banks-to-store-limited-data-abroad/articleshow/86954303.cms	Entrée en vigueur: octobre 2021	
Iraq (observateur)					
Une nouvelle mesure régleme la relation entre les principaux opérateurs (banques, sociétés de change de catégorie A), les fournisseurs agréés de services de paiement électronique et les opérateurs secondaires (banques, sociétés de change de catégories A et B).	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Réglementation des opérateurs primaires et secondaires et fournisseurs étrangers de services d'envois de fonds Source: Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève	24 octobre 2021	X
Kenya					
La Banque centrale du Kenya (CBK) a publié une nouvelle réglementation qui prévoit la délivrance de licences aux prêteurs/fournisseurs numériques non réglementés précédemment. En vertu de la réglementation, une personne ne peut exercer une activité de crédit numérique que si elle est titulaire d'une licence délivrée par la CBK ou autorisée à exercer cette activité en vertu de toute autre loi écrite. Par conséquent, tous les fournisseurs de crédit numérique non réglementés doivent présenter une demande de licence à la CBK dans les 6 mois suivant la publication de la réglementation, c'est-à-dire avant le 17 septembre 2022. La licence doit être accordée dans un délai de 60 jours à compter de la présentation de la demande complète. Les établissements et les entités qui sont déjà titulaires d'une licence au titre d'autres lois sont exemptés de cette nouvelle prescription en matière de licences.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Avis n° 46 du 18 mars 2022 concernant le Règlement de 2022 (Fournisseurs de crédit numérique) de la Banque centrale du Kenya Adresses consultées: https://www.centralbank.go.ke/uploads/press_releases/2119450187_Press%20Release%20-%20Publication%20of%20Regulations%20for%20Digital%20Credit%20Providers%20and%20Commencement%20of%20their%20Supervision.pdf https://www.centralbank.go.ke/wp-content/uploads/2022/03/L-.N.-No.-46-Central-Bank-of-Kenya-Digital-Credit-Providers-Regulations-2022.pdf	Entrée en vigueur: 18 mars 2022	
Le Président a promulgué la Loi de finances 2022. Lorsqu'une personne résidente conclut un contrat de dérivé financier avec une institution non résidente, tout gain résultant de cet arrangement pour la personne non résidente est soumis à une retenue à la source au taux de 15%.	Mode 1	Services bancaires et autres services financiers	Loi de finances 2022, Supplément au Journal officiel n° 106 Adresse consultée: https://www.ey.com/en_gl/tax-alerts/kenya-enacts-finance-act--2022_30_Jun_2022	Approbation: 21 juin 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Luxembourg					
La Commission de surveillance du secteur financier a ajouté l'Australie et la République populaire de Chine à la liste des pays tiers admissibles autorisés à fournir des services d'investissement au Luxembourg sur une base transfrontières sans établir de succursale.	Mode 1	Services bancaires et autres services financiers	Règlement n° 22-04 du 20 juillet 2022 – Commission de surveillance du secteur financier Adresse consultée: https://enews.com.ng/2022/08/australia-and-the-peoples-republic-of-china-now-part-of-luxembourgsthird-country-regime-for-investment-services-financial-services-more-news	20 juillet 2022	
Maurice					
Une plate-forme de guichet unique a été créée pour fournir toutes les informations pertinentes et traiter les demandes des investisseurs relatives aux licences, aux permis professionnels et à l'enregistrement des entreprises dans le secteur des services financiers non bancaires.	Mode 3	Services financiers non bancaires	Adresse consultée: https://www.edbmauritius.org/newsroom/launching-single-window-system-financial-services-sector	21 juillet 2022	
La nouvelle Loi sur les services d'actifs virtuels et d'offre initiale de jetons a été adoptée. Celle-ci précise les prescriptions en matière de licence pour les fournisseurs de services d'actifs virtuels et, entre autres, exige une présence commerciale à Maurice pour mener des activités dans le domaine des actifs virtuels.	Mode 1	Services bancaires et autres services financiers	Loi n° 21 de 2021 sur les services d'actifs virtuels et d'offre initiale de jetons – Journal officiel Adresse consultée: https://www.mondaq.com/fin-tech/1224416/virtual-asset-and-initial-token-offering-services-new-regulatory-regime	Entrée en vigueur: 7 février 2022	
Myanmar					
La Banque centrale du Myanmar a publié un avis demandant aux entreprises locales détenues à 35% par des étrangers de convertir leurs balances en devises en kyat du Myanmar.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Décision de la réunion du Comité de surveillance des changes (FESC) n° 32/2022 Adresse consultée: https://www.qnlm.com.mm/myanmar-companies-wit-35-ownership-of-foreigners-must-convert-foreign-currency-to-myanmar-kyat	15 juillet 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Népal					
Dans le cadre de la nouvelle politique, seuls les banques ou établissements financiers étrangers classés dans la catégorie "investissement" peuvent exercer par le biais d'une succursale au Népal, à condition d'obtenir une autorisation. Les succursales sont uniquement autorisées à effectuer des opérations bancaires de gros concernant l'acceptation de dépôts, les prêts, les crédits et certains autres services financiers, tels que l'achat et la vente d'instruments du marché monétaire et les conseils financiers. En ce qui concerne la succursale de la banque étrangère, le capital attribué doit être au minimum de 20 millions d'USD. La nouvelle politique interdit aux bureaux de représentation des établissements étrangers d'effectuer des transactions bancaires, de quelque sorte que ce soit, au Népal. Les bureaux de représentation peuvent uniquement assurer la liaison avec les clients népalais, effectuer des activités de recherche, fournir des renseignements sur les produits et services, promouvoir des services et assurer la liaison entre les clients de la banque étrangère et les autres bureaux.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Politique d'agrément des succursales de banques étrangères, 2022 Adresse consultée: https://www.nrb.org.np/contents/uploads/2022/03/Notice-no-14-Foreign-Bank-Branch-Policy-2022-1.pdf	Entrée en vigueur: 16 mars 2022	
Norvège					
Le gouvernement a promulgué le règlement relatif à l'accès de certaines entreprises établies au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, afin de fournir des services de gestion de portefeuille à certains clients professionnels norvégiens situés dans le pays.	Mode 1	Services bancaires et autres services financiers	Règlement d'application de la Loi sur le commerce des valeurs mobilières Source: Mission permanente de la Norvège auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: 1 ^{er} décembre 2021	X
Philippines					
Des modifications ont été apportées au Manuel de règles applicables aux banques (MORB) et au Manuel de règles applicables aux établissements financiers non bancaires (MORNBF) pour rendre opérationnelle l'inclusion des banques numériques en tant que participants admissibles pour les opérations monétaires de Bangko Sentral ng Pilipinas (Banque centrale des Philippines, BSP) ainsi que des entités fiduciaires en tant que participants admissibles pour les valeurs mobilières de la BSP sur le marché secondaire.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Circulaire n° 1130, série de 2021: Extension de la liste des participants admissibles pour les opérations monétaires et les valeurs mobilières de la BSP sur le marché secondaire Adresse consultée: http://www.bsp.gov.ph	Entrée en vigueur: 10 décembre 2021	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Une nouvelle circulaire présente la deuxième phase de modifications des dispositions pertinentes du Manuel de règles applicables aux opérations de change (Manuel FX) et du Manuel de règles applicables aux banques (MORB) régissant le système de dépôts en devises dont le but est de promouvoir une gestion efficace des risques dans les banques en assouplissant et en rationalisant les prescriptions relatives aux transactions libellées en devises. La réglementation élargit la liste des entités visées qui sont autorisées à fournir des services de dépôt en devises pour inclure les banques islamiques et les banques numériques. Les prescriptions en matière de licences pour les opérations sur dépôts en devises devraient comporter plusieurs niveaux en fonction de la catégorie de la banque. Pour certaines banques, l'autorisation préalable de la BSP ne sera plus requise puisqu'il est considéré que les opérations sur dépôts en devises relèvent largement de leurs opérations courantes. Certaines conditions applicables aux prêts des services de dépôts en devises aux services bancaires ordinaires ont été assouplies pour conférer aux banques une certaine flexibilité dans la gestion des risques auxquels les exposent leurs services de dépôt en devises.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Circulaire n° 1134, série de 2021: Modifications de la réglementation pertinente relative au système de dépôt en devises – phase 2 Adresse consultée: http://www.bsp.gov.ph	Entrée en vigueur: 20 janvier 2022	X
Modification de la réglementation relative à l'externalisation et à la gestion des risques liés aux technologies de l'information.	Modes 1 et 3	Services bancaires et autres services financiers	Circulaire n° 1137, série de 2022: Modifications de la réglementation relative à l'externalisation et à la gestion des risques liés aux technologies de l'information Adresse consultée: http://www.bsp.gov.ph	Entrée en vigueur: 11 mars 2022	X
La Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP, Banque centrale des Philippines) a adopté une autre série de nouvelles mesures touchant les services bancaires et les autres services financiers.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Circulaires n° 1128, 1129, 1131, 1132, 1136 Mémorandums n° M-2021-052, 058, 064 Adresse consultée: http://www.bsp.gov.ph	Octobre 2021- février 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
<p>Le conseil monétaire de la Bangko Sentral ng Pilipinas a approuvé une approche modifiée pour l'octroi de nouvelles licences de fournisseur de services d'actifs virtuels. La nouvelle mesure suspend le créneau ordinaire pour la présentation de demandes pour les nouvelles licences de fournisseur de services d'actifs virtuels pendant 3 ans, à compter du 1^{er} septembre 2022, sous réserve d'une réévaluation fondée sur l'évolution du marché. Les demandes qui avaient achevé/passé la deuxième étape du processus d'octroi de licence au plus tard le 31 août 2022 seront traitées et évaluées pour vérifier si les documents/les informations communiqués sont complets et suffisants, et si elles sont conformes aux critères d'octroi de licence pour exercer en tant que fournisseur de services d'actifs virtuels sur la base des prescriptions de la troisième étape. Les demandes incomplètes au 31 août 2022 seront retournées et marquées comme "clôturées". La Bangko Sentral ne traitera plus ces demandes.</p> <p>Dans l'intervalle, les établissements financiers supervisés par la BSP qui souhaitent étendre leurs activités en offrant des services d'actifs virtuels, y compris les fournisseurs qui souhaitent offrir des services de garde et/ou de conservation, peuvent toujours demander une licence de fournisseur de services d'actifs virtuels à condition d'avoir une notation composite minimale du cadre d'évaluation de la surveillance de "stable".</p>	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	<p>Mémorandum n° M-2022-035, Approche modifiée de l'octroi de licences de fournisseur de services de biens virtuels (VASP)</p> <p>Adresse consultée: https://www.bsp.gov.ph/Regulations/Issuances/2022/M-2022-035.pdf</p>	Entrée en vigueur: 1 ^{er} septembre 2022	X
La Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP, Banque centrale des Philippines) a adopté une série de nouvelles mesures visant les services bancaires et les autres services financiers, relatives aux mesures prudentielles ou de politique monétaire.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	<p>Circulaires n° 1139, 1140, 1149, 1150, 1151 Mémorandum n° M-2022-024</p> <p>Adresse consultée: http://www.bsp.gov.ph</p>	Mars-septembre 2022	X
Royaume d'Arabie saoudite					
Le Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux a publié une résolution visant à approuver le Règlement relatif au signalement des infractions à la Loi sur les marchés financiers.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	<p>Résolution du Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux datée du 13 décembre 2021</p> <p>Adresses consultées: https://cma.org.sa/en/Market/NEWS/Pages/CMA_N_3038.aspx https://cma.org.sa/en/RulesRegulations/Regulations/Documents/REPORTING-OF-VIOLATIONS-EN.pdf</p>	Entrée en vigueur: 28 février 2022, à l'exception de l'article 10 qui entrera en vigueur le 1 ^{er} mars 2023	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Le Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux a publié une résolution visant à approuver la modification apportée aux règles relatives à l'offre de valeurs mobilières et aux obligations permanentes afin de réglementer une nouvelle option pour l'augmentation du capital.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Résolution du Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux datée du 5 janvier 2022 Adresses consultées: https://cma.org.sa/en/Market/NEWS/Pages/CMA_N_3040.aspx https://cma.org.sa/en/RulesRegulations/Regulations/Documents/OSRCI_en.pdf	Entrée en vigueur: 3 mars 2022	X
Le Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux a publié une résolution visant à approuver les modifications apportées au Règlement relatif aux procédures de règlement des différends sur les valeurs mobilières.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Résolution du Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux datée du 2 février 2022 Adresses consultées: https://cma.org.sa/en/Market/NEWS/Pages/CMA_N_3048.aspx https://cma.org.sa/en/RulesRegulations/Regulations/Documents/RSDPR_en.pdf	Entrée en vigueur: 10 mars 2022	X
Le Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux a publié une résolution visant à approuver les instructions relatives aux fonds d'investissement financier direct.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Résolution du Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux datée du 15 mars 2022 Adresses consultées: https://cma.org.sa/en/Market/NEWS/Pages/CMA_N_3069.aspx https://cma.org.sa/en/RulesRegulations/Regulations/Documents/Instructions_on_the_Direct_Financing_Investment_Funds_en.pdf	Entrée en vigueur: 28 mars 2022	X
Le Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux a publié une résolution visant à approuver le Règlement sur les bourses des valeurs et les centres de dépôt. Cette mesure régleme les prescriptions en matière d'autorisation pour la fourniture de services boursiers et de services de centre de dépôt dans le Royaume par des personnes morales constituées en société par actions hors du Royaume.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Résolution du Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux datée du 22 juin 2022 Adresses consultées: https://cma.org.sa/en/RulesRegulations/Regulations/Documents/Securities%20ExchangesAndDepositoryCentersRegulationsEn.pdf https://cma.org.sa/en/Market/NEWS/Pages/CMA_N_3125.aspx	Publication: 22 juin 2022 Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2023	X
Somalie (observateur)					
La Banque centrale de la Somalie a accordé des licences à 2 banques étrangères pour la première fois.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Adresse consultée: https://centralbank.gov.so/wp-content/uploads/2022/07/Press-Release-Bank-Licenses-No-507.pdf	2 juillet 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Tanzanie					
Le gouvernement de la Tanzanie a décidé de cesser d'appliquer le prélèvement sur les transferts monétaires mobiles à compter du 1 ^{er} octobre 2022. Auparavant, en juillet, la taxe avait été ramenée de 7 000 shillings tanzaniens à 4 000 shillings tanzaniens.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Adresse consultée: https://www.connectingafrica.com/author.asp?doc_id=780576&itc=newsletter_connectingafricansights&utm_source=newsletter_connectingafrica_connectingafricansights&utm_medium=email&utm_campaign=09232022	Entrée en vigueur: 1 ^{er} octobre 2022	
Thaïlande					
La mesure, qui a été adoptée par la Commission des opérations de bourse (SEC) thaïlandaise, interdit à tous les opérateurs d'actifs numériques agréés (bourses, courtiers, maisons de titres, gestionnaires de fonds et conseillers dans le domaine des cryptomonnaies et des jetons numériques) de favoriser ou de faciliter l'utilisation d'actifs numériques pour le paiement des biens ou des services. Il est interdit aux opérateurs d'exercer les 6 activités suivantes: 1) activité publicitaire, de démarchage ou démontrant que les opérateurs sont prêts à fournir des services pour le paiement des biens ou des services; 2) création de systèmes de paiement ou d'outils facilitant le paiement des biens ou des services; 3) fourniture de services de portefeuille d'actifs numériques pour le paiement des biens ou des services; 4) fourniture de services pour transférer des bahts thaïlandais du compte d'un client au compte d'un tiers; 5) fourniture de services pour transférer des actifs numériques du compte d'un client à des comptes qui n'appartiennent pas à leurs clients pour le paiement des biens ou des services au moyen d'actifs numériques; et 6) fourniture d'autres services facilitant le paiement des biens ou des services au moyen d'actifs numériques.	Mode 3	Services bancaires et autres services financiers	Notification n° Gor Tor. 5/2565 de la SEC Re: Règles, conditions et procédures interdisant aux opérateurs qui gèrent des actifs numériques de fournir des services favorisant l'utilisation d'actifs numériques comme moyen de paiement pour les biens ou les services. Adresses consultées: https://www.sec.or.th/EN/Pages/NEWS_LISTVIEW.aspx https://www.lawplusltd.com/2022/04/sec-thailand-introduces-controls-on-use-of-digital-assets-for-payment-for-goods-or-services	Entrée en vigueur: 1 ^{er} avril 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Ukraine					
La Verkhovna Rada (le Parlement) de l'Ukraine a adopté une nouvelle loi qui remanie et modernise le cadre des activités d'assurance, conformément à la Directive 2009/138/CE de l'UE et aux Principes fondamentaux de l'assurance de l'Association internationale des contrôleurs d'assurance. Parmi les principales modifications apportées figurent les suivantes: 1) la fourniture transfrontières est autorisée (sans licence) pour certaines catégories d'assurance directe (assurance des aéronefs; assurance des navires (navires maritimes, bateaux de navigation intérieure et autres engins flottants automoteurs ou non); assurance des biens transportés (y compris les marchandises, les bagages, les bagages par fret), assurance en responsabilité civile résultant de l'utilisation d'aéronefs (y compris la responsabilité du transporteur) et assurance responsabilité résultant de l'utilisation des embarcations (y compris la responsabilité du transporteur); et tous les types de réassurance; et 2) toutes les catégories d'assurance et de réassurance peuvent être fournies par des filiales ou par des succursales de compagnies d'assurance étrangères, mais les conditions relatives à l'ouverture de succursales ont été révisées et prévoient notamment, pour les succursales proposant des assurance-vie, une réduction du capital de solvabilité minimum requis de 10 millions d'EUR à environ 1,5 million d'EUR.	Modes 1 et 3	Services d'assurance et services connexes	Loi de l'Ukraine sur l'assurance Adresse consultée: https://zakon.rada.gov.ua/laws/main/en/index https://insightplus.bakermckenzie.com/bm/financial-institutions_1/ukraine-new-insurance-law-adopted	Adoption: 18 novembre 2021 Entrée en vigueur: 19 décembre 2021 Prise d'effet: 1 ^{er} janvier 2024	X
SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES					
Botswana					
Une nouvelle loi et un nouveau règlement sont entrés en vigueur le 1 ^{er} avril 2022. La loi prescrit que la surveillance de tous les auditeurs agréés et entreprises d'audit des entités qui ne sont pas d'intérêt public qui étaient réglementés par l'Institut des experts-comptables du Botswana (BICA) est transférée à l'Autorité de surveillance de la profession de comptable du Botswana (BAOA), de sorte que tous les auditeurs sont regroupés et relèvent tous de la compétence de la BAOA (articles 24 et 25). Toutes les prescriptions en matière d'enregistrement et de licences pour les entreprises d'audit et les auditeurs agréés sont à présent indiquées dans le Règlement.	Mode 3	Services comptables, d'audit et de tenue de livres	Loi de 2020 sur l'information financière (modification) Règlement de 2021 sur l'établissement des comptes Adresse consultée: https://www.baooa.org.bw/sites/default/files/legal/FINANCIAL%20REPORTING%20%28AMENDMENT%29%20ACT%202020.pdf https://www.baooa.org.bw/sites/default/files/legal/FINANCIAL%20REPORTING%20REGULATIONS%2C%202021.pdf	Entrée en vigueur: 1 ^{er} avril 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Costa Rica					
Le gouvernement du Costa Rica a créé une nouvelle catégorie de migrants pour les personnes étrangères qui entrent dans le pays dans le but de travailler à titre temporaire dans le secteur agricole. La demande d'autorisation doit être effectuée par l'employeur; celui-ci remplit un formulaire en ligne et s'acquitte d'une redevance de 60 USD.	Mode 4	Services annexes à l'agriculture	Décret exécutif n° 43527 du 5 mai 2022 concernant la catégorie spéciale pour la régularisation migratoire des étrangers aux fins du travail temporaire dans le secteur agricole Adresse consultée: http://www.pqrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=96999&nValor3=130354&strTipM=TC	Entrée en vigueur: 23 mai 2022	X
Nouvelle-Zélande					
Le Ministère néo-zélandais du secteur primaire va mettre en place un système d'enregistrement pour les marchands de grumes et les conseillers forestiers. Les prescriptions de base relatives à l'enregistrement détermineront: - qui est autorisé à s'enregistrer; - les questions à prendre en compte pour le test d'honorabilité et de compétences personnelles; - les obligations initiales des marchands de grumes et des conseillers forestiers; - les procédures relatives aux plaintes et aux litiges; et - les renseignements à faire figurer sur les registres publics. À partir du 6 août 2022, il y aura une période de transition d'un an au cours de laquelle les marchands de grumes et les conseillers forestiers pourront s'enregistrer.	Mode 4	Services annexes à la sylviculture et à l'exploitation forestière	Enregistrement des marchands de grumes et des conseillers forestiers Adresse consultée: https://www.mpi.govt.nz/forestry/forest-industry-and-workforce/registration-of-forestry-professionals	Entrée en vigueur: 6 août 2022	X
Royaume d'Arabie saoudite					
Le Conseil d'administration de l'Autorité du marché des capitaux a publié une résolution visant à approuver les modifications apportées aux règles relatives à l'enregistrement des vérificateurs des comptes des entités soumises à la supervision de l'Autorité. La mesure modifie, entre autres, les conditions d'enregistrement des experts-comptables, en exigeant un engagement à temps plein pour exercer la profession de vérificateur des comptes conformément à la Loi sur les professions d'expert-comptable et d'audit et en exigeant que l'expert-comptable travaille par l'intermédiaire d'un cabinet comptable enregistré auprès de l'Autorité du marché des capitaux.	Modes 3 et 4	Services de comptabilité, d'audit et de tenue de livres	Résolution du Conseil de l'Autorité du marché des capitaux du 8 juin 2022 Adresses consultées: https://cma.org.sa/en/RulesRegulations/Regulations/Documents/Rules-Registering-Auditors-of-Entities-EN.pdf https://cma.org.sa/en/Market/NEWS/Pages/CMA_N_3108.aspx	Entrée en vigueur: 13 juin 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Royaume-Uni					
La Loi du Royaume-Uni sur la criminalité économique (transparence et moyens de faire respecter les droits) a reçu la sanction royale le 14 mars 2022. Elle a créé un nouveau registre des entités étrangères qui exige que toute société étrangère ou entité juridique similaire achetant un bien immobilier au Royaume-Uni donne des informations sur ses véritables propriétaires à Companies House. Le registre a été lancé avec succès le 1 ^{er} août 2022.	Mode 3	Services immobiliers	Loi de 2022 sur la criminalité économique (transparence et moyens de faire respecter les droits) Adresse consultée: https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2022/10/contents/enacted	Entrée en vigueur: 1 ^{er} août 2022	X
SERVICES D'ÉDUCATION					
Costa Rica					
L'Ordre des professionnels en sciences du mouvement humain du Costa Rica ("Colegio De Profesionales en Ciencias del Movimiento Humano"), une entité non étatique de droit public, a été créé en vue de stimuler et de réglementer la pratique professionnelle des activités liées aux sciences du mouvement humain. Seuls les membres de l'Ordre sont autorisés à fournir des services liés aux sciences du mouvement humain dans le pays, à l'exception de la physiothérapie et d'autres services et activités correspondant exclusivement aux sciences de la santé. Pour devenir membres, les professionnels étrangers ayant un statut d'immigration valide doivent présenter leur carte de résidence permanente inconditionnelle.	Mode 4	Autres services d'éducation	Loi organique de l'Association professionnelle en sciences du mouvement humain du Costa Rica Adresse consultée: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=96943&nValor3=130215&strTipM=TC	Entrée en vigueur: 17 mai 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
SERVICES DE SANTÉ					
Brésil					
Le Conseil fédéral de la médecine (CFM) a approuvé un nouveau règlement établissant des règles relatives à la pratique de la télémédecine. Cette pratique est définie comme l'exercice de la médecine au moyen de technologies numériques et de technologies de l'information et de la communication, à des fins d'assistance, d'éducation, de recherche, de prévention des maladies et des traumatismes, de gestion et de promotion de la santé. Les médecins peuvent choisir de recourir à la télémédecine s'ils estiment que les consultations en cabinet ne sont pas plus appropriées (leur évaluation étant fondée sur la sécurité et la qualité des soins aux patients). Seuls les fournisseurs de services établis ou situés sur le territoire brésilien sont autorisés à pratiquer la télémédecine. Les fournisseurs de services de santé doivent être enregistrés auprès du Conseil régional de la médecine compétent. La télémédecine fait l'objet du projet de loi n° 1998/2020, qui autorise et définit cette pratique. Ce projet de loi a été approuvé en avril par la Chambre des députés, mais pas encore par le Sénat. Dans l'attente, la télémédecine est régie par la résolution du CFM.	Mode 3	Services de santé	Résolution n° 2134/2022 Adresse consultée: https://www.felsberg.com.br/en/telemedicines-federa-l-council-of-medicine-approves-new-regulation/	6 mai 2022	X
Le Conseil fédéral de la pharmacie a publié une résolution visant à réglementer les activités dans le secteur de la télépharmacie. Les domaines couverts sont la téléconsultation, l'interconsultation à distance, le conseil à distance et la télésurveillance. Les entreprises qui servent de plates-formes de télépharmacie ou qui fournissent des services de télépharmacie doivent avoir une représentation établie au Brésil, être enregistrées auprès du Conseil régional de la pharmacie et avoir un représentant technique. Le fournisseur de services doit s'inscrire auprès du Conseil régional de la pharmacie pertinent.	Modes 1 et 3	Services de santé	Résolution n° 727/2022 – Conseil fédéral de la pharmacie Adresse consultée: https://www.mattosfilho.com.br/en/unico/council-telepharmacy-brazil	30 juin 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
<p>Le Conseil fédéral des soins infirmiers a publié une résolution qui fixe les règles applicables aux activités de soins infirmiers à distance au Brésil. Les domaines couverts par la réglementation sont la prise de rendez-vous, les services de conseil en soins infirmiers, le suivi et l'éducation à la santé, entre autres. Cette mesure vise à garantir la protection des données et de la confidentialité des patients. Le consentement du patient est requis avant la divulgation de toute information par le fournisseur de services. Le règlement permet également au fournisseur de services de demander à distance un examen ou de fournir une ordonnance au moyen d'une signature électronique certifiée.</p> <p>La réglementation dispose que seuls les membres inscrits auprès des conseils régionaux des soins infirmiers ("Conselho Regional de Enfermagem") sont en mesure de fournir des services de soins infirmiers à distance. Conformément à la législation en vigueur, le Conseil des soins infirmiers exige une preuve de résidence aux fins de l'inscription. En outre, les personnes étrangères doivent présenter un document d'identification valide délivré par une autorité compétente brésilienne afin d'être enregistrées auprès du Conseil des soins infirmiers.</p>	Modes 1 et 3	Services de santé	<p>Résolution n° 696/2022- Conseil fédéral des soins infirmiers</p> <p>Adresse consultée: https://lifesciences.dlapiper.com/post/102hpy1/the-federal-council-of-nursing-regulates-the-exercise-of-telenursing-brazil</p>	23 mai 2022	X
Costa Rica					
<p>L'Ordre du personnel infirmier du Costa Rica s'est accordé sur une réforme intégrale des prescriptions relatives à l'octroi d'autorisations temporaires pour les professionnels étrangers souhaitant pratiquer temporairement des soins infirmiers au Costa Rica en tant que stagiaires, conseillers ou consultants dans le cadre de programmes spéciaux et d'activités de bénévolat.</p>	Mode 4	Services de santé	<p>Acuerdo 15, Acta 2577 de la sesión extraordinaria de la Junta Directiva del Colegio de Enfermeras de Costa Rica celebrada en fecha 15 de marzo de 2022 "Reforma Integral Requisitos para la autorización temporal para el ejercicio de enfermería por extranjeros"</p> <p>Adresse consultée: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=96627&nValor3=129530&strTipM=TC</p>	Entrée en vigueur: 15 mars 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
L'Ordre des médecins et chirurgiens du Costa Rica ("Colegio de Médicos y Cirujanos de Costa Rica") a adopté une réforme réglementaire relative à l'autorisation temporaire des médecins et chirurgiens, des spécialistes, des surspécialistes et des médecins itinérants. Les professionnels de la santé qui souhaitent obtenir une autorisation temporaire sont tenus d'effectuer leur service social obligatoire ("Servicio Social Obligatorio"). S'ils ont effectué leur service social obligatoire, ils doivent également avoir conclu un contrat de rémunération sociale ("Contrato de Retribución Social") ou avoir l'intention de commencer à travailler en tant que spécialiste/surspécialiste à l'Hôpital de traumatologie (INS) ou au département de médecine légale.	Mode 4	Services de santé	Session ordinaire de l'Ordre des médecins et chirurgiens du Costa Rica du 6 juillet 2022 (Réforme réglementaire relative à l'autorisation temporaire de l'exercice professionnel des médecins et chirurgiens, spécialistes, surspécialistes et médecins itinérants) Adresse consultée: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&Valor1=1&Valor2=97435&Valor3=131547&strTipM=TC	Entrée en vigueur: 6 juillet 2022	X
Türkiye					
Un règlement a été publié afin d'établir les procédures et principes relatifs aux services de santé à distance, quel que soit le lieu, ainsi que la supervision des établissements de santé. L'exercice d'une activité de service de santé à distance est soumis à autorisation. Les établissements de santé ne peuvent pas fournir de services de santé à distance dans les domaines pour lesquels ils n'ont pas d'autorisation ou qui ne sont pas régis par le règlement.	Mode 3	Services de santé	Règlement sur les services de santé à distance Journal officiel (n° 31746) daté du 10 février 2022 Adresses consultées: https://www.erdem-erdem.av.tr/en/insights/the-regulation-on-the-provision-of-remote-health-services-has-been-published https://www.esin.av.tr/2022/02/16/turkey-publishes-the-regulation-on-the-provision-of-distance-health-services-and-the-regulation-on-the-cascading-of-health-service-providers/#:~:text=What%20Does%20the%20Regulation%20on%20the%20Cascading%20of%20Health%20Service,of%20Distance%20Health%20Services%20bring%3F&text=The%20Regulation%20on%20the%20Provision%20of%20Distance%20Health%20Services%20entered,Gazette%20on%2010%20February%202022	Entrée en vigueur: 10 février 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES					
Albanie					
Le gouvernement a adopté 2 décisions relatives à l'amélioration des procédures concernant les activités dans les stations balnéaires et à la définition des modalités d'application pour l'établissement de structures de services sur les sites de stations balnéaires.	Plusieurs modes	Services relatifs au tourisme et aux voyages	Décision du Conseil des ministres n° 827 du 24 décembre 2021 modifiant et complétant la Décision du Conseil des ministres n° 171 de 2019 sur l'approbation du règlement relatif aux conditions et critères d'exercice de l'activité de station balnéaire Ordonnance ministérielle n° 38 du 27 janvier 2022 sur la définition des modalités d'application pour l'établissement de structures de services sur les sites de stations balnéaires Source: Mission permanente de l'Albanie auprès de l'OMC	24 décembre 2021 27 janvier 2022	X
Afin de faciliter le processus de renouvellement de la certification de l'ensemble des guides touristiques qui expire d'ici au 30 avril 2022, un renouvellement automatique est appliqué sans l'obligation de remplir les critères ordinaires.	Mode 4	Services relatifs au tourisme et aux voyages	Arrêté ministériel n° 72 du 18 avril 2022 sur le renouvellement de la certification des guides touristiques Source: Mission permanente de l'Albanie auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: 30 avril 2022	X
Costa Rica					
Une nouvelle mesure régleme la fourniture de services touristiques d'"hébergement non traditionnel". Elle définit également les prescriptions relatives à la création d'un registre des fournisseurs de services d'hébergement non traditionnel et d'un registre des sociétés commerciales ou intermédiaires, ainsi que sa gestion et sa mise à jour par l'Institut costaricien du tourisme (ICT).	Plusieurs modes	Services relatifs au tourisme et aux voyages	Decreto Ejecutivo No. 43154-H-TUR del 5 de agosto de 2021 "Reglamento a la Ley Marco para la regularización del hospedaje no tradicional y su intermediación a través de plataformas digitales Adresse consultée: https://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=95409&nValor3=0&strTipM=TC	Entrée en vigueur: 21 octobre 2021	X
Une nouvelle loi a été introduite, créant un nouveau cadre réglementaire pour la préparation et la vente de produits alimentaires et/ou de boissons dans des véhicules automobiles. Tous les propriétaires de véhicules utilisés à des fins de vente directe et de préparation de produits alimentaires devront désormais obtenir une licence commerciale spéciale temporaire et un permis temporaire accordé par l'administration municipale à des fins de zonage, ainsi qu'un permis sanitaire d'exploitation ("permiso sanitaria de funcionamiento").	Mode 3	Services de restauration	Loi n° 10254 du 6 mai 2022 (Loi spéciale sur le commerce ambulant) Adresse consultée: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=97182&nValor3=130898&strTipM=TC	Entrée en vigueur: 14 juin 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
SERVICES PERSONNELS, CULTURELS ET RÉCRÉATIFS					
Argentine					
L'Administration fédérale des recettes publiques (AFIP) a adopté un nouveau régime fiscal pour les jeux d'argent en ligne, introduisant un impôt indirect d'un taux allant de 2,5% pour les opérateurs domiciliés dans le pays à 15% pour les opérateurs étrangers non enregistrés dans le pays. Le décret prévoit également la création d'un registre de contrôle du système de paris en ligne, qui répertoriera tous les opérateurs et agents agréés autorisés à fournir des services de jeux d'argent. La liste sera mise à jour tous les 3 mois.	Mode 1	Services de jeux et paris	Decreto 293/2022 (DCTO-2022-293-APN-PTE – Disposiciones) Adresses consultées: https://www.argentina.gob.ar/normativa/nacional/dcreto-293-2022-365744/texto https://www.raipostexam.com/online-gambling-in-argentina-could-soon-become-more-expensive	2 juin 2022	
SERVICES POSTAUX ET DE COURRIER					
Royaume d'Arabie saoudite					
Une nouvelle mesure a été introduite, qui sépare l'organisme de réglementation du fournisseur de services. Le Ministère des transports et des services logistiques assure la supervision du secteur postal, définit ses politiques générales et ses plans de développement, et propose des projets de réglementation et de modification.	Mode 3	Services postaux et de courrier	Résolution du Conseil des ministres n° 705 du 26 juillet 2022 Source: Mission permanente du Royaume d'Arabie saoudite auprès de l'OMC	26 juillet 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
SERVICES DE TRANSPORT					
Brésil					
<p>Afin de diversifier les services de transport, une nouvelle loi a été adoptée, assouplissant les règles relatives au cabotage dans le but d'améliorer la qualité des services de transport et d'encourager la concurrence dans le secteur, d'accroître la flotte de navigation, de stimuler le développement de l'industrie navale nationale et d'encourager les investissements découlant des opérations dans les installations portuaires.</p> <p>Les compagnies maritimes brésiliennes sont autorisées à affréter coque nue des navires étrangers à des fins de transport de cabotage sans avoir à fournir de preuve relative au tonnage. Dans un premier temps, l'affrètement sera limité à 1 seul navire. Après une période de transition de 4 ans, il ne sera plus limité. Aucune autorisation ne sera requise pour affréter des navires étrangers afin de remplacer d'autres navires en cours de restauration. Pour ce qui est de l'affrètement à temps de navires étrangers, le nombre de mouvements sera illimité.</p> <p>Pour les navires battant pavillon brésilien, la Loi maintient la prescription selon laquelle au moins deux tiers des membres de l'équipage, y compris le capitaine et l'ingénieur en chef, doivent avoir la nationalité brésilienne.</p>	Modes 1 et 3	Services de transport maritime	<p>Loi n° 14.301 de 2022 sur le cabotage, Secretaria-Geral Subchefia para Assuntos Jurídicos</p> <p>Adresse consultée: https://www.hfw.com/Brazilian-Government-enacts-new-Cabotage-Act-BR-do-Mar-2022</p>	Entrée en vigueur: 10 janvier 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Costa Rica					
<p>Le gouvernement a promulgué le 23 juillet 2022 un règlement régissant l'octroi de licences d'affrètement nautique. Les navires battant pavillon étranger sont tenus d'obtenir une licence pour fournir des services d'affrètement à des fins de loisirs et d'activités récréatives dans les eaux du Costa Rica. Les critères d'obtention de la licence comprennent la présentation d'une demande officielle signée par le propriétaire des navires ou son agent, d'une copie simple du certificat d'immatriculation ou de navigabilité délivré par le pays d'origine du navire, d'une déclaration sous serment attestant de la souscription d'une police d'assurance adéquate et suffisante du navire aux fins des activités prévues et de sa conformité avec les obligations devant les autorités costariciennes, et de la preuve d'un contrat avec un port de plaisance. Les navires battant pavillon étranger doivent reverser 2,5% du revenu brut pour chaque service fourni.</p> <p>En outre, aux fins des services d'affrètement nautique, les capitaines et les membres d'équipage peuvent demander à bénéficier de la catégorie spéciale des travailleurs du secteur des services d'affrètement nautique, si leur séjour ne comporte pas d'activités rémunérées sur le territoire national.</p>	Modes 3 et 4	Location de navires avec équipage	<p>Décret exécutif n° 43636 du 23 juillet 2022 (Règlement régissant l'octroi des licences d'affrètement nautique au Costa Rica)</p> <p>Adresse consultée: http://www.pgrweb.go.cr/scij/Busqueda/Normativa/Normas/nrm_texto_completo.aspx?param1=NRTC&nValor1=1&nValor2=97516&nValor3=131746&strTipM=TC</p>	Entrée en vigueur: 5 août 2022	X
Indonésie					
<p>Une nouvelle réglementation a précisé les activités que les navires étrangers sont autorisés à effectuer lorsqu'ils opèrent dans les eaux indonésiennes. Ces activités comprennent le sauvetage et les travaux sous-marins, la construction en haute mer, la prospection pétrolière et gazière, le forage, le dragage, la construction de terminaux et le soutien opérationnel en haute mer.</p> <p>Auparavant, les navires étrangers n'étaient pas autorisés à exercer des activités commerciales dans les eaux indonésiennes. La Loi générale (Loi n° 11 de 2020) a apporté des modifications à la Loi sur le transport maritime, disposant que si des navires battant pavillon indonésien ne sont pas disponibles, des navires battant pavillon étranger peuvent être utilisés pour mener des activités spéciales dans les eaux indonésiennes autres que le transport de passagers et/ou de marchandises.</p>	Mode 3	Services de transport maritime	<p>Règlement du Ministère des transports n° 2/2021</p> <p>Adresse consultée: https://www.lexology.com/library/detail.aspx?q=6a44523f-920a-42e2-9184-6befc355dc05#:~:text=Transportation%20Regulation%20No.-,2%20of%202021%3A%20Approval%20for%20the%20Use%20of%20Foreign%20Ships,Than%20Transporting%20Passengers%20and%20Goods&text=Law%20No.,provides%20protection%20for%20domestic%20shipping</p>	14 novembre 2021	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Mexique					
Les utilisateurs de services de transport routier de marchandises sont tenus de transmettre à leurs fournisseurs une lettre de transport/transfert préimprimée ou une attestation aux fins de la protection du transport des marchandises et une lettre de transport ou une attestation aux fins de la protection du transport de marchandises numériques sur Internet (CFDI), et la "lettre de transport complémentaire" de l'attestation fiscale numérique par Internet (CFDI).	Plusieurs modes	Services de transports routiers	Acuerdo por el que se actualiza la Carta de Porte en Autotransporte Federal y sus servicios auxiliares Adresse consultée: http://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5638495&fecha=16/12/2021	Publication: 16 décembre 2021	
Royaume-Uni					
Le gouvernement a instauré un assouplissement temporaire des règles de cabotage dans le cadre de mesures prises pour faire face à une grave pénurie de chauffeurs de poids lourds. Cette mesure a autorisé tous les opérateurs (et pas uniquement ceux de l'Union européenne) à effectuer un nombre illimité de mouvements de fret pendant une période de 14 jours à la suite d'un trajet en charge international vers le Royaume-Uni. Cette mesure a été adoptée par l'intermédiaire du Règlement (modification) de 2021 sur les véhicules de marchandises (octroi de licences aux opérateurs) (utilisation temporaire en Grande-Bretagne), qui prévoit une exemption de licence de transport de marchandises pour les véhicules recourant aux droits de cabotage supplémentaires, et par l'intermédiaire de la section 79 de la Loi de finances 2022 qui prévoit une exemption du droit d'accise sur les véhicules pour les véhicules recourant aux droits de cabotage supplémentaires.	Mode 1	Transports routiers	Règlement (modification) de 2021 sur les véhicules de marchandises (octroi de licences aux opérateurs) (utilisation temporaire en Grande-Bretagne) Loi de finances 2022 Adresses consultées: https://www.legislation.gov.uk/uksi/2021/1187/contents/made https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2022/3/contents/enacted	En vigueur du 28 octobre 2021 au 30 avril 2022	X
Le gouvernement a mis en œuvre des accords bilatéraux conclus avec la France afin d'établir des dispositifs réglementaires facilitant le trafic ferroviaire transfrontières passant par le tunnel sous la Manche. Les accords mis en œuvre à ce jour prévoient une reconnaissance mutuelle des licences d'opérateurs ferroviaires et des licences de conducteurs de train dans la zone frontalière.	Mode 1	Transport ferroviaire	Règlement (modification) de 2021 sur les chemins de fer (octroi de licences aux entreprises ferroviaires) Règlement (modification) de 2022 sur les licences et certificats de conducteurs de train Adresses consultées: https://www.legislation.gov.uk/uksi/2021/1105/contents https://www.legislation.gov.uk/uksi/2022/85/contents/made	Entrée en vigueur: 30 septembre 2021 Entrée en vigueur: 31 janvier 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
SERVICES FOURNIS AU MOYEN DU MOUVEMENT DES PERSONNES PHYSIQUES					
Albanie					
Une nouvelle loi a instauré un permis unique de travail et de résidence, dénommé "permis unique", qui peut être accordé, entre autres, au personnel étranger recruté localement, aux personnes transférées à l'intérieur d'une société, au personnel hautement qualifié et aux personnes travaillant à leur compte. La demande pour ce permis unique doit être déposée auprès de la Direction des frontières et de la migration de la région où l'activité est exercée.	Mode 4	Tous les secteurs	Loi n° 79/2021 sur les étrangers Adresse consultée: https://visionconsultingalbania.com/residence-permit-easier-procedures-to-obtain-it	Entrée en vigueur: décembre 2021	
Autriche					
Le gouvernement autrichien a proposé des réformes juridiques de la Loi sur l'emploi des ressortissants étrangers. Ces réformes simplifieront les prescriptions et la procédure d'obtention d'une carte "rouge-blanc-rouge" (RBR) pour les travailleurs qualifiés, les autres travailleurs essentiels et les travailleurs hautement qualifiés. Entre autres modifications, les obligations en matière de salaire minimum pour les cartes bleues de l'UE, les cartes RBR destinées aux diplômés et les autres travailleurs essentiels ont été réduites; la validité du certificat de connaissances linguistiques a été portée à 5 ans, contre 1 an auparavant. En outre, les lois révisées offriront des possibilités de détachement de travailleurs qualifiés au sein de l'UE aux titulaires de la carte bleue européenne pour une période de 90 jours. La Directive (UE) 2021/1883 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié a également été transposée dans le droit national dans le cadre de ces modifications.	Mode 4	Tous les secteurs	106 ^{ème} Loi fédérale portant modification de la Loi régissant l'emploi des ressortissants étrangers, la Loi sur la promotion du marché du travail, la Loi sur l'installation et la résidence et la Loi sur la police des étrangers de 2005 Adresse consultée: https://www.migration.gv.at/en/welcome/?no_cache=1	Entrée en vigueur: 1 ^{er} octobre 2022	X
Bahreïn					
L'Autorité de Bahreïn chargée des questions liées à la nationalité, aux passeports et à la résidence a introduit un visa électronique pour entrées multiples aux fins de la formation. Ce nouveau visa électronique temporaire est disponible pour les étrangers qui suivent une formation professionnelle, pour une période de 6 mois, avec possibilité de prorogation pour une même durée.	Mode 4	Tous les secteurs	Adresse consultée: https://www.npra.gov.bh/en/view/media-center/news/npra-introduces-training-visa	Entrée en vigueur: 3 septembre 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Chili					
Le 12 février 2022, le gouvernement a publié un décret approuvant le Règlement de la Loi n° 21325, la nouvelle Loi chilienne sur l'immigration. Entre autres modifications, le traitement des demandes d'immigration est centralisé au niveau des services nationaux d'immigration; une nouvelle autorisation consulaire de court terme est mise en place, permettant aux voyageurs d'affaires d'entrer plusieurs fois sur le territoire et d'y rester jusqu'à 90 jours par an pendant une période de 10 ans; et les ressortissants étrangers autorisés à déposer une demande de visa ou de permis de séjour dans le pays peuvent désormais le faire sur le portail en ligne des services nationaux d'immigration.	Mode 4	Tous les secteurs	Décret n° 296 de 2021 Adresse consultée: https://www.diariooficial.interior.gob.cl/publicaciones/2022/03/04/43194/01/2094937.pdf	Entrée en vigueur: 12 février 2022	X
Le gouvernement a actualisé sa nouvelle Loi sur l'immigration en publiant un règlement d'application final, qui a mis à jour les catégories de visa du Chili. Le visa de résidence temporaire comporte 16 sous-catégories, telles que les permis d'affaires pour entrées multiples, les permis pour les investisseurs et le personnel lié, et les permis pour les ressortissants ou les résidents des États avec lesquels le Chili a pris des engagements dans le cadre d'accords commerciaux, entre autres. La durée de validité pour les personnes d'affaires est limitée à 2 ans et peut être prorogée jusqu'à 2 années supplémentaires.	Mode 4	Tous les secteurs	Décret suprême n° 177 Adresses consultées: https://www.diariooficial.interior.gob.cl/publicaciones/2022/05/14/43253/01/2128680.pdf https://iuslaboris.com/insights/a-guide-to-the-new-chilean-immigration-law	Entrée en vigueur: 14 mai 2022	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Colombie					
<p>Une nouvelle résolution publiée par les services colombiens d'immigration introduit, entre autres, une nouvelle sous-catégorie de visa technique avec une période de séjour plus courte. Le visa sera valable pour une période de 2 ans, mais les visiteurs techniques ne seront autorisés à séjourner en Colombie que pendant 180 jours, en continu ou en cumulé, sur une période de 365 jours. Auparavant, dans le cadre de la catégorie de visa V-13, ces professionnels pouvaient séjourner en Colombie pendant 2 ans.</p> <p>La nouvelle sous-catégorie a été introduite pour les ressortissants étrangers entrant en Colombie pour fournir une assistance technique spécialisée. En outre, un nouveau visa d'une validité de 2 ans a été introduit pour promouvoir l'internationalisation. Il sera accessible aux ressortissants étrangers titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences fondamentales ou appliquées, en mathématiques, en ingénierie ou dans d'autres domaines connexes. En vertu de la nouvelle loi, les autorités seront en mesure de délivrer des visas en 30 jours, alors que cela prend actuellement 5 à 8 jours ouvrables.</p>	Mode 4	Divers secteurs	<p>Résolution n° 5477</p> <p>Adresse consultée: https://eiglaw.com/colombia-announces-new-visas-and-processing-changes</p>	Entrée en vigueur: 22 octobre 2022	
Émirats arabes unis					
<p>Les autorités ont commencé à délivrer des visas à entrées multiples d'une durée de 5 ans pour les touristes, ce qui permet aux visiteurs d'entrer plusieurs fois sur le territoire au cours d'une année civile ou de faire un séjour de 90 jours et de le prolonger pour une durée identique; cela concerne également les entreprises qui souhaitent que leurs employés entrent et sortent des Émirats pour des conférences et autres manifestations.</p>	Mode 4	Tous les secteurs	<p>Adresse consultée: https://www.thenationalnews.com/uae/government/2021/11/28/who-is-eligible-for-uaes-five-year-multiple-entry-tourist-visa-and-how-do-you-apply/#:~:text=The%20UAE%20has%20begun%20issuing,it%20for%20another%2090%20days</p>	Entrée en vigueur: novembre 2021	
<p>Le gouvernement a introduit plusieurs types de visas d'entrée qui ne nécessitent pas la présence d'un hôte ou d'un parrain à des fins de visite et qui peuvent être obtenus pour des entrées uniques ou multiples pendant une durée de 60 jours. Ces catégories comprennent, entre autres, les permis d'entrée pour un travail temporaire et les visas d'entrée d'études et de formation. Un contrat de travail temporaire accompagné d'une preuve d'aptitude sera nécessaire pour obtenir un visa de travail temporaire de courte durée.</p>	Mode 4	Tous les secteurs	<p>Règlement s'application du Décret-loi fédéral relatif à l'entrée et au séjour des étrangers, connu sous le nom de "Système de visa avancé"</p> <p>Adresse consultée: https://gulfbusiness.com/your-guide-to-the-uaes-new-visa-reforms-starting-from-september</p>	Entrée en vigueur: 3 octobre 2022	

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Estonie					
Le gouvernement a introduit un permis de travail à court terme exempté des prescriptions en matière de contingents d'immigration. Les personnes ayant auparavant travaillé avec un permis de travail à court terme pour une période de 9 mois avec le même employeur en Estonie peuvent maintenant recevoir ce permis à court terme pour une période maximale de 2 ans.	Mode 4	Tous les secteurs	Adresse consultée: https://www.fragomen.com/insights/estonia-two-quota-exempt-short-term-work-authorizations-introduced.html	Entrée en vigueur: 1 ^{er} janvier 2023	X
Hong Kong, Chine					
Le programme pilote de facilitation de l'immigration pour les visiteurs participant à des activités de courte durée dans des secteurs désignés est entré en vigueur le 1 ^{er} juin 2022. Ce programme permet aux ressortissants de tous les pays/territoires en possession d'une "lettre d'invitation", délivrée par des organisations autorisées, de participer aux activités à court terme spécifiées dans dix secteurs désignés. Ils peuvent participer aux activités susmentionnées pendant une durée maximale de 14 jours civils consécutifs à Hong Kong, Chine, en tant que visiteurs, sans avoir à obtenir de visa de travail/permis d'entrée.	Mode 4	Divers secteurs	Programme pilote de facilitation de l'immigration pour les visiteurs participant à des activités à court terme dans des secteurs désignés Adresse consultée: https://www.immd.gov.hk/eng/services/visas/stv.html	Entrée en vigueur: 1 ^{er} juin 2022	X
Irlande					
Les autorités ont décidé de donner aux voyageurs en provenance de tous les pays relevant du régime irlandais de visas la possibilité de demander un visa de courte durée (90 jours) à entrées multiples, valable pendant 5 ans. Jusqu'à présent, la majorité des demandeurs de visas de courte durée pouvaient uniquement solliciter des visas à entrées multiples d'une durée maximale de validité de 3 ans. Les personnes voyageant fréquemment vers plusieurs autres pays pourront également profiter de cette possibilité, même s'ils ne se sont jamais rendus en Irlande auparavant.	Mode 4	Tous les secteurs	Adresse consultée: https://www.schengenvisainfo.com/news/ireland-makes-5-year-multi-entry-short-stay-visas-available-to-nationals-of-all-visa-required-countries/#:~:text=Since%202019%2C%20eligible%20to%20obtain,visa%20valid%20for%20five%20years	Entrée en vigueur: 23 avril 2022	X
Israël					
Les autorités ont modifié la procédure existante concernant le visa de travail B-1 assorti d'une autorisation d'emploi de courte durée, en faisant passer la durée de séjour de 45 à 90 jours par année civile. La procédure, qui s'applique aux autorisations d'emploi de courte durée délivrées aux ressortissants des pays qui ont conclu des accords en matière de visas avec Israël, comprend des délais plus courts pour le traitement des demandes de visas et des démarches de demande globalement plus simples pour les candidats souhaitant obtenir un visa de travail pour de courts séjours.	Mode 4	Tous les secteurs	Adresses consultées: https://www.gov.il/BlobFolder/policy/fast_procedure_foreign_expert_from_country_exempt_from_visa_to_israel/he/5.3.0040.pdf https://www.mondaq.com/work-visas/1124134/israel-releases-updates-to-the-short-term-employment-authorization-sea-b-1-work-visas	Entrée en vigueur: octobre 2021	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Italie					
Le gouvernement a publié un nouveau décret-loi qui réduit le délai de traitement des permis de travail pour les travailleurs subordonnés (lavoratori subordinati) à 30 jours, contre 60 jours auparavant (modifiant le décret-loi n° 286 du 25 juillet 1998). Toutefois, la procédure raccourcie ne s'applique pas aux permis de travail pour les travailleurs saisonniers (lavoratori stagionali) et les personnes transférées à l'intérieur d'une société.	Mode 4	Tous les secteurs	Décret-loi n° 73 du 21 juin 2022 Adresse consultée: https://www.bal.com/bal-news/italy-processing-time-for-certain-work-permit-applications-shortened	22 juin 2022	X
Nouvelle-Zélande					
Le visa de travail "employeur accrédité" est un nouveau visa de travail temporaire qui simplifie la procédure de demande de visa et rationalise les examens des besoins du marché du travail pour les emplois hautement rémunérés.	Mode 4	Tous les secteurs	Adresse consultée: https://www.immigration.govt.nz/employ-migrants/new-employer-accreditation-and-work-visa	Entrée en vigueur: 4 juillet 2022	
Pays-Bas					
Le gouvernement a annoncé un nouveau portail en ligne pour les demandes de permis de travail à court terme. Les employeurs peuvent désormais demander des permis de travail (à court terme) pour leurs employés en dehors de l'UE via un portail en ligne. Pour accéder au portail en ligne, les employeurs ont besoin d'un "certificat d'identité électronique", qui peut être obtenu auprès d'un fournisseur agréé par le gouvernement.	Mode 4	Tous les secteurs	Source: Mission permanente de l'Union européenne auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: 1 ^{er} juillet 2022	X
Philippines					
En novembre 2021, la Direction des zones économiques des Philippines (PEZA) a créé un nouveau visa de travail destiné aux étrangers parrainés par une entreprise inscrite dans son registre en vue de travailler aux Philippines. Dans le cadre des procédures relatives au nouveau visa de la PEZA, les demandes sont traitées en 10 jours ouvrables (contre 1 mois auparavant) et le visa est valable pour une durée allant jusqu'à 2 ans, avec la possibilité de le renouveler une fois pour 2 années supplémentaires, la période de validité maximale étant de 4 ans.	Mode 4	Tous les secteurs	Circulaire-mémorandum n° 2021-069 de la PEZA, 22 novembre 2021 Adresse consultée: https://www.aseanbriefing.com/news/philippines-introduces-new-economic-zone-authority-visa-for-foreigners/#:~:text=In%20November%202021%2C%20the%20Philippines,(a)(2)%20visas	Entrée en vigueur: novembre 2021	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Pologne					
Le gouvernement a apporté un certain nombre de modifications aux règles régissant les conditions de séjour légal des étrangers en Pologne. Parmi ces modifications figurent: une extension de la liste des circonstances dans lesquelles il n'est pas nécessaire de modifier le permis de résidence et de travail temporaires; une prolongation de la période de travail, désormais de 24 mois, sur la base d'une déclaration indiquant qu'un étranger se voit confier un emploi; la simplification des règles de modification des permis temporaires et permis de travail, le délai pour accorder un permis de résidence temporaire, dans le cas d'une première demande, étant fixé à 60 jours à compter de la présentation de la demande complète (90 jours dans le cas d'un recours).	Mode 4	Tous les secteurs	Loi du 17 décembre 2021 modifiant la Loi sur les étrangers et certaines autres lois Adresse consultée: https://www.lexology.com/library/detail.aspx?q=5826f2e0-8102-4cf2-b39f-f8b55b65e64f	Entrée en vigueur: 29 janvier 2022	X
République slovaque					
Le gouvernement a adopté une nouvelle réglementation accordant des visas aux ressortissants de pays tiers déplacés et aux membres de leur famille afin de simplifier l'emploi de cadres et d'experts de pays tiers déplacés dans une unité organisationnelle ou une unité commerciale d'une entité étrangère en République slovaque. Les ressortissants étrangers déplacés (cadres, experts possédant des connaissances professionnelles particulières) peuvent recevoir un visa national pour une durée maximale de 1 an au lieu de demander un permis de séjour temporaire en République slovaque (la procédure étant plus longue). Le visa national est accordé pour la durée de l'emploi du ressortissant étranger ou pour une période maximale de 1 an. Le visa national peut être renouvelé à plusieurs reprises. Il ne peut être accordé que si le ressortissant étranger n'est pas titulaire d'un permis de séjour temporaire, s'il perçoit un salaire supérieur au double du salaire moyen en République slovaque et si l'employeur étranger a établi une unité organisationnelle ou une unité commerciale d'une entité étrangère dans le pays. Les membres de la famille des employés déplacés ont également le droit de se voir accorder un visa.	Mode 4	Tous les secteurs	Règlement du gouvernement de la République slovaque n° 269/2022 sur l'intérêt de la République slovaque à accorder des visas nationaux aux ressortissants d'un pays tiers déplacés et aux membres de leur famille Source: Mission permanente de l'Union européenne auprès de l'OMC	Entrée en vigueur: 23 juillet 2022	X
Royaume d'Arabie saoudite					
Le Programme de saoudisation ou "Nitaqat", une politique au titre de laquelle les entreprises saoudiennes sont tenues d'embaucher des ressortissants saoudiens sur la base de quotas, s'applique aux auto-écoles et aux professions dans les domaines de l'ingénierie technique et du dédouanement.	Mode 4	Divers secteurs	Adresses consultées: https://hrsd.gov.sa/en/page/knowledge-center https://www.saudigazette.com.sa/article/615197/SA-UDI-ARABIA/Saudization-of-three-professions-to-come-into-force-from-December-30	Entrée en vigueur: 30 décembre 2021	X

Mesure	Mode(s) de fourniture	Classification sectorielle	Source	Date	Vérifié par le Membre
Royaume-Uni					
Le gouvernement a lancé une nouvelle catégorie de visa appelée "scale-up visa" pour les entreprises à forte croissance au Royaume-Uni. Les professionnels peuvent demander ce visa s'ils sont parrainés pendant 6 mois par une entreprise à forte croissance admissible dans le pays. Après 6 mois, le parrainage prend fin automatiquement et le professionnel peut travailler avec un autre employeur ou changer de rôle/travail sans avoir besoin d'un nouveau visa. Ce visa peut être accordé initialement pour une période de 2 ans avec une option de prorogation de 3 ans, en fonction du salaire perçu par le professionnel. En outre, seuls les diplômés et les professionnels de niveau supérieur, tels que les personnes transférées à l'intérieur d'une société, dont le salaire minimum est de 33 000 GBP par an, peuvent en bénéficier.	Mode 4	Tous les secteurs	Adresse consultée: https://www.gov.uk/scale-up-worker-visa	Entrée en vigueur: 22 août 2022	X
Singapour					
Le Ministère de la main-d'œuvre utilisera un Cadre d'évaluation complémentaire (COMPASS) à points pour les nouvelles demandes de permis de travail à partir du 1 ^{er} septembre 2023 (et pour les demandes de renouvellement à partir de septembre 2024).	Mode 4	Tous les secteurs	Adresse consultée: https://www.mom.gov.sg/passes-and-permits/employment-pass/upcoming-changes-to-employment-pass-eligibility/complementarity-assessment-framework-compass	Entrée en vigueur: 1 ^{er} septembre 2023	X
Togo					
Dans le cadre de la stratégie Togo numérique 2025, le Togo a lancé son système de délivrance de visas électroniques appelé "Voyage Togo". En plus de réduire le délai de traitement des visas pour les touristes et les voyageurs d'affaires, la plate-forme numérique remaniée pour l'immigration permettra de conserver les données des visiteurs au Togo. Les visas électroniques peuvent être obtenus pour une entrée unique ou multiple pour une durée de 15, 30 ou 90 jours.	Mode 4	Tous les secteurs	Adresse consultée: https://techcabal.com/2022/07/12/togo-lanches-electronic-visa-issuance-system/#:~:text=Togo%20lanches%20novel%20e%2DVisa%20platform%2C%20Togo%20VOYAGE&text=On%20July%201%202022%2C%20the,process%20for%20travellers%20and%20migrants	Entrée en vigueur: 11 juillet 2022	